

«**50% DES MÉDICAMENTS IMPORTÉS
VONT AUX MALADES DU CANCER**» P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

POURQUOI ABDELAZIZ N'EST PAS FIDEL ?

MIMI MASSIVA

DES PROMESSES

BOUCHAN HADJ CHIKH

LES BONS MOTS DE M. SELLAL

ABED CHAREF

■ Plan de développement de Sonatrach : de
quelles entreprises algériennes parle-t-on ?
REGHIS RABAH

■ Ces bruits qui nous agressent
et nous perturbent...
ABDELHAMID BENZERARI

■ Les TIC, l'enseignement et «des tics»
DALILA BÉRASS & RACHID BRAHMI

■ Les banques centrales sont-elles devenues
schizophrènes ?
ANTHONY ESCURAT

■ La fabrication des stéréotypes
KAMAL GUERROUA

■ Les «entre-deux»
BELKACEM AHICENE-DJABALLAH

■ Charm El-Cheikh :
Arabes vs Arabes !
CHERIF ALI

■ Yémen : l'absurde guerre
fratricide arabe
M'HAMMEDI BOUZINA MED

■ Grisaille sur l'Arabie
heureuse : entre le grand Satan
et l'Axe du mal
ABDELLATIF BOUSENANE

■ La dynamique FN
AKRAM BELKAÏD

■ Mange et tais-toi
HAMID DAHMANI

■ L'«attaque baissière du baril
de pétrole 2014-2015» :
une stratégie de haute voltige
des États-Unis dans une volonté
de revanche sur l'Histoire ?
MEDJDOUB HAMED

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 6 à 17

VOTRE DJEZZY CONNECT 3G+



100 Mo
/ MOIS
3 MOIS
PENDANT
UN ACCÈS GRATUIT ET ILLIMITÉ AUX SITES

200 DA
SEULEMENT

مرحباً بالغد

DJEZZY
جازي

Vous pouvez souscrire aux offres Djezzy Speed et @miGO en composant *707#. Quantité limitée, pack sans engagement. Offre valable dans toutes les wilayas couvertes par la 3G+

f t y www.djezzy.dz

Selon le président de la Société algérienne de pharmacie «50% des médicaments importés vont aux malades du cancer»



El-Houari DILMI

Pour garantir le succès du plan anti-cancer, classé priorité nationale par le président de la République, et rationaliser les dépenses en produits de traitement, l'implication du pharmacien d'officine dans les réunions de concertation pluridisciplinaires et la distribution du médicament anti-cancer, doit être effective, a indiqué hier, au micro de la Chaîne III de la radio nationale, le Dr Farid Benhamdine, président de la Société algérienne de pharmacie (SAP).

Le Dr Farid Benhamdine s'est dit «peiné de voir qu'un malade rencontre de grandes difficultés à se procurer des traitements anti-cancer dans les officines, surtout pour certains médicaments en mode sèche (comprimés) et produits morphiniques. C'est inadmissible qu'un malade ne puisse pas trouver les médicaments dont il a besoin pour se soigner de cette pathologie lourde et handicapante», s'insurge-t-il.

Explicitant sa pensée, l'invité de la radio a jugé que ces dysfonctionnements sont «le résultat d'un quiproquo entre le ministère de la Santé et la Sécurité sociale». Relevant que la facture des médicaments anti-cancer a été multipliée par vingt entre 2005 et 2013, le président de la SAP a également expliqué que 50% des médicaments acquis par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) sont destinés au traitement des malades du cancer, «avec l'introduction de biotechnologies qui coûtent très cher», a-t-il indiqué. Annonçant l'introduction prochaine de la nouvelle spécialité de pharmacien oncologue dans le cursus universitaire, Farid Benhamdine a, par ailleurs, fait état d'une journée d'information qui sera organisée en juin prochain avec les pharmaciens hospitaliers d'officine concernés par le traitement du cancer. Concernant la production locale de certains médicaments destinés

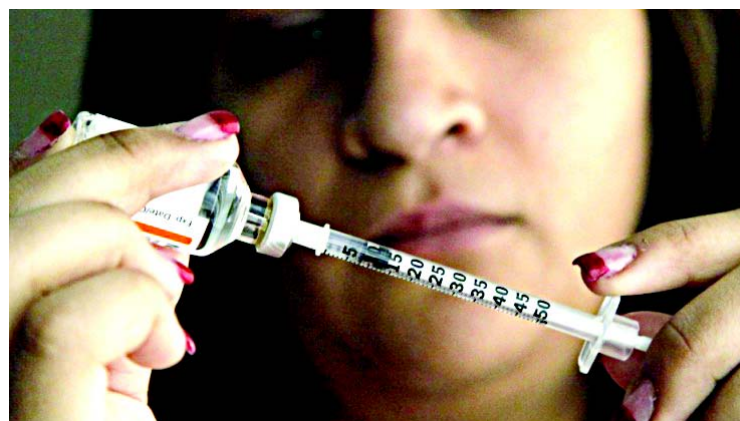
au traitement du cancer, et la réduction de la facture des importations, l'invité de la radio Chaîne 3, parlant «d'idées reçues», a expliqué que «ce n'est pas l'importation du médicament qui fait exploser la facture d'importation, mais d'autres produits de luxe comme les véhicules qui coûtent 7 milliards de dollars par an, le tabac (2,5 milliards), des fleurs et même des oranges...», a-t-il ironisé. Pour le président de la SAP, «ce ne sont pas les médicaments produits localement qui sont les plus chers. La facture d'importation des médicaments est grevée par les thérapies ciblées nécessitant des médicaments sous monopole de grands groupes pharmaceutiques internationaux», a-t-il relevé, ajoutant que «près de 50% du budget de la Pharmacie centrale des hôpitaux sont accordés à ces types de médicaments». «Pour en finir avec cette dépendance de l'étranger en matière de médicaments, il faut investir dans la recherche médicale», a-t-il estimé.

Présentant le plan de sa société, le Dr Farid Benhamdine a plaidé pour une meilleure rationalisation des dépenses, en impliquant le pharmacien hospitalier dans le choix des médicaments et le dosage le plus juste des traitements afin d'éviter les gaspillages. Rebondissant sur le plan national anti-cancer, pour lequel une enveloppe globale de 178.000 milliards de dinars a été dégagée, l'invité de la Chaîne III a également plaidé en faveur d'une rationalisation des dépenses, «en dispensant une meilleure formation postuniversitaire aux pharmaciens oncologues», a-t-il indiqué. «Avec une soixantaine d'unités de production algériennes, et le pôle biotechnologique de Sidi Abdallah, nous produirons bientôt 50% des besoins du marché national en médicaments, tout en pensant à créer des laboratoires dignes de ce nom, pour développer la recherche médicale», a-t-il conclu.

Disponibilité de l'insuline L'association des diabétiques et Sanofi rassurent

M. Aziza

Au moment où on parle d'un partenariat technologique entre l'Algérie et le Danemark pour une production intégrale d'insuline de la gamme Novo Nordisk, en Algérie, une rumeur faisant état d'un gel de contrat d'importation d'insuline avec le même laboratoire, et avec d'autres labos étrangers, a suscité l'inquiétude des diabétiques. Le groupe Sanofi et l'association des diabétiques ont vite réagi à l'information, en signalant qu'aucune rupture n'est à signaler et aucun gel pour l'importation de l'insuline n'est envisageable. Le président de l'association des diabétiques, Ouahda Fayçal, a affirmé que son téléphone n'a pas cessé de sonner depuis hier matin. «Des diabétiques inquiets voulaient confirmer cette information», a-t-il souligné. Son association a contacté le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière ainsi que les laboratoires Novo Nordisk et Sanofi sur le bien-fondé de cette information. Ouahda Fayçal veut rassurer les 4 millions de diabétiques algériens : «C'est officiel, aucun gel n'a été décidé et aucun programme d'importation ne sera chamboulé. Les diabétiques n'ont jamais été confrontés à



une rupture en matière d'insuline, c'est une rumeur qui n'a pas de sens, notamment quand on sait que les pouvoirs publics ont conclu un partenariat avec le laboratoire Novo Nordisk pour la production locale d'insuline».

Le groupe Sanofi Algérie a rendu public un communiqué informant les professionnels de santé de la disponibilité en pharmacie de l'ensemble de sa gamme d'insulines pour les patients diabétiques, à savoir l'insuline analogue lente, Lantus Solostar, et l'insuline analogue rapide, Apidra Solostar. Les responsables de la communication du groupe ont affirmé que Sanofi Al-

gérie dispose de programmes d'importation nécessaires et importe et distribue normalement ces médicaments. Ils ont réfuté catégoriquement un différend entre leur laboratoire et le ministère de la Santé sur les prix de l'insuline importée. «Nous avons déjà eu notre programme d'importation, sans aucun problème», ont-ils souligné.

A signaler que le marché de l'insuline en Algérie est détenu majoritairement par les deux laboratoires, à savoir Novo Nordisk et le groupe Sanofi, sachant que le niveau de production actuel ne représente que 3% du marché local.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Mais où est passée l'opposition ?

Depuis quelque temps, l'opposition est d'une étonnante discrétion. Ferait-elle profil bas suite à la volée de bois que lui a assénée le président Bouteflika le 19 mars dans son message à l'occasion de la journée nationale de la victoire, assortie de la menace qu'il sévirait contre elle si elle persiste à «tromper» les Algériens ?

L'on ne veut pas croire que telle est la raison de son étrange effacement. Elle ne s'est nullement montrée impressionnée par la prise à partie présidentielle et lui a répliqué en promettant qu'elle allait radicaliser et amplifier sa contestation du régime et de sa gouvernance. Prépare-t-elle alors dans le secret de ses états-majors une offensive dont elle tient à ce que sa nature ne soit pas éventée prématurément ? Ce n'est nullement pourtant dans les habitudes de cette opposition dont l'arme lourde est la visibilité médiatique qu'elle affectionne pour ses conciliabules et actions.

Depuis le «reflux» de la contestation populaire anti-exploitation du gaz de schiste, mouvement lui ayant permis d'apparaître comme étant à sa pointe, il est d'autres questions et dossiers dans l'actualité nationale dont elle peut en faire ses chevaux de bataille. Elle fait au contraire silence et de ce fait suscite des interrogations sur son intrigante attitude. Elle ne peut l'expliquer par «l'indifférence» que marqueraient les médias nationaux à l'endroit de ses activités. Elle a dans ce milieu assez de sympathisants qui ne rechigneront pas à donner une résonance médiatique à la moindre

de ses actions ou déclarations. Ne serait-ce pas que l'opposition s'est enfin rendu compte que le seul tapage anti-pouvoir même surmédiatisé serait finalement contre-productif, et qu'ayant fait ce constat elle privilégierait désormais de se préoccuper de se procurer une base sociale sans laquelle toute opposition ne saurait s'affirmer comme telle et encore moins espérer bâtir un rapport de force avec le pouvoir qui l'obligerait à l'entendre.

L'on sait que Benflis du moins est dans cette logique et qu'en vue de la tenue du congrès constitutif de son parti, il a fait de la préparation de cet événement l'occasion d'une campagne de sensibilisation populaire qui porte indubitablement des fruits. Pour les autres opposants, il n'y a pas la même justification à leur inexplicable effacement. Serait-ce alors que l'unité et la détermination dans l'action que l'opposition a affichée et lui a valu une remontée dans l'estime d'un pan de l'opinion publique ne résiste pas finalement aux divergences et différends opposant ses composantes et que les pôle et coordination qui se sont constitués en son sein s'en trouvent affectés.

S'il est vrai qu'une opposition se discrédite en ne produisant qu'une agitation stérile, il en va de même pour elle quand dans un contexte où il est attendu d'elle qu'elle affirme sa visibilité et ses capacités à constituer l'alternative au pouvoir déliquesscent, elle se cantonne subitement dans le silence radio. C'est bien à cette attitude incompréhensible que s'en tient l'opposition depuis après le message présidentiel du 19 mars.

Corruption Le procès de la CNAN reporté

Le pôle pénal spécialisé du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, hier, au 29 avril, l'affaire de la Compagnie nationale de navigation (CNAN) et ses annexes qui implique l'ex-directeur général du groupe, B. Ali et 20 cadres poursuivis, depuis 2002, pour plusieurs chefs d'accusation, notamment pour corruption, a constaté l'APS. L'affaire a été reportée pour plusieurs raisons, dont la non comparution des accusés en liberté (placés sous contrôle judiciaire) et l'absence de certains témoins. Un avocat a, également, requis un délai pour examen du dossier. Selon l'ar-

rêt de renvoi, les prévenus doivent répondre de plusieurs chefs d'accusation, à savoir : «dilapidation de deniers publics, violation de la réglementation relative aux mouvements de capitaux, et de vers l'étranger, et passation illégale de marchés».

Le principal accusé dans cette affaire, l'ex directeur général de la CNAN Groupe (actuellement en détention préventive), accusé de plusieurs dépassements, alors qu'il était en poste, dont celui d'avoir bradé 10 navires, appartenant à la flotte de la compagnie et à sa richesse, accumulée durant plus de 40 ans et ce, dans le

cadre d'une privatisation», selon le document. Une enquête sur ces dépassements a été menée par les Services de sécurité et ceux de l'Inspection générale des Finances (IGF), dans le cadre de laquelle 78 cadres ont été interrogés, ajoute la même source. L'enquête a, également, porté sur les réparations des navires et autres rénovations réalisées à l'étranger. Les contrats conclus, par la CNAN, avec des compagnies étrangères et le fret des navires algériens, au profit de ces dernières, étaient au centre de l'enquête qui a concerné aussi les filiales du groupe.

Tirage du N° 6189
119.014 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Garde communale Reprise des travaux de la commission sur le dossier des radiés

Le dialogue entre le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et les représentants des agents de la garde communale s'est poursuivi hier à Alger avec la réunion de la commission chargée de l'étude des dossiers des agents radiés.



R. N.

L'ordre du jour de la rencontre prévoyait l'examen des requêtes des agents radiés du corps de la garde communale pour des raisons disciplinaires jugées non objectives par certaines parties. Concernant le nombre des agents radiés, le directeur général des ressources humaines, de la formation et des statuts au ministère de l'Intérieur, Merabti Abdelhalim, a indiqué qu'il « n'est pas défini avec précision ». S'agissant de la possibilité de leur réinsertion dans le corps de la police, la même source affirme que la commission est souveraine dans ses décisions et que les mesures idoines seront prises après examen des recours.

Cette réunion intervient en prolongement du dialogue engagé en février dernier pour examiner le dossier relatif à la retraite qui prévoit une couverture sociale à 100% et l'accès aux micro-crédits, deux points « toujours à l'étude », dit-on.

Par ailleurs, Merabti Abdelhalim a démenti les informations selon lesquelles certains walis auraient refusé d'appliquer les points convenus, expliquant que des « instructions ont été adressées aux autorités locales pour faciliter les mesures de bénéfice des gardes communaux et leurs ayants droit du logement social et rural, rappelant que « plus de 9500 agents et ayants droit ont bénéficié de ces logements jusqu'à 2014 ». Pour sa part, le coordinateur national des gardes communaux, Benamara Tayeb, a indiqué que certains agents ont menacé d'intensifier leur mouvement de protestation en réaction à des rumeurs faisant état du classement du dossier de revendications.

RUMEURS INFONDÉES

A noter que la plateforme des gardes communaux comprend 12 revendications à caractère socio-professionnel dont l'augmentation de la pension de retraite, le règlement des dossiers des malades chroniques et des invalides de la période du terrorisme. Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait fait savoir récemment qu'il œuvrait à mettre en place des mesures permettant de répondre aux douze préoccupations exprimées par les agents de la garde communale dans le cadre de la plateforme du 13 avril 2014. Un décret exécutif a été promulgué, garantissant aux agents de la garde communale à redéployer vers de nouveaux emplois, le même niveau de rémunération, ainsi que la stabilité de l'emploi. Ces mesures concernent également l'élargissement de la retraite proportionnelle exceptionnelle au profit des agents de la garde communale redéployés au ministère de la Défense nationale. De ce fait, il a été procédé à l'introduction des modifications nécessaires au dispositif réglementaire régissant la retraite proportionnelle exceptionnelle pour la prise en charge de cette préoccupation. Les agents de la garde communale ayant bénéficié de décisions de justice de réintégration ont tous été réintégrés. Il a été décidé aussi un dispositif dérogatoire au profit des agents de la garde communale leur permettant de bénéficier d'une pension spécifique d'invalidité. Le taux de l'indemnité de risque et d'astreinte a été relevé de 75% à 90 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2012.

Amnesty International Plaidoyer pour l'abolition de la peine de mort

Amnesty International (AI) s'est félicitée hier du nombre « décroissant » des condamnés à mort en Algérie, tout en plaidant pour l'abolition de la peine de mort, une pratique soumise à un moratoire depuis 1993. Le nombre de condamnés à mort en Algérie est passé de 153 en 2012 à 40 en 2013 puis à 16 en 2014, a fait savoir la directrice d'AI en Algérie, Hassina Oussedik, lors d'une conférence de presse, soulignant l'importance de lancer un débat sur la question de l'abolition de la peine de mort dans le pays. La conférencière a argumenté sa requête

par les incidences psychologiques qu'occasionne l'annonce de cette peine et le fait de « vivre avec », qualifiant d'« inhumaines » les pratiques appliquées par les Etats lors de son exécution. « Le fait d'être dans le couloir de la mort, dans l'attente de l'exécution de la peine est insoutenable », a-t-elle relevé, citant des études menées dans ce sens et démontrant l'absence d'un quelconque effet « dissuasif » de la peine de mort sur la criminalité et la violence. Tout en rappelant que des tentatives d'abrogation de la peine de mort ont été faites depuis 1962 « sans aboutir », Mme

Oussedik a demandé l'abrogation « pure et simple » de cette mesure, au lieu de « s'en tenir » à la mesure temporaire du moratoire. Elle a indiqué qu'à l'échelle internationale, l'Algérie joue un rôle « efficace » pour le moratoire sur la peine de mort, notant que les Etats qui sont dans la même situation avancent souvent l'argument qu'ils ne sont « pas prêts » à abroger cette mesure judiciaire. La conférencière a mis en avant, dans ce sens, la tendance « inquiétante » des Etats à recourir à la peine de mort, citant le dernier rapport de l'Organisation internationale sur la peine de mort.

Raina Raïkoum

Hamid Dahmani

Casser du sucre sur le dos des gens

Dans la vie, il y a des gens très drôles avec les autres, un peu trop pointilleux sur les bords et très acérés dans la langue avec laquelle ils trouvent un malin plaisir pour piocher dans la vie privée d'autrui.

Cette espèce rare est née chez nous. Elle prospère dans les endroits populaires. Tantôt dans un café, tantôt adossé à un mur ou bien assis dans une épicerie pour casser du sucre sur le dos de quelqu'un. Une langue bien huilée et le verbe bien conjugué pour ratisser dans tous les états civils de la région. C'est une merveille de la nature et ils sont uniques dans le métier. Ces langues de vipères ont toujours des mots empoisonnés dans la bouche pour tuer le bonheur chez les autres. Ce sont les symboles de la misère, du malheur, de la ruine et de la médisance. Ils fouillent dans la vie de famille. Ils s'inquiètent et cherchent des nouvelles auprès des naïfs pour s'informer sur le compte des gens. Ils tendent l'oreille sagement et écoutent tout ce qui se raconte sur le compte de ceux qui ne sont pas là. Ils sont très attentifs quand il y a de la parlotte dans le bus pour alimenter leur curiosité. Ils ont toujours quelque chose d'inédit à disperser aux quatre vents.

Le bavardage et la calomnie sont le fort de ces supers curieux qui fouinent à l'insu des gens pour nuire et détruire. Ce sont des langues vivantes qui animent et qui entretiennent notre existence à partir des mauvais commérages. C'est le profil parfait du sale fouineur dans les affaires des autres. Ces perfides vous affichent hypocritement sur le visage la banane jaune lorsque vous êtes en face, mais dès que vous avez le dos tourné, ils commencent à vous scier le dos. Ils sèment à tout vent leurs poisons.

On dit que les absents ont toujours tort. Et que les oreilles commencent à siffler dès qu'on a le dos tourné.

Les racontars et les bobards sont la spécialité de ces bonimenteurs qui trouvent un malin plaisir pour vous mettre sur la table pour décortiquer votre vie privée et mettre à jour vos secrets bien gardés quand vous n'êtes pas là. Ce sont de grands menteurs et ils en rajoutent toujours sur l'histoire et la réalité.

Ces poux violent les limites sacrées et souillent

l'honneur des gens gratuitement et oubliant leurs bosses et leurs défauts. Ils sont aguerris à faire circuler les cancans et tous genres de bobards « fouteurs » malveillants. Toute la fortune de « fien » est issue de la corruption... a fait de la prison pour vol...

Ce sont des grandes gueules qui prospèrent au milieu de la société et qui pourrissent la vie et le bonheur des autres, quand ils font le sujet du jour dans ce cercle vicieux de la médisance.

Parler pour ne rien dire est une humeur chez les pires bavards. La vie est faite ainsi et on ne peut pas changer son destin. Papoter, ragoter est une passion qui a un caractère vicieux et malsain des nullards pour souiller les moments de bonheur.

Hélas ! Il ne reste de la signification du mot bonheur que des mots tracés sur les pages du livre ou de l'esprit pour évoquer une mémoire perdue avec le temps et ses aléas. Le temps avec sa dureté et ses événements tragiques ainsi que les hommes ingrats sont en grande partie responsables de ce chamboulement du présent et du bouleversement catastrophique des mœurs. L'intelligence a cédé sous le poids de la médiocrité. On se cache pour mieux méditer et mourir dans l'isolement et l'amertume. Le pays a changé dans le mauvais sens. Il a perdu son charme vivace du passé. Il s'est subitement transformé en un mouvoir de fin de vie. La patrie est devenue ingrate, elle repousse et se détourne de ses propres racines pour accomplir des forfaits injustes qui nuisent sérieusement à l'harmonie et l'épanouissement de notre environnement. Le pays est sous l'emprise de ceux qui le détestent et qui le méprisent. Il est malmené et traîné dans toute sa constitution. L'éducation subit les affres de l'à-peu-près. L'économie est un souk qui vague au gré de l'informel. La culture est aux mains des incultes et les artistes de talent préfèrent se terrer chez eux que de participer au ridicule qui anime le quotidien routinier décidé par des bouffons et des guignols.

Les hommes honnêtes et les personnes au savoir-faire sont écartés pour être remplacés par les « khouzistes ». Les arrivistes sans sentiment de jalousie à l'égard de notre chère patrie qui leur a tout donné se sont retournés contre elle.

Une cimenterie algéro-sud-africaine prévue à M'sila

Les travaux de réalisation d'une cimenterie algéro-sud-africaine, d'une capacité de 2,2 millions de tonnes/an, vont être lancés prochainement, a indiqué à l'APS le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), Abdelkrim Mansouri.

« Toutes les procédures administratives viennent d'être finalisées et les initiateurs de ce projet comptent démarrer les travaux de réalisation de leur usine incessamment », précise M. Mansouri. Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'entreprise privée algérienne Hodna Cement Company (HCC) et le leader sud-africain en cimenterie Pretoria Portland Cement Limited (PPC), conclu conformément à la règle 51/49% régissant l'investissement étranger en Algérie. Avoisinant les 28 milliards de dinars, le coût d'investissement sera financé par les banques algériennes à hauteur de 80%, tandis que les 20% restants seront assurés par les deux partenaires.

Signé en février 2014, cet accord de partenariat prévoit également de confier le management à la partie sud-africaine. Implantée à Meghra (M'sila), cette cimenterie, dont la phase d'exploitation est prévue à partir de 2017, devra générer 400 postes d'emploi directs et plus de 3.500 postes indirects. « PPC est un partenaire sérieux de renommée internationale qui nous permettra de renforcer nos capacités de production dans un créneau industriel stratégique », avance M. Mansouri qui précise que cette société sud-africaine est déjà présente dans six (6) pays africains (Botswana, Mozambique, Zimbabwe, Rwanda, RD Congo et Ethiopie).

Disposant de 14 cimenteries publiques et privées, l'Algérie a une capacité de production de 19,5 millions de tonnes/an alors que la consommation est de l'ordre de 24,5 millions de tonnes, soit un déficit de 5 millions de tonnes. Pour combler cet écart, l'Algérie recourt à l'importation de ce

matériau dont la facture avait coûté 513 millions de dollars en 2014, en progression de 28,4% comparativement à 2013. Le pays s'est donc fixé l'objectif d'encourager les initiatives dans ce secteur afin d'atteindre l'auto-satisfaction et de devenir même l'un des plus grands exportateurs de ciment en Afrique à l'horizon 2017.

A rappeler qu'une rencontre économique algéro-sud-africaine s'est tenue mardi dernier à Alger à l'occasion de la visite effectuée par le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, en Algérie. Les hommes d'affaires des deux pays avaient discuté des opportunités de partenariat dans les secteurs de l'énergie et des mines, des télécommunications, de la construction et du transport maritime. En outre, un comité mixte multisectoriel a été créé afin de promouvoir les opportunités d'affaires et d'investissement dans les deux pays, de suivre et d'évaluer l'avancement des projets de partenariat.

Nouvelle agence AGB à Bechar



M. Mohamed ABDELLAOUI

et son équipe sont heureux de vous accueillir à partir du 24 Mars 2015

Adresse : Zone industrielle « auparavant »,

Lot 48 lotissement N°130. Commune et wilaya de Bechar.

Tél.: +213 (0) 49 21 64 64 / +213 (0) 49 21 52 52 / Fax : +213 (0) 49 21 36 36

بنك الخليج الجزائر
Gulf Bank Algeria
Member of the KIPCO Group

Simplifions la banque

www.ag-bank.com

www.renault.dz

VENEZ PROFITER DU SERVICE CARROSSERIE DE RENAULT ALGÉRIE

NOS CARROSSIERS SONT DES ARTISTES !

EXPERTISE RENAULT

UNE ANNÉE DE GARANTIE PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE
Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE

RENAULT

SARL SOFAFE SETIF
ZONE D'ACTIVITE 3^e TRANCHE LOT C 15 SETIF
TEL/ FAX : 036 93 02 05
SERVICE COMMERCIAL : 05 60 01 23 08
EMAIL : sarlsofafesetif@yahoo.fr

AVIS A TOUS LES Grossistes/ Distributeurs/ Entreprises

Nous mettons à votre disposition notre nouvelle gamme de
CABLE CAMERA DE SURVEILLANCE
K X 6 + 2 fils d'alimentation et K X 6
Fabriqués selon les standards internationaux 100% cuivre
La qualité au meilleur prix

Importante Agence de Communication à ORAN

Recrute dans l'immédiat :

- 1 / Un (e) Infographiste maîtrisant PS, AI, In design..., etc.
3D serait un atout. Profil demandé : créatif avec expérience Agence de pub, réactif, bonne maîtrise de la langue française.
- 2 / Deux Agents Techniques Polyvalents avec expérience dans Agence de travaux publicitaires (Enseignes, revêtement de Façades en aluminium...).

Pour les Postes 1 et 2 : rigueur, assiduité et méthode sont indispensables.

SALAIRE MOTIVANT.

Envoyer CV à : drh.media@yahoo.fr

N.B. : Pour le poste infographie, joindre un Porte folio.

Important groupe industriel :

Recrute dans l'immédiat :

- * Un Responsable Carrière / Contrôle de qualité : De formation Ingénieur ou Technicien Supérieur en Travaux Publics maîtrisant logiciels suivants : Piste, Autopiste, Covadis, AutoCAD
 - * Un Responsable Electricité : Profil exigé ; Electrotechnicien ou Electromécanicien
 - * Un Chef de quart : Profil exigé ; T.S. en Maintenance électrique, électromécanique ou mécanique
 - * Un Electromécanicien
 - * Ouvrier polyvalent
 - * Commercial (possédant véhicule) (Bonne connaissance en matériaux de construction)
- Merci d'envoyer vos candidatures, à l'adresse mail suivante : rh.recrutement.oran31@gmail.com

Qualités requises :

- Sens et respect de l'organisation et du travail.
- Une expérience souhaitable de plus de 3 ans.
- Résidant la wilaya d'Oran ou proximités.
- Lieu de travail : Oran.
- Disponibilité : Immédiate.
- Salaire : selon le profil.

Mali

Une délégation de l'Azawad, à Alger

Des mouvements touaregs du nord du Mali semblent, toujours, réticents à signer l'Accord de paix d'Alger, paraphé, le 1^{er} mars dernier, par le gouvernement malien et des mouvements politiques du Nord.

Yazid Alilat

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui avait participé aux discussions d'Alger, avait demandé un temps de réflexion pour des discussions avec toutes les parties politiques et ethniques du nord du Mali, à Kidal, avant d'apposer leur paraphe. Deux semaines, environ, après ce conclave des dirigeants de la CMA, celle-ci a rendu public, mardi, un communiqué dans lequel elle annonce qu'une délégation de la Coordination s'est déplacée, mardi, à Alger, pour discuter de cet accord et demandé à y introduire des améliorations.

Le communiqué de la CMA indique, en particulier, que pour «lever les derniers obstacles au paraphe et à la signature finale du projet d'accord, issu du processus d'Alger, (la Coordination des Mouvements de l'Azawad) a demandé à être reçue par l'Algérie», chef de file de la médiation. Ainsi une délégation de la coordination, conduite par Bilal Ag Acherif, s'est, donc, rendue à Alger. Le déplacement d'une délégation de la CMA, à Alger, intervient à un moment où plusieurs parties, dont le chef de l'Etat malien, appellent les Touareg du Nord à parapher l'Accord de paix d'Alger. Lors d'une visite de travail de trois jours, à Alger, Ibrahim Boubacar Keïta a appelé ceux qui n'ont pas, encore, paraphé l'Accord de paix et de la réconciliation d'Alger, du 1^{er} mars, à le faire ou à aller «carément» à la signature dans les «meilleurs délais», pour l'instauration d'une paix durable, au Mali. Il a ajouté que «nous espérons que nos frères vont comprendre qu'il y a une phase de confiance à recréer, entre nous, et que, plus tard on ira et plus de préjudices, il y aura. Et ce n'est pas bon pour nous, ni pour les uns ni pour les autres». Hier mercredi, le chef de la Mission de l'ONU au Mali (MINUSMA), Mongi Hamdi, a exprimé, tout haut l'exaspération des parties de la médiation, quant aux tergiversations de la CMA, à signer l'Accord d'Alger. «La MINUSMA ne peut pas attendre, indéfiniment le paraphe de l'Accord de paix d'Alger, par la CMA, et à ce stade des négociations, il a rappelé qu'«on ne peut pas donner de délai, mais on ne peut pas attendre indéfiniment», a affirmé à la presse, à sa sortie d'audience avec le Premier ministre malien Modibo Keïta. M. Hamdi a estimé «qu'il n'y a pas d'autres alternatives (pour la CMA) que de s'engager dans cet accord». Même position de l'Union africaine, qui, par la voix de sa Commission, Zuma Nkosazana-Dlamini, a appelé la CMA à parapher et à signer «sans autre retard» l'Accord de paix et de la réconciliation d'Alger du

1^{er} mars. C'est dire les fortes pressions sur la CMA pour que ses membres signent l'Accord d'Alger, sans plus tarder. La CMA avait demandé un temps de réflexion pour consulter, à Kidal, toutes ses composantes. Des réunions des différents mouvements de la CMA (MNLA, MAA, et HCUA) se sont, donc, tenues, le 17 mars, au camp de la MINUSMA de Kidal, en présence des chefs de tribus et des populations locales. En demandant un temps de réflexion et la consultation des militants, l'objectif de la CMA est de «lire et d'expliquer le document d'Alger, à tous les délégués de la Jeunesse, des chefs de faction et de tribu, ainsi qu'à ceux des réfugiés», ont indiqué des membres de la CMA, au camp de la MINUSMA de Kidal.

UN SI DIFFICILE ACCORD DE PAIX

«On veut une paix qui tienne compte de notre spécificité et qui tienne compte du développement de notre territoire, on veut une paix qui, même si elle reconnaît l'intégrité territoriale du Mali, reconnaisse, au moins, notre identité, chez nous», explique un représentant d'une faction touareg du Nord, à Kidal, Sidi ag Baye. A l'issue des discussions des membres de la CMA, à Kidal, trois principales revendications se sont dégagées pour la signature de l'Accord d'Alger: «Un statut politique pour l'ensemble des régions du Nord», la «reconfiguration des forces de défense et de sécurité qui seront déployées dans ces régions», ainsi que «le partage des ressources». En fait, les réserves de la CMA sur l'Accord d'Alger sont consignées dans un document de 30 pages, dont une liste d'améliorations, qu'elle souhaite apporter à l'accord. Autant sur le plan politique, que sécuritaire et économique, dont «la reconnaissance juridique, politique et géographique de l'Azawad», et «une plus forte représentation des ressortissants du Nord, dans les forces de sécurité». Le communiqué de la CMA, à signer l'Accord d'Alger, d'une délégation précise ainsi que «les échanges» dans la capitale algérienne porteront sur «les points d'amendements communiqués, par la CMA, à l'équipe de médiation élargie, lors de son déplacement, à Kidal, le 17 mars dernier», mais aussi sur «la suite à donner à la rencontre du 17 mars, à Kidal, et au processus en général». A Kidal, des observateurs estiment que les réticences de la CMA, à parapher l'Accord de paix et de réconciliation d'Alger n'est pas forcément un «non». Mais juste la recherche de garanties pour «un bon accord qui prenne en compte les intérêts des populations du Nord» du Mali.

Yémen

Des dizaines de civils tués dans le bombardement d'une laiterie



Par Jamal Al-Jabiri avec Fawaz Al-Haidari de l'AFP

Au moins 37 civils ont été tués, hier, dans le bombardement, à l'origine indéterminée, d'une laiterie de l'ouest du Yémen, au septième jour de la campagne aérienne de la coalition militaire arabe, contre des rebelles chiites, soutenus par l'Iran. Estimant que les frappes risquent de ne pas aboutir aux résultats escomptés, le ministre yéménite des Affaires étrangères Ryad Yassine a appelé la coalition à envoyer des troupes au sol. «Oui, je demande cela car je pense qu'à un moment, les raids aériens seront inefficaces», a déclaré Ryad Yassine dans un entretien à l'AFP. Il s'exprimait depuis l'Arabie Saoudite, où il s'est réfugié avec le Président Abd Rabbo Mansour Hadi.

Le bombardement de la laiterie a fait «37 morts et 80 blessés», parmi les employés, a déclaré le gouverneur de Hodeida, Hassan Ahmed al-Haï, sans préciser si l'usine avait été touchée par un raid de la coalition ou par des tirs des rebelles chiites Houthis qui tiennent une position proche. Le médecin de garde de l'hôpital où ont été conduits les blessés, a expliqué à l'AFP que les employés avaient été victimes de l'explosion d'un réservoir de gaz, touché par un bombardement. Les circonstances exactes de ce bombardement restent imprécises. Des témoins ont affirmé que des Houthis avaient tiré des obus en direction de l'usine après que leur position ait été visée par un raid aérien de la coalition. D'autres, au contraire, ont indiqué que la

laiterie avait été touchée par un missile tiré par un avion. Ce lourd bilan est venu confirmer les inquiétudes des organisations humanitaires sur le sort des civils. Il y aura, certainement, «moins de pertes civiles» si la coalition enverrait des troupes au sol et la principale raison derrière cette proposition est liée à la nécessité de faire entrer de l'aide humanitaire au Yémen, a assuré le chef de la diplomatie yéménite. Quarante civils avaient, déjà, péri, lundi, dans un raid contre un camp de déplacés, dans le nord-ouest, une attaque imputée à la coalition, dirigée par l'Arabie Saoudite qui a admis que des «dommages collatéraux pouvaient se produire». Le bombardement de Hodeida a coïncidé avec une intensification, ces dernières heures, des raids de la coalition, notamment à Aden. L'aviation et la marine ont bombardé des positions rebelles dans ce grand port du Sud, après une nuit de raids contre de nombreux autres objectifs, notamment, dans la capitale Sanâa. Le principal objectif, à Aden, était un complexe de l'Administration provinciale à Dar Saad, à l'entrée nord de la ville, dont s'étaient emparés les Houthis, a indiqué, à l'AFP, un officier resté loyal au Président Hadi. Il a évoqué de «nombreux morts et blessés», parmi les Houthis, tout en se disant incapable d'avancer un bilan précis. Le QG de la 5^{ème} Brigade, loyale à l'exprésident Ali Abdullah Saleh, allié aux Houthis, a été visé, dans le nord d'Aden, ainsi que l'aéroport international. Des supplétifs de l'armée, fidèles au président

Hadi et qui sont appelés «Comités populaires», ont fait prisonniers 26 rebelles pendant des combats, dans Aden, a assuré un de leurs chefs. Les conditions de vie se sont dégradées dans cette ville, la 2^{ème} du pays, affectée par des coupures d'électricité et d'eau et où les vivres commencent à manquer. Ailleurs, l'aviation de la coalition a pris pour cible, dans la nuit, des camps de la Garde républicaine (pro-Saleh), dans les environs de Sanâa et dans la région d'Ibb, selon des habitants. Plusieurs positions des Houthis ont été, également, visées dans les provinces de Hajja et de Saada, des fiefs de la milice chiite, dans le nord du Yémen. Dans la nuit, 6 civils ont péri dans un raid aérien visant le port de Maydi, dans la province de Hajja, selon des sources médicales. Par ailleurs, 12 Houthis ont été tués, tard, dans 2 attaques revendiquées par des membres de tribus dans le sud du Yémen, ont indiqué, hier, des sources tribales. Les agences des Nations unies et plusieurs organisations humanitaires se sont inquiétées du prix payé par les civils dans ce conflit où les belligérants n'hésitent pas à se mêler à la population. Elles ont donné de nombreux exemples de pertes civiles, durant la première semaine d'hostilités; l'Unicef évoquant, notamment, la mort de 62 enfants. A cela s'ajoute la difficulté d'acheminer l'aide et les médicaments, dans un pays où l'espace aérien reste risqué et où les ports sont bloqués par la marine de la coalition pour empêcher que des armes soient livrées aux rebelles, notamment depuis l'Iran.

57 morts sur les routes en une semaine

Cinquante-sept personnes ont trouvé la mort et 640 autres ont été blessées dans 341 accidents de la circulation routière, survenus à travers plusieurs régions du pays, durant la période allant du 24 au 30 mars, selon un bilan rendu public, hier, par le Commandement de la Gendarmerie nationale. La wilaya d'Alger vient en tête de ce

bilan tragique avec 26 accidents, suivie, respectivement des wilayas d'Ain Defla (22 accidents), Adrar et Boumerdes (17 accidents chacune). Le non respect du code de la route par les conducteurs et les piétons, ainsi que l'état des véhicules et des routes, demeurent les principales causes de ces accidents, note la même source.

Bordj Badji-Mokhtar, In Guezm 54 contrebandiers arrêtés

Des détachements de l'Armée nationale populaire relevant des secteurs opérationnels de Tammanrasset, de Bordj Badji-Mokhtar et d'In Guezm ont arrêté mardi 54 contrebandiers et des gardes-frontières du secteur opérationnel de Tlemcen ont saisi 292 kilogrammes de kif traité, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre

la contrebande et le crime organisé, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tammanrasset, de Bordj Badji-Mokhtar et d'In Guezm (6^{ème} Région militaire) ont arrêté, hier 31 mars, 54 contrebandiers de différentes nationalités africaines et ont saisi trois véhicules, huit motos, 160 têtes d'ovins, 26 détecteurs de métaux et 1000 litres de carburant», précise le communiqué.

Par ailleurs, les gardes-frontières du secteur opérationnel de Tlemcen (2^{ème} Région militaire) ont saisi 292 kilogrammes de kif traité dans une opération de fouille et de recherche menée dans la localité d'El Houassi à Beb El Assa, ajoute la même source.

De même, les gardes-côtes du secteur opérationnel d'Aïn Temouchent ont saisi 30 kilogrammes de kif traité à la plage de Sbeaat, note le communiqué.

Pourquoi Abdelaziz n'est pas Fidel ?

Par Mimi Massiva

Fidèle disciple, il a fait à son tour jaillir derrière son dos un frangin masqué avant de s'asseoir sur le trône cadeau des généraux aux fausses médailles dorées, mais lingots 24 carats certifiés. Avec la méthode bien rodée de l'instabilité au secours du changement et l'inverse, il est venu après une guerre dite civile et deux présidents in vitro grâce aux mêmes donneurs. L'un, soi-disant, a démissionné et l'autre, soi-disant, assassiné par un déséquilibré. Quant à Fidel, malgré le record au monde des tentatives d'assassinat, 648 depuis 1959 en majorité commis par la CIA (Wikipédia), il n'a pas chômé et a pris tous les chemins de la croix malgré son athéisme. C'est lui, talonné par son frère Raul, le «Mouvement du 26 juillet» reconnu comme le point de départ de la révolution cubaine. Emprisonnés à deux pendant des années puis exilés avant la rencontre avec le «Che» Guevara pour sauver Cuba des griffes de la dictature corrompue de Batista. Souvenons-nous, Abdelaziz aussi est venu en cadeau du ciel, en sauveur pour décapiter l'hydre islamiste et apportant la Concorde pour tous. Mais comment confondre fakhamatouhou avec El Comandante ? Le premier est le meilleur courtisan de la première puissance au monde, l'autre en est l'entêtante épine d'Eisenhower à Bush Junior. «... En janvier 1961, la CIA s'était donnée comme objectif le renversement de Fidel Castro... qui ne menaçait aucunement la sécurité des États-Unis, mais avait nui fortement à ses intérêts économiques en augmentant le prix du sucre et du tabac...» (1). Déjà, la grande Amérique s'identifiait à ses sucreries et ses cigarettes comme elle s'identifie aujourd'hui à Wall Street.

En avril 2004, 77 entreprises ont été condamnées à une amende de 200 millions de dollars pour non-respect de l'embargo, le plus long de l'histoire, imposé par les USA contre Cuba... Heureusement que Fidel, pire cauchemar de la banque, est «aseptisé» et «stérile». Quand dans les années 90 la rumeur l'avait accrédité d'un compte helvétique de 1,5 milliard, le leader Maximo a répliqué : «Si quelqu'un trouve 1 seul dollar dans un compte étranger, je démissionne immédiatement !». La CIA s'était empressée de relever le défi, en vain. Que dire d'Abdelaziz, l'anti-Fidel ? Il suffit de remonter au temps où il était le célèbre ministre des Affaires étrangères de l'Algérie indépendante. Boumediene n'a pas hésité à faire un coup d'État avec le risque d'un bain de sang national parce que le fauteuil de son «chouchou» était menacé. Sans parler du pardon de Chadli pour les frasques sonnantes et trébuchantes, de l'exil doré entre Genève, Paris, Doha et le retour à point pour la fabuleuse envolée de l'or noir et d'une concorde autocollante. Quant à Fidel, il est resté fidèle au poste bousissant le cordon sanitaire occidental depuis plus d'un demi-siècle avant que la maladie ne le frappe au même moment qu'Abdelaziz. L'un soigné par des Français en France, l'autre par des Cubains à Cuba. Il faut préciser la «délocalisation» à l'ère de la mondialisation telle l'origine ethnique quand on parle de la nationalité française. Il ne manquerait plus que de prendre Mohamed pour un Gaulois et le pousser vers le vide de l'église pour lui épargner la bousculade de la mosquée. Une étude sur les civilisations menée par des mathématiciens et financée par la NASA vient de révéler qu'il reste à peine 15 ans de vie à notre civilisation.

Ces experts se sont basés sur la similitude des facteurs qui ont mené à l'effondrement des anciens empires et ceux qui sévissent dans l'Empire d'aujourd'hui. C'est-à-dire le nombre d'êtres humains en déphasage avec la quantité de nourriture, l'écart abyssal entre les pauvres et les riches et les «crises de nerfs» climatiques. On le sait, le déséquilibre, c'est la fin de la normalité. C'est le dépassement de la ligne rouge, pas celle d'Obama, mais de dame Nature. L'anomalie qui nous concerne est celle d'une Algérie, riche, prospère, zen qui n'a que des amis puissants n'ayant jamais connu d'embargo surtout pas en ce qui concerne la santé, se retrouve incapable de soigner son «messie». Cuba, la pestiférée, sans pétrole, n'a pas seu-



Deux malades au sommet d'un pays en héritage pour un frère chéri qu'ils ont oublié d'enfanter. Le premier est sorti du chapeau d'un Merlin qui n'a rien d'enchanteur, Boumediene.

lement réussi sa santé, mais aussi son école, son agriculture, son tourisme, etc. Tout ce que l'Algérie a lamentablement échoué malgré les immenses potentialités qui font l'unanimité. Saïd, le frangin bien nommé, apparaît dans les coulisses en dauphin officiel mal connu, une sorte d'énigme sans énigme. D'après Wikipédia, on lui attribue un doctorat de l'Université Pierre-et-Marie-Curie à Paris, spécialité l'intelligence artificielle. Mystérieuse ombre désintégrée dans la «transparente maison en verre» de l'illustre frère. Fatalement, la populace, qui adore les lumières s'en méfie, qui rêve d'horizons visibles ne branche pas. Contrairement à Raul qui progresse en douceur depuis le début sous les projecteurs telle la tortue expérimentée et lucide qu'aucun lièvre ne saura ridiculiser.

Loi impitoyable des espèces : un cafard Lne peut engendrer qu'un cafard. Manipuler les gènes, on obtiendrait un monstre à défaut d'une colombe. Le leader Maximo se meurt encensé par tout un peuple tandis que fakhamatouhou n'est plus qu'un invisible corps en perfusion dont le clan au lieu de l'enterrer aboie son ingratitude en diversion. «Qui dit quoi, par quel canal, à qui et avec quel effet ?» dit la théorie de Lasswel remise en question dès 1950 par les Américains qui lui reprochent l'oubli des leaders d'opinion chargés de transmettre le message. Traduction : le messenger est plus important que le contenu de son message. Sans la confiance, on n'atteint jamais la masse.

Ah si l'Algérie pouvait passer en douceur d'Abdelaziz à Saïd comme l'île des grandes Antilles de Fidel à Raul. Mais l'Algérie n'est pas Cuba, dira Djouha. La première n'est île qu'en langue arabe et le chercheur en langue arabe Salah Belaïd affirme : «... On peut reconnaître un Tunisien ou un Egyptien à sa langue, mais pas un Algérien». (2) Sans être un sourd-muet de naissance, l'Algérien, censé parler «sa» langue l'arabe, est le seul élément non identifiable dans le monde arabe. Il est loin le temps du tout à médire sur l'«île maudite» de Cuba, l'enthousiasme est tel qu'on ne cesse de faire des documentaires sur la vie de ces étonnants Cubains tenus hors du monde depuis plusieurs décennies.

Une seconde découverte de Christophe Colomb ou une nouvelle planète qu'on croyait hostile et qui s'avère miraculeuse. Quant à l'Algérie, rien à dire ni à médire sur «l'île baraka» sans baraka. «Donnez-le-moi intelligent même s'il ne sait pas lire», dit le vieux proverbe. La devise actuelle a fait mieux :

sans aucune intelligence, il saura lire la pub que Castro a interdite.

Castro qui a réussi à placer son pays au 3^e rang avant les USA avec un taux d'alphabetisation de 99,8% (PNUD). Cuba possède le taux de médecins par habitant le plus élevé au monde poussant les Occidentaux à venir s'y soigner avec des frais jusqu'à 60-80% moins chers qu'aux USA. En 1998, l'OMS a donné au Comandante la médaille d'or de la santé pour tous. En 2011, l'ONG «Save the Children» (Organisation internationale américaine qui lutte pour les droits de l'enfant) a publié une étude sur la qualité des soins pour les enfants dans 161 pays. Cuba fut classé 8^e avant l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les USA. L'industrie pharmaceutique cubaine est l'une des 6 au monde qui produit une protéine interféron (INF). Elle produit aussi le facteur de croissance épidermique, les médicaments anticancéreux, le vaccin contre l'hépatite B et la liste est longue y compris celui contre le virus du sida qui est en bonne voie de réalisation. Selon la directrice de l'OMS, Margaret Chan (juillet 2014) : «Cuba est le seul pays qui dispose d'un système de santé étroitement lié à la recherche et au développement. C'est la voie à suivre...» En parlant de vaccins, on ne peut s'empêcher de penser au scandale du NIPA ou les «âmes mortes du NIPA» (Nouvel Institut Pasteur d'Algérie) (3). Le NIPA devait être le plus grand complexe de production de vaccins d'Afrique, voire du monde. Il fut lancé en 1975 et avec la méthode à l'algérienne qui a fait ses preuves de réévaluations en réévaluations, les travaux ont fini par s'arrêter en 1983 après avoir englouti des sommes astronomiques au grand bonheur de la mafia de la santé et des rapaces du ciment. Boudiaf avait l'intention de rouvrir le dossier, mais il fut liquidé à temps.

Comme des «idiots», les Castro n'ont jamais pensé à cette facile, rapide, rentable ruse. Pour sauver son peuple de la famine due à l'effroyable embargo et la fréquence de cyclones meurtriers, le leader Maximo est passé d'une «agriculture intensive et productiviste dirigée vers l'exportation à une agriculture extensive et biologique de proximité». Pour réussir cet exploit, il a dû jouer au dictateur sans partage. Des exploits, Bouteflika en a fait, d'étonnants même quand, à peine couronné Dey de la Régence d'Alger, il se précipita en juin 2000 à Paris pour déclarer aux députés français que l'Algérie veut entreprendre avec la France des

relations «extraordinaires, non banales, pas normales, exemplaires, exceptionnelles». Si au moins il avait utilisé la langue arabe où le lyrisme passe mieux, naturellement. 15 ans plus tard, ce qui paraît le plus extraordinaire, c'est de comparer le classement de Cuba à l'Algérie. La jeunesse cubaine ne rêve plus de quitter leur île et leur espoir va vers le fringant Raul qui totalise plus de 4 fois 20 ans. Corneille dans le Cid disait que la valeur n'attend pas le nombre des années, mais elle ne semble pas être écrasée par lui quand le corps n'abrite aucune pourriture. D'après le Figaro du 25/03/2015, le prix du pétrole dans les prochains mois pourrait descendre jusqu'à 20 dollars, conséquence de l'ampleur du stockage aux USA et de la production qui ne ralentit pas. A ce prix-là, combien d'Algériens seront sauvés par l'Algérie des Bouteflika comme Cuba des Castro a sauvé les Cubains après l'effondrement de l'URSS ? De 100 à 20 dollars, c'est la division par 5 pour les 40 millions de déshérités qui viendront demander des comptes et trouveront la même réponse qu'en 1988. C'est parce que le prix du blé a été multiplié par 3 que Ben Ali est tombé suivi de Moubarak, premier importateur, dit-on. Qui peut ne pas lier l'estomac à la révolte ? On nous dira ce n'est rien, rien ne va changer, on saura dépasser le problème.

Dépasser le problème et rebelote, l'instabilité avec la kalachnikov et le sabre en attendant le salam qui a gommé pour toujours le bonjour. Le changement cosmétique à la tête avec un prix subventionné par le ciel : le remplissage des cimetières par les réveillés trop tard. Des vies inutiles, des bouches de moins à nourrir... Dans «Essais», Philippe Muray le politiquement incorrect écrit : «... Il n'y a plus rien à «dépasser» dans la mesure où les pouvoirs y sont, depuis longtemps déjà, aux mains de la mafia des dépasseurs». En conclusion, Fidel va mourir en paix, entouré d'un peuple reconnaissant qui attire les touristes des 4 coins du globe. El Comandante a compris que le meilleur rempart d'un chef, c'est la confiance de ses subordonnés. Quant à fakhamatouhou, même les hyènes qu'il a gavées de cadavres grignotent ses os de son vivant. Contre tous, le Castrisme a construit Cuba. Avec tous, le Bouteflikisme a fini par démolir l'Algérie.

- (1) JFK 50 ans de manipulations (Laurent Guénat)
- (2) Recherche en langue arabe (el Watan 25/03/2015)
- (3) Corruption et démocratie en Algérie (le médecin-journaliste Djillali Hadjadji)

Les bons mots de M. Sellal



Par Abed Charef

Abdelmalek Sellal est déterminé. Il veut rétablir les équilibres extérieurs du pays, après la chute des prix du pétrole et la baisse des recettes en devises. Il veut trouver les remèdes, prendre les mesures qui s'imposent et aller à des solutions au plus vite. Il l'a clairement affiché cette semaine : il faut « mettre fin à l'anarchie qui caractérise » le commerce extérieur, et notamment dans les importations, a-t-il déclaré lors de la conférence sur le commerce extérieur en ajoutant qu'« il est temps de lutter énergiquement contre la corruption et la fraude ».

Si un opposant avait tenu un tel discours, cela aurait été compréhensible. On aurait admis sa volonté de critiquer le gouvernement et d'exploiter les failles dans la gouvernance du pays pour s'attaquer à l'exécutif. Mais dans le cas présent, il y a un sérieux problème : M. Sellal est ministre depuis plus d'une décennie ; il est Premier ministre depuis deux ans et demi et, de plus, il fait partie des deux cercles qui gèrent le pays, celui qui gravite autour de Saïd Bouteflika, actuellement en première ligne, et celui qui est en mode veille, autour de Toufik Mediène.

M. Sellal a aussi dirigé deux fois la campagne électorale du président Bouteflika. A ce titre, il apparaît comme une des voix les plus abouties du pouvoir. Il est l'un des hommes les mieux placés pour exprimer les choix du pouvoir dans toutes ses composantes. Il incarne le mieux le consensus encore en vigueur au sommet de l'Etat. Ce qu'il dit n'en acquiert que plus de poids, d'autant plus qu'en sa qualité de chef de gouvernement, il est chargé de mettre à exécution toutes ces bonnes résolutions.

CORRUPTION ET ANARCHIE

Et que dit cette voix autorisée du pouvoir ? Elle nous apprend qu'un secteur clé de l'économie algérienne est dominé par l'anarchie et la fraude. Dans tout pays normal, un chef de gouvernement qui reconnaît que son sous règne corruption et fraude se sont étendues et qu'un secteur clé de l'économie est dominé par l'anarchie, devrait déposer sa démission.



Qui dénonce corruption et anarchie dans le commerce extérieur ? Un opposant radical ? Non, le Premier ministre !

Pas M. Sellal. Lui qui a défendu le quatrième mandat, qui a élaboré les lois de finances et les mesures réglementaires pour renforcer l'économie algérienne, qui a présidé les réunions tripartites et élaboré des montages audacieux pour éviter à l'économie algérienne de s'enfoncer dans la crise, lui qui a accompli toute cette œuvre, reconnaît publiquement que la situation s'est aggravée durant son règne ; mais lui-même ne se remet pas en cause. Il propose de rester en place et de remédier à la situation, avec de nouvelles promesses et de nouveaux discours.

Ce que compte faire M. Sellal, comme l'idée de mettre en place des licences d'importation ou d'élaborer «un fichier des importateurs et des exportateurs sérieux et fiables», est secondaire.

Ces propositions sont inapplicables, inefficaces, plus proches du bavardage que du débat économique. Au mieux, il s'agit de «sellaliate», quelque chose qui se situe

rait entre la mauvaise blague et la sottise.

ASSUMER L'ÉCHEC

Par contre, ce que dit M. Sellal est révélateur du nouveau monde dans lequel s'est installée l'Algérie. On n'en est plus à ce stade où un mot déplacé fait polémique, où une erreur de gestion provoque un scandale. Cette étape est révolue. L'Algérie l'a franchie pour aller plus loin, beaucoup plus loin. L'Algérie a réussi à « normaliser » la faute, à admettre le comportement anormal comme un acte d'une grande banalité. Elle ne s'offusque plus, elle ne se met plus en colère, elle ne réagit plus. Elle se laisse faire, impuissante, résignée, comme si elle était totalement désarmée face à l'adversité.

Qu'un pays fasse des erreurs, c'est dans l'ordre des choses. Qu'il entre en crise et découvre qu'il n'a pas les moyens financiers et institutionnels ni le savoir-faire pour s'en sortir, relève déjà d'une vulné-

rabilité inacceptable. Dans ce cas, le pays concerné appelle à l'aide, fait des concessions et tente de reprendre la main.

Mais quand un président de la République reconnaît que sa gestion économique est un échec, quand un Premier ministre admet que l'anarchie et la corruption se sont étendues pendant son ministère et qu'ils se proposent d'y remédier en restant en place ; quand, en plus, leurs pairs au gouvernement et dans différents cercles de la décision trouvent ces propos normaux et adhèrent à la démarche, ou s'y soumettent, ce qui revient au même, cela montre que le pays en question n'a plus de ressort. Plus que les mauvais choix et les solutions approximatives apportées aux problèmes du pays, plus que l'absence de débat et l'indigence de la réflexion, ce qui inquiète le plus aujourd'hui, c'est ce sentiment qu'a le pouvoir de dire n'importe quoi sans avoir à rendre de comptes. C'est le quatrième mandat dans toute sa splendeur.

Des promesses



Par Bouchan Hadj-Chikh

Publiées lundi 30 mars 2015, deux informations. La première nous apprenait que le président de la République M. Abdelaziz Bouteflika « vient de soumettre officiellement l'avant-projet de loi portant révision constitutionnelle, simultanément au Conseil d'Etat et Conseil constitutionnel ».

Source du quotidien « Le Soir » : « proche de la présidence ».

«Les deux institutions donneront leur avis et porteront d'éventuels rectificatifs». «Après cette étape, le texte sera soumis directement à l'approbation du Conseil des ministres, sans passer par le Conseil du gouvernement. Le tout sera couronné par le congrès du Parlement, fin avril ».

La seconde : « Sellal veut des traditions pour le gouvernement ». Etonnant ! « Sauf cas de force majeure, est-il écrit, les réunions hebdomadaires du gouvernement se tiendront désormais invariablement le mercredi et non plus un autre jour. Selon une source sûre, Sellal a motivé cette décision par son souhait d'instaurer une véritable tradition en la matière. C'est ce qui explique d'ailleurs le report de la dernière réunion, qui devait se tenir jeudi dernier, au mercredi 1er avril ».

La seconde information est sans doute la plus importante - la première étant attendue. Il y a, en effet, d'une part, le

côté cuisine, où se concocte en comité privé les bases et les piliers de la reconstruction de l'Etat que l'on espère fondés sur les libertés individuelles, la liberté d'associations et de réunions, le principe de contrôle citoyen du cours des choses et, de l'autre, les actions au quotidien du gouvernement incluant, ce qui a semblé manquer le plus, la coordination entre les départements ministériels.

Vastes chantiers. Cinquante trois ans après l'accession à l'indépendance, les tenants du pouvoir jugent, enfin, nécessaire une cohérence dans l'action gouvernementale. Si ces réunions hebdomadaires du gouvernement sont calibrées pour y instaurer un minimum d'échanges, sans langue de bois, ça n'a pas l'air, mais c'est une innovation. Un nouveau style de gouvernance, pour tout dire. Faudra voir. Parce que nous n'avons pas été habitués à de telles « concertations ».

Cela signifierait que l'on sortirait de l'opacité qu'entretiennent ceux qui sont supposés être nos commissaires, pour traduire nos préoccupations en propositions, en solutions. Encore faut-il que la communication accompagne, avec sérieux et compétence, ces réunions. Pour alimenter la presse, les débats qui, jusqu'alors, vont dans tous les sens jusqu'à submerger le citoyen. Les « unes » des organes de presse en témoignent.

Est-ce que cette gestion politique ne nécessitera pas une refonte du gouvernement ? Probablement. Pour plusieurs raisons.

La première est que l'environnement politique mondial a changé. Les risques sur le plan de la sécurité demeurent, certes,

mais ne justifient pas pour autant un « one man show » permanent. Bien au contraire. La cohésion entre toutes les composantes de la nation et, partant, leurs « représentants », s'impose. La seconde est la rigueur qui est attendue de tous les départements ministériels en cette période de crise - que nous devrions bénir plutôt que honnir parce qu'elle nous a fait toucher du doigt la fragilité de notre économie. La troisième étant les risques que font courir - faute d'informations - les feux follets qui se déclarent à travers le territoire, feux follets qui pourraient bien, en se rapprochant géographiquement, devenir un incendie.

Demeure la question de savoir si la porte derrière laquelle se concoctent les décisions, jusqu'alors fermée, sera entrouverte. Ou, carrément, ouverte afin de réduire le déficit démocratique, la défiance à l'égard du pouvoir. Et élargir les débats ?

A ce jour, aucun gage d'ouverture n'a été donné.

Dans un entretien au quotidien El Watan, daté du 30 mars, Maître Noureddine Benissad, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, fait le catalogue des mesures qui ont réduit le terme de démocratie à peu de choses. « Le pouvoir, dit-il, ne veut pas changer son logiciel qui consiste à penser que tout ce qu'il ne contrôle pas est suspect ». Son diagnostic est sévère, juste, surtout, quand il ajoute : « Les pouvoirs, sans contre-pouvoirs, ne peuvent déboucher que sur des tyrannies ».

Que faire ? Que penser ? « On ne saurait, souligne-t-il, même dans des démocraties achevées, se reposer uni-

quement sur le pouvoir et les juges pour garantir les libertés. Le respect des droits de l'homme dépend aussi de la capacité des citoyens à se mobiliser pour les défendre, à les transformer en cause civique ».

Ces informations distillées et les suspensions mises bout à bout, on peut se demander, dès lors, si ces changements de style - discussion et adoption de la Constitution, la nomination d'un gouvernement « relooké » - seront une base de gouvernance crédible. Si le cadre de la nouvelle Constitution et la possible recomposition du nouveau gouvernement - souvent annoncée - seront des réponses adéquates pour mettre un terme à la Fetna. Si les changements seront convaincants ou pure cosmétique.

Il faut dire que lâcher du lest n'est pas dans les gènes de la direction actuelle. Au mieux, cela devrait conduire à des consultations et, probablement, à l'association de personnalités politiques se situant dans la périphérie du Parti dominant - qui se présentent sous le label d'opposants, « soft », sans grands états d'âme, sans poser les conditions des Conseils partisans de « du passé faisons table rase ». Un rafistolage, en somme, qui donnerait l'illusion du partage de responsabilités.

Solutions en trompe-l'œil qui, même si elles peuvent assurer un apaisement, pour quelques mois, ne résisteront pas à la conjugaison des facteurs extérieurs et intérieurs qui iront en s'aggravant. Nous obligeant à subir des mesures prises, une fois encore, dans l'urgence. Auxquelles nous serons contraints d'y faire face.

Bis repetita d'un scénario connu.

Plan de développement de Sonatrach : de quelles entreprises Algériennes parle-t-on ?



Par Reghis Rabah

Position du problème

Ce n'est qu'en 2015, après une baisse des re-
cettes pétrolières persistante et, selon tou-
te vraisemblance, chronique, que les dirigeants
se rendent comptent qu'il faudrait associer les
autres entreprises, aussi bien nationales que pri-
vées, pour participer au développement du plan
national d'investissement de ce mastodonte,
2015-2019. Qu'on découvre subitement que le
système bancaire national est obsolète, 99 000
commerçants fraudent le fisc, un taux de chô-
mage de diplômés qui commence à inquiéter sé-
rieusement, le marché informel, lui menace
l'économie nationale, les importations sont exa-
gérées et qu'il va falloir les revoir, la nécessité
de contrôler le marché du transfert de devises,
le devoir de faire partir les retraités pour laisser
la place aux jeunes, nos frontières sont devenues
une vraie passoire pour le trafic de carburants,
la corruption métastase la société etc. On ap-
prend aussi, et à notre grande surprise, que l'Al-
gérie d'abord dispose d'une stratégie puis maî-
trise parfaitement sa dimension temporelle (01).
Ainsi, aujourd'hui, si on insiste, selon le discours
officiel, de maintenir le programme d'évalua-
tion du potentiel du gaz de schiste, c'est uni-
quement pour penser aux générations futures,
comme si cette ressource va s'envoler. Bien que
tout le monde reconnaisse l'inefficacité des ban-
ques étrangères au service de l'investissement
national, on ne rate pas l'occasion pour annon-
cer le retour du crédit à la consommation qui
fera leur bonheur. Pour le gouvernement actuel,
les hydrocarbures devront constituer le levier
essentiel pour assurer tout cela, et le dévelop-
pement économique en perspective doit se faire
avec le pétrole, énergie qu'il conviendrait de
mobiliser au maximum de sa capacité pour
booster encore plus l'économie nationale. (02)
Pour le Premier ministre actuel, parler de l'après
pétrole est un discours démagogique qu'on rabâ-
che depuis 1962. Pourtant, le discours
d'aujourd'hui semble balayer du revers de
la main la trajectoire du modèle de déve-
loppement national pour prendre une
autre orientation qui semble tout effacer
pour repartir de zéro, sans pour autant tirer
la moindre leçon des erreurs du passé.

Quelles sont justement, chronologiquement,
ces erreurs ? Qui en est responsable ? Les orien-
tations actuelles peuvent-elles contribuer à faire
décoller l'économie nationale ? Sommes-nous
en face d'un discours démagogique qui ne fera
qu'allonger l'économie de rente pour plusieurs
générations ?

Les erreurs s'accumulent mais apparaissent seulement lorsqu'il y a un problème

Contrairement à ce qu'on oublie de dire dans
le discours actuel : que les premières années
de l'indépendance nationale, l'Algérie ne comp-
tait que très peu sur la fiscalité pétrolière. Les
hydrocarbures ont commencé à prendre du
poids après la nationalisation pour s'imposer
d'une manière définitive avec la réorientation
de l'économie nationale du début des années 80.
Qu'en est-il exactement ? Il faut rappeler que les
années 70 ont connu une période où les hydro-
carbures servaient d'assise pour le développe-
ment de tous les pôles de l'économie nationale,
dans l'avènement de ce qu'on appelait indus-
trie industrialisante. Elle visait une approche
auto-centrée pour qu'à long terme l'économie
nationale ne dépende pas uniquement du pé-
trole ; et ce sera justement le secteur industriel
qui prendra le relais. Début des années 80, des
technocrates fortement influencés par le modè-
le américain ont procédé à une destruction sous
forme d'une restructuration organique et finan-
cière de tout le secteur économique, à commen-
cer par celui des hydrocarbures sensé servir
d'appui aux autres secteurs. Cette approche part
du principe que plus l'entreprise est petite plus
elle est maîtrisable. Mais en éclatant les gran-
des sociétés nationales, cela a favorisé une cas-

sure du processus intégré et un effritement du
savoir et du savoir-faire capitalisés pendant plu-
sieurs années. Cela a vu des efforts et des sacri-
fices de toute une génération partir en fumée.
La première conséquence : la chute brutale des
prix du pétrole, conjuguée à celle du dollar de
l'année 85 ont trouvé une économie fragilisée,
fortement dépendante de la rente pétrolière et
un secteur industriel en décadence. Depuis cet
échec, maintenant admis par tous, les gouver-
nements successifs ne cessent d'être contraints
par la rue de cumuler erreur après erreur pour
entretenir un climat social qui arrange les affai-
res d'un système né de cette réorientation de
l'économie nationale. Le comble, c'est à chaque
fois qu'on échoue, on tente de mettre cette échec
sur le dos de cette période dite dirigiste alors
que c'était la seule qui avait pour objectif de sor-
tir le pays de la dépendance des hydrocarbures.
Ne sont-ils pas aujourd'hui en train de répéter
les mêmes erreurs sans pour autant tirer la moi-
ndre leçon du passé. Ce n'est pas la première fois,
depuis plus de trois décennies, qu'on parle de
la sous-traitance, en vain. Aujourd'hui, lorsque
l'argent s'est mélangé avec la politique, que le
secteur public est à terre, le ministre de l'Ene-
rgie appelle les entreprises privées à contribuer
au plan de développement d'investissement ;
pourquoi ? Pour partager la croissance de So-
natrach au détriment des entreprises publiques,
car de nombreux leader privés se rapprochent
de la sphère du pouvoir. Sonatrach a échoué
dans toutes les actions stratégiques que l'Etat
lui a confiées. D'abord comme réservoir de ca-
pitalisation, ensuite pour encourager la fabri-
cation nationale lorsque le secteur public était de-
bout. Qu'est devenue la base logistique Béni
Merad de Blida, heureusement sauvée in extre-
mis par l'armée, l'Institut Algérien du Pétrole
qui est passé d'un pôle d'excellence à un simple
centre de formation, où sont les milliers de ca-
dres formés à coup de devises et qui sont
aujourd'hui au service des entreprises étrangè-
res ? La facture supportée par le trésor public
pour l'importation des besoins annuels de So-
natrach avoisine les 20 milliards de dollars par
an, dont l'amont pétrolier prend près de 70%.

L'Etat continu d'être le seul pourvoyeur d'emploi

Le sureffectif en Algérie est la conséquence
directe de la politique de plein emploi me-
née dès la promulgation du premier plan trien-
nal, et qui prévoyait l'emploi de toute la popu-
lation masculine algérienne (03). Ceci paraissait
logique étant donné le sens même de la Révo-
lution armée qui aspirait à l'épanouissement
du citoyen algérien après une souffrance de plus
d'un siècle d'indigénat. Les sociétés nationales
restructurées avaient des objectifs politiques,
celui de servir d'assise à l'indépendance écono-
mique de l'Algérie. Il était donc demandé aux
salariés de les défendre comme des acquis de
cette nouvelle bataille après celle armée. Parler
donc comme l'ont fait ces technocrates de ren-
tabilité et sur la base de simples opinions
« mimétistes » les a déroutés. Les objectifs de-
viennent peu clairs, l'Etat qui assurait aux sala-
riés presque tout (emploi, salaire, logement, ré-
gle leurs problèmes sociaux etc.) se désengage
progressivement de leur environnement.

L'erreur réside dans le fait d'avoir imposé un
traitement économique aux problèmes du su-
reffectif alors qu'il est principalement et émi-
nemment politique. Il s'agissait d'affectation ar-
bitraire, de reconversion forcée, voire de dislo-
cation sociale. L'alliance est donc rompue. Sont
apparues des fissures dans la cohésion sociale
qui ont permis aux dysfonctionnements, qu'on
est en train de subir aujourd'hui, de s'enraci-
ner. Cette déroute a rendu l'Algérien au travail
narcissique, replié sur lui-même et complète-
ment désintéressé de l'intérêt général. Il ne pense
qu'à lui et à son entourage immédiat et il édu-
que ses enfants dans ce sens. Les entreprises is-
sues de la restructuration, y compris Sonatrach,
ont été totalement noyautées par des recrute-
ments familiaux lorsqu'ils ne sont pas de com-
plaisance. Est instauré un processus d'encan-
aillement qui fait grossir ces cercles pour les
rendre un champ de bataille favorable à la cor-
ruption mais très loin des objectifs de rendement
tel que souhaité par ces technocrates. Pourquoi
s'étonne-t-on aujourd'hui que dans les dossiers
de corruption en cours comme celui de Son-

trach I et II, lorsqu'un dirigeant est impliqué,
c'est toute sa famille qui le suit. C'est le cas de
certains PDG de Sonatrach, de l'épouse du vice-
président commercialisation, la femme et les
deux enfants de l'ancien ministre de l'Energie
et des mines et ceci n'est que l'arbre qui cache la
forêt. De la même manière, les procès liés à la
corruption sont fortement médiatisés mais
n'aboutiront jamais en Algérie. Qu'avons-nous
retenu de l'affaire Khalifa ? Les larmes d'émo-
tion de la juge en charge du dossier, de l'acquit-
tement total des cadres dirigeants qui ont reçu des
enveloppes sous différentes formes. Le secrétaire
général de l'UGTA qui « assume ». Le ministre qui
a autorisé cette banque s'est trompé de champion.
Le golden-boy lui-même devait être difficilement
extradé de la Grande Bretagne. Par contre, les seuls
perdants restent ceux qui ont fait confiance à l'Etat
pour déposer leurs économies qu'ils ne récupé-
ront sans doute jamais. Les affaires en cours risquent
de suivre le même cheminement si des changements
profonds ne se produisent pas dans la société.

Ce que Chakib Khellil a commencé, d'autres vont le terminer

En prenant en charge le secteur de l'Energie
Avec toutes les entreprises qui le composent,
en 1999, Chakib Khellil a tenté d'ouvrir le capi-
tal de Sonatrach aux multinationales en déver-
rouillant les fameux « 3i » que feu Benhamou-
da et le président Zeroual ont placés pour la
protéger des convoitises. (04) Il n'a pas réussi
parce qu'il s'est confronté à une très forte résis-
tance du monde du travail, y compris leurs syn-
dicats. Aujourd'hui, les corporations syndicales
autonomes ont été sciemment affaiblies et le
principal syndicat du pays s'est définitivement
rangé à la démarche du gouvernement actuel,
depuis la reconduction de son secrétaire gé-
néral, lors du dernier congrès (05). Il faut signaler,
par ailleurs, que le secteur privé non plus n'a
pas donné l'exemple de bonne gestion. Les af-
faires de la banque El Khalifa, celle de Tonic
emballage, le groupe Sim, pour ne citer que ceux
là, sont éloquentes. Connaissant la compétence,
le savoir-faire et les intentions stratégiques des
uns et des autres, que peuvent-elles donner à
un secteur aussi névralgique que celui des hy-
drocarbures, sinon de permettre à des partenai-
res étrangers d'en prendre possession. C'est une
manière indirecte de privatiser Sonatrach, seu-
le vache à lait du pays, avant même que l'éco-
nomie décolle et sa diversification commence.
Donc, on est en face d'un autre coup de publici-
té pour faire passer la vague de contestation liée
l'exploitation des ressources conventionnelles,
sans plus ni moins. De nombreux signes pour-
voyeurs abondent dans ce sens. Les avocats qui
connaissent très bien le statut de Sonatrach com-
me une société par actions, avec toutes les parts
appartenant à l'Etat. C'est l'Etat qui nomme ses
responsables à travers un décret présidentiel.
Quand elle est en difficulté, c'est le trésor pu-
blic qui lui vient en assistance et il garantit les
lignes de crédit qu'elle obtient de l'extérieur.
Et pourtant, ils ont contesté la présence du tré-
sor au tribunal, lors du traitement judiciaire de
Sonatrach I et II. Est-ce une façon indirecte d'en-
voyer un message aux citoyens pour leur dire
que l'argent de Sonatrach doit rester
dans la sphère privée ? Ou est-ce un manque d'ar-
guments pour défendre des gestionnaires qui ont
apparemment fauté ? Ce qui est incontestable est
que le trésor public agit pour le compte de l'Etat,
pour être le seul garant de l'argent du peuple. Qu'il
assiste ou pas aux différentes phases de l'instruc-
tion, n'est qu'un problème de pure forme,
puisque la force publique est représentée par le
procureur de la République. Sommes-nous en
train d'assister à une préparation de l'opinion
publique pour renvoyer aux calendes grecques
des affaires pour ne plus servir d'exemple et
ouvrir la voie à l'impunité dans la gestion ?

La mode de gestion de Sonatrach l'a vidée de son encadrement

En dépit des sommes considérables consen-
ties pour la formation, dans l'espace et dans le
temps, des cadres dans les différents secteurs d'ac-
tivité de l'économie nationale, l'ordre établi par le
rouage clanique a empêché l'apparition d'une vraie

élite de gestionnaires capables de conduire et de
gouverner les entreprises publiques. Dans de nom-
breux cas, ce n'était pas le savoir et le savoir-faire
qui faisaient défaut mais c'est le savoir-être et
l'audace managériale qui leur manquaient. Ils
obéissent et ne savent pas dire non quand il le faut.
Si on se réfère aux affaires de Sonatrach par exem-
ple, le passage d'à peine deux ans de Chakib Khel-
lil comme PDG du groupe aura suffi pour violer
la culture de cette entreprise cumulée depuis près
de 40 ans. Il a facilement réussi à mettre dans les
postes clés ses collaborateurs du ministère, notam-
ment son directeur des hydrocarbures comme Pdg,
son assistante aux ressources humaines et son chef
de cabinet au secrétariat général du groupe et, plus
grave, son neveu dans un poste névralgique. En
dépit de toute une direction juridique dotée de ca-
dres de haut niveau et formés dans les universités
étrangères, il coopte un américain pour lui rédiger
une loi rejetée avant même d'être mise en applica-
tion. Cet américain a perçu une rémunération de 2
millions de dollars, démotivant ainsi les compéten-
ces qui ont vidé l'entreprise au profit de celles étran-
gères. Lorsque les deux principales affaires de So-
natrach ont éclaté, c'est eux qui ont servi de fusi-
bles en mettant tout sur son dos sans fournir la
moindre preuve. Aujourd'hui si un mandat inter-
national est lancé contre lui, c'est parce que la jus-
tice algérienne est mise devant un fait accompli par
le parquet de Milan et des fuites d'information ont
circulé sur le fait qu'il avait nargué la justice algé-
rienne qui l'a convoqué à deux reprises, unique-
ment pour répondre et confronter les lampistes qui
l'accusent. Rôde dans le système de gestion inter-
national et très informé des points faibles et des
prédispositions des dirigeants algériens, cet ancien
ministre instruit verbalement mais ne formalise que
très peu. D'ailleurs, c'est durant son règne que
s'est développé le réseau Internet qui a remplacé
la communication interne. On se contacte et on ins-
truit d'une manière virtuelle. Désormais, ses colla-
borateurs appliquent les instructions la bouche
ouverte car une de ses qualités c'est qu'il sait ré-
compenser d'une manière pavlovienne l'obéissan-
ce par des artifices divers : mission à l'étranger, lo-
gements, recrutement de complaisance, avantages
divers. La plupart de ses vice-présidents, le PDG
actuellement sous contrôle judiciaire et de nom-
breux directeurs centraux ont bénéficié de loge-
ments dans la résidence Chaâbani en contractant
des prêts CNEP que la Sonatrach paye, croit-on
savoir indirectement, sous forme de prime de lo-
gement cette fois-ci directement versé aux intéres-
sés, en terme plus simple, le beurre et l'argent du
beurre. Aucun algérien n'aurait pu imaginer que
des cadres nationaux permettent ou ferment les
yeux pendant que des étrangers comme SAIPEM
vide le pétrole du gisement Sif Fatima ou le trafic
de la filiale de Londres, en attendant l'ouverture
de la boîte de Pandore par la justice d'autres pays.
Plus grave, à en croire un site électronique (4), la
DRS enquête actuellement sur des taupes à l'origi-
ne d'importantes fuites d'information de Sonatrach
vers ses conquérants. Si cette fuite se confirme, elle
expliquerait pourquoi les investisseurs choisissent
les gisements existants ou les blocs qui leur sont
mitoyens. Depuis 1986, très peu, sinon aucun d'en-
tre eux n'a risqué un dollars pour rien. Tous les
blocs ont été fructueux pour rendre ainsi le risque
géologique du domaine minier algérien presque
nul. Par contre, aucun de ces investisseurs ne s'in-
térresse aux 761751 km2 du domaine libre, et que
l'Algérie souhaite valoriser.

En conclusion, il est important de tirer les leçons
du passé pour pouvoir faire un pas productif en avant,
sinon les mêmes méthodes produisent les mêmes er-
reurs. Si cet appât lancé à l'intention des entreprises
algériennes pour participer au plan de développe-
ment de Sonatrach a fait sortir certains responsa-
bles de leur hibernation pour se défouler dans cer-
taines chaînes de Radio et plateaux de télévision,
le commun des mortels n'en croit pas un mot.

*Consultant, Economiste Pétrolier

Renvois

- (01)- La déclaration de Sellal sur l'échéance
d'exploitation du gaz de schiste à l'horizon 2040.
- (02)- Réunion avec les représentants
du patronat et de la centrale syndicale de l'UGTA,
en novembre 2012
- (03) lire le préambule du plan triennal
couvrant la période 67-69
- 04- Incessible, Insaisissable et Indissociable
- (05) déclaration de son secrétaire fraîchement
élu à Oran
- (06)- Article paru sur le site de TSA, le samedi 10/
08/2013 à 17 :31

Ces bruits qui nous agressent et nous perturbent...



Par Abdelhamid Benzerari*

Le parc d'engins roulants sur nos routes, qui a connu ces dernières années un développement impressionnant, ne cesse de grossir avec son tohu-bohu insoutenable. Les nuisances qui troublent nos villes, la plus dénoncée comme la principale c'est le bruit.

Le bruit des véhicules, des poids lourds, des bus, des chantiers de construction, des entreprises industrielles... met nos nerfs à rude épreuve.

Les habitations bordant certains axes routiers de grande circulation en subissent journellement jusqu'à une heure tardive de la nuit. Des bébés qu'un coup de klaxon fait sursauter en plein sommeil, des malades qui n'arrivent pas à fermer l'œil, des personnes âgées qui ont le sommeil léger, restent éveillées parfois toutes les nuits.

Aux abords des grands aéroports, le son des avions est aussi insupportable pour tous les riverains. Quand ils volent à basse altitude, c'est le tremblement des habitations assuré.

La ville de Constantine se prépare pour l'événement du 16 avril prochain : capitale de la culture arabe. Aujourd'hui, elle est encore un vaste chantier de relooking. De longues files de camions, de bus, d'engins de gros tonnage, de voitures encombrant ses avenues et chaussées étroites formant des bouchons interminables au centre-ville, sur les axes de la voie rapide, circulation paralysée partout surtout aux heures de pointe :

Place de la Brèche, Bab el Kantara, cité des Castors (agglomération qui souffre le plus des nuisances sonores et de l'engorgement de la circulation), Stah el Mansourah, Sidi Mabrouk, cité Daksi... Les émissions bruyantes occasionnées sont insoutenables. Les habitants de ces quartiers en supportent les conséquences : stress, fatigue, état dépressif, et parfois agressivité.

Est-il possible de combattre ces nuisances ? Et pourtant la loi algérienne a émis des décrets réglementant l'émission des bruits : Décret exécutif n°90-78 du 27 février 1990 relatif aux études d'impact sur l'environnement suivi du décret exécutif n°93-184 du 27 juillet 1993 qui fait référence à la loi n°85/03 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable.

Art. 3 : Les niveaux sonores maximums admis dans les zones d'habitations et dans les voies et lieux publics ou privés sont de 70 décibels (70 DB) en période diurne (6h à 22h) et de 45 décibels (45 DB) en période nocturne (22h à 6h).

Art.4 : Sont considérés comme atteinte à la quiétude du voisinage, une gêne excessive, une nuisance à la santé et une compromission de la tranquillité de la population toutes les émissions sonores supérieures aux valeurs limites indiquées ci-dessus.

Art.6 : Toute personne physique ou morale exploitant des activités exigeant l'emploi de moteurs, d'outils, de machines d'équipement ou d'appareils générateurs de niveaux supérieurs aux valeurs limites telles que définies par le présent décret est tenue de mettre en place des dispositifs d'insonorisation.

Art.9 : Les engins de chantier dotés de moteurs à explosion, les brises béton, les marteaux piqueurs, les groupes électrogènes de puissance, les groupes moto-compresseurs, les compresseurs et les suppresseurs doivent être munis d'un dispositif d'insonorisation lorsqu'ils sont utilisés à moins de 50 m des locaux à usage d'habitation ou des lieux de travail.

A-t-on mis en vigueur les mécanismes nécessaires et suffisants à l'effet de mesurer les niveaux des émissions sonores entre les segments de temps définis par ce décret ? Non ! A-t-on formé le personnel adéquat pour satisfaire ces mesures ? Non. Qui mesure ces intensités et dispose-t-il de moyens ou appareils de mesure ? Personne.

Certains pays, en particulier les européens, appliquent aujourd'hui des mesures. Toute action visant à renforcer les normes d'émission sonore des véhicules à moteur neufs en Europe dépend à présent des directives de la CEE, qui ont force de loi pour les principaux pays d'Europe occidentale constructeurs d'automobiles. En ce qui concerne les véhicules neufs, le Transport and Road Research Laboratory du Royaume-Uni a recommandé les limites suivantes,

« Le bruit ne fait pas de bien, et le bien ne fait pas de bruit. »

Saint François de Sales.



comme objectifs, à réaliser : 75 dBA pour les voitures particulières et 80 dBA pour les voitures commerciales (1).

A Lausanne, en Suisse, une brigade est spécialement chargée de veiller au respect de la réglementation sur le bruit des véhicules. A cours de la dernière décennie, elle a convoqué pour vérification 20 000 véhicules trop bruyants. Les contrevenants étaient en majorité des véhicules à deux roues ; il n'y avait parmi eux qu'un très petit nombre de camions. Au cours de la même période, 1 900 véhicules ont été saisis pour infraction à la réglementation concernant le bruit.

Les initiatives tendant à limiter le bruit émis par les avions, de même que celles visant les émissions sonores des véhicules neufs, sont maintenant prises au niveau international, mais il existe également sur le plan national des réglementations concernant l'utilisation des avions. De nombreux pays européens ont établi des procédures et une réglementation pour lutter contre le bruit lors de l'atterrissage et du décollage des avions et interdisent des vols de nuit à partir des aéroports internationaux

BRUIT DES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

Quant au problème soulevé par le bruit des chantiers de construction, on s'y attaque en Europe. En France, aux termes de la réglementation de 1969 et de 1972, certains types d'engins neufs utilisés sur les chantiers doivent être homologués et certains dispositifs essentiels d'insonorisation doivent être montés sur les engins qui n'en sont pas équipés. L'objectif des autorités françaises est de parvenir à limiter à 80 dBA le niveau sonore (mesuré à 7 mètres) des matériels destinés à être utilisés en zone urbaine.

En Suisse, l'initiative de la réglementation applicable aux engins de chantier et de la protection de l'environnement dans lequel il est précisé les normes acoustiques applicables à ces engins est mise en application depuis 1971.

En Allemagne, une loi de 1965 autorise le gouvernement à imposer des limites au bruit des engins de cette catégorie. Les réglementations adoptées en la matière stipulent que ces engins devront être équipés d'un dispositif d'insonorisation abaissant en général de 5 dBA la limite de bruit correspondante. Les matériels qui répondent déjà à cette condition sont officiellement déclarés " conformes aux spécifications les plus récentes en matière de bruit ", afin de rendre les matériels plus intéressants pour les acheteurs et par voie de conséquence pour les producteurs.

La loi allemande sur le bruit des chantiers de construction fixe des limites globales de bruit qui peuvent varier selon la sensibilité du voisinage au bruit. La Suisse fixe des limites de bruit pour les chantiers de construction. Au Royaume-Uni, le parlement a divulgué une loi sur la protection de l'environnement, habilitant les autorités locales à fixer,

en consultation avec les entrepreneurs et avant le démarrage des travaux, des limites au bruit des chantiers de construction. Cette prérogative viendra s'ajouter au droit dont dispose chaque citoyen d'intenter une action en justice contre tout fauteur de bruit appartenant au secteur privé.

BRUIT INDUSTRIEL

Le bruit des entreprises industrielles a certaines caractéristiques communes avec le bruit des chantiers, mais sa durée n'est pas limitée de la même façon. Des mesures sont actuellement prises en Allemagne pour lutter contre le bruit des entreprises ; dans ce pays, la réglementation édictée en application de la loi de 1968 sur la limitation du bruit émis par les installations varie selon le type de localité. En Suisse, la loi fédérale de 1964 sur l'emploi soumet à une approbation préalable les projets d'installations industrielles, ce qui permet de s'assurer du respect des " limites de référence " élaborées en matière de bruit par une Commission fédérale d'experts.

La loi britannique sur la protection de l'environnement prévoit que les autorités locales seront habilitées à créer des " zones de bruit " dans lesquelles les nuisances acoustiques dues aux entreprises industrielles pourront faire l'objet d'une action spéciale. Les niveaux sonores aux limites d'une entreprise donnée seront mesurés et officiellement enregistrés. Tout dépassement de ces niveaux sans autorisation constituera une infraction. Cette autorisation pourra toutefois être accordée si une entreprise vient à s'agrandir, par exemple, ou si elle passe d'une exploitation à temps partiel à une activité à plein temps. La prochaine phase des opérations de lutte contre le bruit consistera à abaisser, à l'intérieur de la " zone de bruit ", le niveau sonore toléré aux limites de l'usine.

L'approche adoptée au Royaume-Uni diffère de celle qu'appliquent d'autres pays d'Europe (de même que les Etats-Unis et le Japon) en ce sens qu'aucune limite générale rigoureuse n'est fixée. Ceci est conforme aux principes qui inspirent la lutte contre le bruit au Royaume-Uni, selon lesquels toute norme générale de ce type tend nécessairement à être, soit trop rigoureuse pour pouvoir être appliquée raisonnablement dans tous les cas, soit trop libérale pour être réellement efficace en tous lieux sauf dans quelques localités. On estime que le système envisagé par le projet de loi sur la protection de l'environnement donnera aux autorités locales les pouvoirs nécessaires pour réaliser les améliorations les plus opportunes dans leur domaine. En matière de lutte contre le bruit, la limite que l'on peut considérer comme raisonnable dépend souvent de l'attitude de la population qui peut varier d'un lieu à l'autre.

PLANS D'UTILISATION DES SOLS

Outre la lutte contre le bruit à la source par une nouvelle conception des véhicules et de l'équipement, plusieurs pays membres ont

déjà adopté, en matière d'utilisation des sols, des mesures visant à éviter l'apparition de nouveaux problèmes dus au bruit. Aux Pays-Bas par exemple, la mise en valeur des terrains situés le long des routes a été divisée en trois zones : rouge, orange et verte, selon leur degré d'exposition au bruit. L'utilisation de ces zones varie selon leur classification.

Une zone " rouge " par exemple ne convient pas à la construction d'habitations mais celle d'usines ou d'entrepôts peut y être permise et encouragée. En zone " orange ", on peut autoriser la construction de bâtiments sous réserve que ceux-ci soient insonorisés pour protéger leurs habitants contre le bruit de la circulation.

Une zone " verte " convient à tout usage qui n'est pas interdit pour d'autres raisons.

En Allemagne, en France, en Suisse et au Royaume-Uni, des plans d'utilisation des sols sont déjà établis ou envisagés dans les zones situées aux alentours des aéroports, de façon à empêcher que de nouvelles nuisances acoustiques apparaissent dans les régions qui sont les plus exposées.

La loi britannique de 1973 sur la compensation contient des dispositions relatives aux problèmes posés

par la construction d'ouvrages importants, tels que des routes dans les agglomérations. Aux termes de cette loi, les portes et fenêtres des façades des maisons situées à proximité immédiate des routes peuvent être insonorisées aux frais des autorités : cette disposition s'applique si le niveau sonore prescrit L10 supérieur à 68 dBA (2) est ou doit être dépassé dans les quinze ans. Enfin une indemnité peut être versée aux propriétaires si, du fait de l'utilisation de la route nouvelle ou reconstruite et en dépit des travaux d'insonorisation effectués, leur bien se déprécie.

La procédure actuelle de la loi de 1960 sur la lutte contre le bruit permet à des citoyens de poursuivre les fauteurs de bruit devant les tribunaux.

REDEVANCES SUR LE BRUIT DES AVIONS

Le recours à des redevances sur le bruit pourrait efficacement contribuer à résoudre le problème d'environnement lié au bruit des avions. Les redevances sur le bruit pourraient à la fois :

-Fournir les bases du financement des mesures antibruit prises au voisinage des aéroports ;

-Constituer pour les compagnies aériennes, ainsi que pour les constructeurs de moteurs et d'avions une incitation supplémentaire à mettre au point des appareils plus silencieux que ne l'exige la norme minimale fixée actuellement par la réglementation relative au bruit.

Le même principe pourrait d'ailleurs s'appliquer aux véhicules à moteur et aux sources fixes de bruit.

STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LE BRUIT

Les défenseurs de l'environnement urbain ont examiné l'opportunité de faire participer le public à la lutte contre le bruit, par la voie de programmes d'informations appropriées, ne serait-ce que pour rendre le public plus conscient de la nécessité d'éviter la production de bruits inutiles. C'est une mesure éducative, dans le cadre d'un programme plus général d'éducation qui tiendrait à faire prendre conscience à l'opinion publique de l'importance que revêt la lutte contre les émissions sonores.

Il convient également de souligner qu'un code pratique d'indemnisation des personnes affectées (l'exemple du Royaume-Uni) bénéficierait d'un soutien de l'opinion publique et garantirait aux personnes gênées par des travaux publics ou privés une protection.

*Ancien SG de l'Association Nationale de la protection de l'environnement.

(1) Le sigle dBA correspond au décibel pondéré A, qui tient compte des réactions subjectives au bruit.

(2) L10=niveau sonore dépassé pendant 10% du temps, c'est-à-dire niveau des pointes sonores fréquentes.

Source : L'observateur de l'OCDE.

Charm el-Cheikh : Arabes vs Arabes !

Lors de son dernier passage à Alger, Nabil el-Arabi, le secrétaire général de la Ligue arabe, a indiqué que sa visite s'inscrivait dans le cadre de la préparation du sommet arabe à Charm el-Cheikh. Il a également souligné l'importance de ce sommet au regard de la nature des menaces auxquelles est confronté le monde arabe, ajoutant que tous les Etats arabes y prendront part.



Par Chérif Ali

Cette information n'a pourtant pas fait les manchettes de nos journaux et pour cause, le citoyen lambda ne croit plus en l'utilité de la Ligue arabe ! Il en est de même de certains pays qui la composent qui pensent vraiment que cette dernière ne sert à rien. On le savait depuis quelques temps, mais le fait a pris encore plus d'évidence ; il est devenu flagrant après la 41ème agression israélienne contre Gaza.

Des sommets organisés, par exemple, entre 1946 et 2011, 12 ont été consacrés « exclusivement » à la Palestine mais n'ont apporté aucun impact significatif à la cause. Un diplomate israélien avait, d'ailleurs, pris l'habitude de dire : « les Arabes ne ratent jamais l'occasion de manquer une occasion ! ».

Les Palestiniens, eux, l'ont bien compris et n'ont compté que sur leur action propre et le soutien de nombreux amis, comme l'Algérie, pour faire des pas de géant dans leur lutte. La reconnaissance de l'OLP fait partie, justement, des acquis obtenus grâce au soutien de notre pays ; elle a été arrachée à Alger lors d'un sommet riche en émotions.

En participant toutefois à cette 26ème session du sommet de la Ligue arabe, la direction palestinienne savait que sa cause ne représentait plus la première priorité pour le monde arabe. Les problèmes au Yémen, la guerre civile en Syrie et en Lybie, l'ont banalisée voire même éclipsée ! Malgré cela, le président palestinien s'est rangé aux côtés de l'Arabie saoudite... pour pouvoir bénéficier de son soutien financier. Sale temps pour les révolutionnaires !

Aujourd'hui la Ligue arabe, dominée pendant plusieurs décennies par l'Egypte, entame à présent le cycle du règne saoudien, alors que d'autres pays comme le nôtre avaient largement l'opportunité de peser dans les rapports de force internes à l'organisation. Les pays du Golfe qui dominent cette institu-

tion, ne cachent plus leur volonté de la transformer en instrument des pays occidentaux ; pour preuve, les 500 millions \$, promis par les monarchies du Golfe lors du dernier sommet ne sont jamais rentrés dans les caisses du Trésor palestinien, veto d'Israël oblige.

Pour sauver leur trône et leur dynastie, les pétromonarchies sont capables de nouer les plus improbables alliances, y compris avec l'Etat sioniste, qui profiterait de l'occasion, en volant à leur secours pour être reconnu au final, par elles, en tant qu'Etat et puissance régionale prépondérante, face à l'ennemi « chiite ».

Au Yémen justement, l'Arabie saoudite et les 10 coalisés arabes mènent une sale guerre. Déjà, hier, leur porte-parole reprenait à son compte les arguments israéliens sur les bavures contre les civils : pour lui, les « houthis » se cachent parmi les populations et les armées arabes sont obligées de répondre aux tirs ennemis, a-t-il affirmé.

Sunnites contre chiïtes, une guerre religieuse à l'intérieur d'une même religion ! Une guerre par procuration, en fait, entre la République islamique d'Iran et la monarchie saoudienne, sur terrain neutre yéménite. Les Américains, bien entendu, laissent faire dès lors que cela sert leur projet de recomposition du grand Moyen-Orient.

Où se situe l'Algérie dans ce nouveau suicide géostratégique qui a cours au Yémen ?

Alger, déjà, n'a pas engagé ses soldats dans la « Tempête de fermeté », primo en vertu du principe que « l'ANP ne combat pas à l'extérieur de ses frontières » et deuzio, « notre pays privilégie la voie de la solution pacifique pour le règlement de tout conflit ». Ramtane Lamamra, notre ministre des Affaires étrangères l'a rappelé à Charm el-Cheikh en ajoutant : « notre pays pourrait toutefois apporter un soutien logistique au-delà de ses frontières, sans pour autant impliquer ses troupes armées ». Un « bémol » qui a laissé perplexe plus d'un !

Dans ce conflit, faut-il le dire, il n'y a pas de bon ou mauvais axe. Soutenir l'un, c'est être l'ennemi de l'autre. Et vice versa !

Les salafistes, par exemple, se rangent der-

rière leur maître à penser et appuient l'offensive militaire arabe considérant les chiïtes comme leur principal ennemi dans la région avant même Israël ; en revanche, les Frères musulmans sont assis entre deux chaises : soutenant l'offensive arabe et, partant, soutiennent également le président Al Sissi !

Chez nous, les salafistes brillent par leur silence, mais au « MSP », le secrétaire national des Affaires politiques et économiques, Farouk Tifour, prétend que sa formation soutient l'offensive qui contribuera selon lui à restaurer la légalité au Yémen ».

La position de l'Algérie gêne plus d'un, et son activisme, grâce à sa diplomatie retrouvée, est à l'œuvre au sein de la Ligue arabe. En peine perdue disent les uns, car aujourd'hui de nombreuses voix s'élèvent pour dire, haut et fort, qu'il faut quitter la Ligue arabe incapable d'intervenir en Lybie où elle entretient le chaos ou en Syrie où elle soutient, franchement, la rébellion !

Le ministre Ahmed-Taleb Ibrahim, ancien chef de la diplomatie algérienne était de cet avis ; il estimait dans des propos repris par un journal en ligne, « que la Ligue arabe ne sert absolument à rien et qu'il est temps de tirer un trait ; les Arabes, a-t-il dit, sont tombés dans le piège du sectarisme ; on parle maintenant de sunnite, chiïte et autres ». L'ancien ministre a souhaité, par ailleurs, que « les dirigeants égyptiens dont le pays abrite la Ligue, fassent preuve de hauteur et dépassent leurs crispations politiques et idéologiques et ouvrent les points de passage pour les Gazaouis ». L'Egypte, faut-il le dire, a « phagocyté » cette instance régionale qui est à la solde des pays du Golfe et de leurs « alliés » occidentaux. Si l'on excepte l'intermède du Tunisien Chadli Klibi qui avait assuré le secrétariat général de la Ligue arabe pendant la durée où le siège avait été transféré à Tunis suite à ce qui a été considéré comme « trahison » de l'Egypte (Accords de Camp David), cette organisation a toujours été entre ses mains. Il faut aussi rappeler la levée de boucliers de la part des Egyptiens et des autres membres influents, lors du sommet de la Ligue arabe d'Alger, quand il a été question de

réformer l'instance en mars 2005, ou plus encore de proposer au perchoir une candidature algérienne !

Et les charges contre la Ligue arabe n'ont pas cessées pour autant ! Le quotidien gouvernemental libyen Al-Chams, par exemple, a rigoureusement dénoncé à la veille de l'ouverture du sommet de la Ligue arabe au Qatar, « la division entre l'Orient et le Maghreb arabe ». L'article observe que « les pays de l'Orient arabe sont des membres essentiels alors que les pays du Maghreb arabe sont des membres invités, uniquement, pour atteindre le quorum et remplir les formalités de la réunion et de la charte de l'Organisation ». Al-Chams a appelé « les Arabes de l'Afrique du Nord à couper ce lien imaginaire et cette illusion avec l'Orient arabe et à s'attacher au groupe des 5+5 (regroupant les cinq pays riverains de la méditerranée d'Europe et d'Afrique) ; les intérêts au sein de ce groupe, écrit le journal de Tripoli, sont plus clairs, plus concrets, plus transparents et plus solides que les promesses falsifiées de l'Orient arabe et ses engagements qui ne se réalisent pas ».

Après Taleb Ibrahim, c'est Louisa Hanoune qui a donné de la voix lors d'un meeting tenu à Oran pour dire que « l'Algérie ne tirerait aucun honneur à rester dans la Ligue arabe qui a autorisé la livraison d'armes à l'opposition armée syrienne ».

La question mérite d'être posée, selon certains observateurs de la vie politique qui estiment qu'il est temps pour notre diplomatie de changer de braquet pour travailler d'une part à l'émergence d'un Maghreb « uni » beaucoup plus profitable, tant culturellement qu'économiquement, et d'autre part relever le niveau de coopération avec tous les pays frontaliers dont notre pays participe à la stabilisation et au développement comment l'attestent les nombreux chefs d'Etat en visite à Alger.

Il est certes vrai que ce qui unit les Etats arabes est bien plus important que ce qui les divise. Ils sont, en effet, unis par la force de l'histoire et de la civilisation, géographiquement, et se complètent, naturellement, grâce aux ressources humaines et naturelles considérables qu'ils recèlent ; leur unité est également scellée par la communauté de foi, de langage et de culture, et aussi par les liens de sang, de fraternité et de destin partagé.

La complémentarité est, certes, là. Mais peut-on parler d'union tant il est vrai que chaque pays arabe est bien plus dépendant et tributaire de sa sous-région géographique que son appartenance à une communauté religieuse et culturelle ?

Et puis, culturellement, et en dehors de la langue arabe classique, quel lien pourrait-il exister entre des arabo-amazighs maghrébins et des arabes-bédouins de la Péninsule ? Peut-on dire, réellement, que l'arabe est un ciment, sachant que pas un seul Arabe ne parle l'arabe classique dans la vie quotidienne, chacun ayant développé son dialecte, différent d'un pays à l'autre et d'une région d'un même pays à une autre ?

L'unité arabe, depuis le temps qu'on en parle est, très certainement, une nécessité stratégique, mais toutes les nécessités stratégiques ne sont pas, nécessairement, réalisables, a fortiori quand elles sont « dictées » par les Occidentaux qui, en sous mains, tirent les ficelles de la Ligue arabe, en imposant, par exemple, leurs vues concernant la Syrie, allant jusqu'à « octroyer » son siège « aux opposants », ou plus encore, en fermant les yeux sur l'occupation par le Maroc de la République arabe sahraouie et de l'exploitation de ses richesses indûment.

Ce qui se passe au Yémen n'est pas officiellement une guerre, disent les Saoudiens ; il s'agit de rétablir l'ordre dans la seule « république » de la péninsule arabique. Officiellement aussi, ce n'est pas une agression étrangère puisque « l'aide » saoudienne a été sollicitée par le président yéménite en fuite. Seulement, il faut avoir à l'esprit qu'entre la maison « Saoud » et le Yémen, le contentieux est lourd et compliqué. Sur son lit de mort, Abdelaziz Ibn Saoud, le défunt roi a livré son testament : « le bonheur du royaume réside dans le malheur du Yémen ! ».

A Charm el-Cheikh, les pays arabes se mordent la queue : ils se font la guerre, sans pitié et, en même temps, ils se concertent comme s'ils n'en faisaient qu'un !

Les coalisés arabes n'ont reçu aucun mandat de la Ligue arabe et le 26ème sommet de la Ligue arabe convoqué dans la station balnéaire égyptienne ne sert, en définitive, qu'à entretenir l'illusion d'une unité arabe... qui ne trompe personne !

Les attaques contre les houthis au Yémen lancées effectivement par quelques armées arabes dirigées par l'Arabie saoudite dépassent largement l'équation binaire, chiites versus sunnites. Par conséquent, tout le monde s'interroge aujourd'hui sur les dessous de cette guerre par procuration.

Grisaille sur l'Arabie heureuse : entre le grand Satan et l'Axe du mal

Par Abdellatif Bousenane

A la première vue, cette énième guerre dans la région semble pour un bon nombre d'observateurs comme étant une guerre par procuration, un classique pour les peuples arabo-musulmans, qui oppose deux protagonistes défenseurs des intérêts stratégiques ou au mieux les idéologies des deux parties qui sont l'Iran perse chiite contre l'Arabie sunnite. En contemplant néanmoins les événements géopolitiques qui se sont succédés ces dernières années dans cette partie du monde l'équation devient beaucoup plus complexe. Fins connaisseurs des jeux d'échecs et de la philosophie politique, certes, les Persans essaient depuis des décennies d'étendre leur influence en appuyant les groupes du même bord doctrinaire et idéologique, minoritaires dans la plupart des cas et majoritaires en Irak et au Bahreïn, en leurs fournissant les aides logistiques, d'expertises et même d'armements. Ce qui n'est pas forcément du goût des dignitaires arabes sunnites qui essaient de contrer ce « péril » chiite par tous les moyens.

Equation à plusieurs variables

Ceci étant dit et malgré la plausibilité de cette thèse très populaire et/ou populiste dans les pays arabes, toutefois il faut noter tout de même que la République islamique d'Iran est en fait sous embargo américain depuis maintenant plus de 40 ans, tout le monde connaît très bien le grand conflit qui oppose d'un côté, le « grand Satan » selon les Ayatollah et de l'autre côté le leader

de « l'axe du mal », le mal absolu pour les Etats-Unis d'Amérique et ses alliés atlantiques. Les pays arabes du Golfe, à leur tête l'Arabie saoudite, ainsi qu'une bonne partie des pays arabes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient tels que l'Egypte, le Maroc, la Jordanie...etc. sont des alliés naturels sous influence occidentale et qui représentent un pan extrêmement important dans les stratégies américaines dans le monde.

Dans ces pays, les bases militaires de l'OTAN « poussent » comme des champignons et les ambassades ou, au moins, des représentants commerciaux de l'Etat sioniste sont synonymes de cette fidélité implacable à l'Oncle Sam.

Ainsi donc, nous sommes là devant une configuration à plusieurs variables qui dépassent largement la simple équation binaire, sunnites versus chiites. Les fragmentations de ce conflit qui se concrétise au sud de la péninsule arabique et qui rend tristes les habitants de l'Arabie heureuse (l'ancien Yémen), risquent d'aller beaucoup plus loin qu'on imagine. Car une puissance nucléaire comme la Russie ne voit pas d'un bon œil cet acharnement contre un pays (l'Iran) avec lequel elle entretient des relations plus au moins ambiguës cependant que ses intérêts restent indiscutablement plus compatibles qu'avec les autres monarchies arabes.

Au-delà du conflit interne au Yémen qui remonte à des décennies et qui est lié surtout à des considérations tribales et culturelles qui peuvent paraître incompréhensibles pour beaucoup de gens, cette situation qu'on a essayé de convertir en « printemps arabe » en destituant le président déchu Ali Abdallah Saleh qui est d'origine sunnite ! et dont on a constaté un échec lourd. Il faut souligner quand même que l'ancien président Salah et ses alliés sunnites soutiennent les houthis chiites, pour dire à quel point la scène politique yéménite est complexe.

Bref, on est donc entre une alliance sunnite-chiites au Yémen soutenue par l'Iran chiite,

« maudit » à son tour par le « grand Satan » occidental qui explique, grosso modo, qu'il ne faut pas laisser les arabo-musulmans accéder à la technologie nucléaire en avançant un argument de taille qui se résume ainsi : ces pays sous-développés ne sont pas aptes, c'est-à-dire ils ne sont pas encore arrivés à un stade de maturité tel où ils peuvent acquérir une technologie de cet ampleur car très dangereuse.

En même temps ce même Occident, dans une gigantesque contradiction, veut imposer la démocratie à tous ces pays qui ne lui inspirent pas beaucoup de confiance quant à leur capacité à gérer une technologie à haut risque ! Peut-on dès lors avoir l'aptitude à gérer des pays de plusieurs millions en démocratie avec toutes les qualités humaines et la maturité intellectuelle nécessaire à son fonctionnement quand on n'est pas apte, a contrario, à gérer d'une manière mûre et responsable trois ou quatre usines nucléaires dans ces mêmes « démocraties » ?

La solution est à Alger !

Fidèle à sa posture coriace de non-ingérence, l'Algérie a refusé fermement la participation de près ou de loin à cette guerre. Elle justifie sa position, en effet, par sa doctrine qui stipule l'interdiction à ses armées de franchir ses frontières puis par les expériences précédentes de ce genre d'interventions qui sont toutes vouées à l'échec. Par une activité diplomatique impressionnante et sans précédent de ce dernier mois, là où on a vu avec ébahissement le « défilé » des chefs d'Etats et de gouvernements ainsi que les délégations d'une trentaine de pays, nous avons noté l'arrivée de deux chefs d'Etats en une seule journée, ce qui reste inédit en termes de coutumes diplomatiques dans une situation normale, c'est-à-dire sans l'organisation de conférences ou autres événements qui né-

cessitent la présence de plusieurs délégation en même temps, l'Algérie inspire effectivement le respect sur la scène internationale. Peut-être cette densité hors norme est due à l'agenda du président de la République qui s'est absenté plusieurs mois l'année passée pour des raisons de santé. Cela peut s'expliquer également par l'expérience de l'actuel chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, qui est un ancien commissaire de l'Union africaine. Mais ceci ne contredit pas la confirmation du leadership de l'Algérie dans la région et son retour fracassant sur la scène internationale grâce justement à ses positions originales qui se distinguent par une hauteur de vue et une rare flexibilité dans le service de la paix dans le monde. Hélas, cette disposition n'arrange pas la politique de domination qui persiste, malgré ses échecs consécutifs, dans une démarche complètement suicidaire. Pourquoi donc provoquer un nouveau bourbier sinon pour créer un « chaos créateur ». On a la certitude maintenant que l'intervention militaire dans un pays ne fait qu'aggraver le problème et ne constitue guère la meilleure manière de le régler. Le dialogue, seulement le dialogue autour d'une table, peut éventuellement apaiser les tensions, car tôt ou tard on finira certainement par s'asseoir à cette même table. Pourquoi donc perdre du temps, des milliards et des âmes ? En géopolitique, cette question paraît très naïve puisque les stratèges des uns et des autres cherchent à marquer des points, à impressionner leurs ennemis, à gagner du terrain ; ils cherchent en fait à dominer. Mais le dilemme, c'est qu'ils vont, sûrement, revenir au final à la « sagesse algérienne » parce qu'on a vu pratiquement les mêmes antagonismes en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Mali, qui ne sont pas tous des conflits à caractère confessionnel. Saddam Hussein était-il chiite ? Au contraire, il faisait la guerre à l'Iran ! Par conséquent, les mêmes causes produiront les mêmes effets. C'est une loi universelle.

Yemen: l'absurde guerre fratricide arabe

Bruxelles :
M'hammedi Bouzina Med

Qu'est-ce qui a motivé la Ligue des Etats arabes à choisir la voix des armes et de la guerre au lieu et place de la médiation politique et diplomatique pour régler l'instabilité et la violence politique au Yémen ? Est-ce, comme il est prétendu, une question de leadership entre chiites et sunnites ? Voilà donc les pays arabes et musulmans décidés à mettre en place une force armée commune d'intervention pour contrer les rebelles houthis au Yémen qu'ils soupçonnent être à la solde de l'Iran. Menée par l'Arabie saoudite, gardienne de la tradition sunnite, l'expédition au Yémen est présentée comme une riposte aux supposées velléités expansionnistes dans la péninsule arabe de l'Iran, gardien de la tradition chiite. Une guerre d'influence entre les « gardiens » des deux grands courants et dogmes religieux au sein même de l'islam. Un retour dans le passé, celui des 7^{ème} et 8^{ème} siècles, marqué par des luttes, guerres, divisions, révoltes et intrigues sanglantes dans le cœur même des pouvoirs successifs qui ont dominé l'histoire du monde musulman en ces temps-là. Pathétique prétexte et triste réaction des pays de la Ligue arabe. Depuis quand et sur quel argument doctrinal, à supposer que la guerre civile au Yémen est d'ordre religieux, les hou-

this relèvent-ils du courant chiite iranien ? Faut-il rappeler que les houthis chiites du Yémen sont depuis le 7^{ème} siècle considérés comme des adversaires, voire des ennemis du chiisme iranien ? Faut-il rappeler que le courant chiite est lui-même divisé en divers courants opposés notamment sur la question du « pouvoir » en terre d'Islam et de sa légitimité ? Faut-il signaler que les zaydites, autre courant chiite majoritaire présent au nord du Yémen, n'a rien à voir avec le courant iranien et s'oppose à lui sur la légitimité successorale du pouvoir en pays musulman ? Bref, les chiites yéménites ne font pas partie du chiisme duodécimain suivi par l'Iran (12 imams, dont le 12^{ème}, l'imam El Mahdi, a disparu par la volonté divine, selon eux, en 874. Son retour sur terre est attendu pour mettre de l'ordre dans le monde et asseoir définitivement l'islam comme religion universelle).

Ces quelques brefs rappels sont nécessaires pour dire toute l'absurdité à expliquer le soutien iranien aux rebelles houthis du Yémen par l'argument religieux : les chiites yéménites, zaydites et autres ismaéliens n'adhèrent pas (et s'opposent souvent) au chiisme duodécimain iranien. Les vrais raisons de la guerre civile au Yémen, récurrente par ailleurs depuis l'indépendance du Yémen en 1967, sont d'ordre économique et politique : l'affrontement entre ceux partisans d'un ordre constitutionnel présidentiel fort, avec un pouvoir central fort et ceux partisans d'un régime politique fédéral avec une large autonomie des régions, notamment entre les régions nord et sud. Parce que les populations du Sud, minoritaires avec près de 3 millions d'habi-

tants, ne bénéficient pas de la rente gazière (et pétrolière) autant que celles du Nord, majoritaires avec quelque 11 millions d'habitants. Et puis, le Yémen a un passif récent à solder avec l'Arabie saoudite : l'expulsion, lors de la 2^{ème} guerre du Golfe menée contre l'Irak de Saddam Hussein en 1990-91, de près d'un million de Yéménites qui vivaient et travaillaient en Arabie saoudite. Enfin, la position stratégique du Yémen sur le golfe d'Aden, où le cabotage des navires marchands et autres méthaniers est l'un des plus denses au monde. Le passage de « Bab El Mandeb » sur la mer Rouge vers le canal de Suez est capital pour le commerce mondial. Le Yémen n'en tire pas grand bénéfice comme bénéficie l'Egypte du canal de Suez par exemple. Considéré comme un des pays les plus pauvres au monde, malgré ses ressources minières et sa position stratégique, le Yémen subit, de surcroît, un dictat du FMI et de la Banque mondiale par le système des prêts financiers à des taux très élevés. Le pays est surendetté et enfermé dans une spirale qui risque de le disloquer. Dans de telles conditions de misère économique, couplées à une sociologie compliquée marquée par un pouvoir des chefs de tribus et régions, le Yémen vit dans un état de guerre civile permanente depuis plus de quarante ans. Seul un soutien financier et une médiation politique de ses riches voisins (frères ?) arabes avec lesquels il partage une histoire millénaire, lui ouvriront une perspective de paix et de stabilité. Malheureusement, les voisins et frères arabes n'offrent comme seule réponse au calvaire des Yéménites que la voix des armes et de la guerre. Ainsi, pour sa première

initiative politique d'envergure, la Ligue des Etats arabes fait le choix de la guerre dans la maison du voisin yéménite, déjà affaibli par quarante années de violence et d'instabilité. Triste défi arabe face à une situation de crise politique majeure d'un des leurs. S'il ne faut pas occulter les surenchères politiciennes pour le leadership au Moyen-Orient entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les réduire à la seule dimension religieuse entre chiisme et sunnisme est une tromperie et une hypocrisie dangereuses. C'est tomber dans le piège du « clash des religions et des civilisations » tendu par les cercles occultes qui rêvent d'un chaos mondial où survivront les plus forts, les mieux armés, les plus nantis.

En ces temps modernes, la guerre n'est jamais la solution définitive, ni la réponse aux injustices et humiliations que vivent les populations. Nous en avons les preuves tous les jours ailleurs, en Syrie, en Irak, en Libye, en Palestine occupée, au Yémen, disons-le, dans les pays arabes et musulmans. C'est pourquoi la Ligue des Etats arabes devrait plus s'interroger sur les raisons de cette réalité de violence, de guerre et de misère qui mine ses sociétés, et s'atteler à construire des stratégies politiques et diplomatiques, d'user de compromis politiques et de solidarités multiples, de préférer le dialogue, la tolérance et la justice au choix des armes, de la violence et de la guerre. Triste palmarès politique de la Ligue des Etats arabes : pour une fois qu'elle avait l'opportunité de marquer son histoire diplomatique et politique par une initiative de paix, elle a fait le choix de la guerre. Contre un membre affaibli et malade de sa propre famille.

L'« attaque baissière du baril de pétrole 2014-2015 »

Une stratégie de haute voltige des États-Unis dans une volonté de revanche sur l'Histoire ?

Par Medjdoub Hamed *

Dans un média algérien (1), on lit : «La crise se rapproche à mesure que la conjoncture se gâte encore davantage. Une situation qui rappelle celle de 1986, lorsqu'il y a eu le précédent choc pétrolier qui a conduit l'Algérie, quelques années plus tard, à se mettre sous les ordres du Fonds monétaire international (FMI). Alors que le pays subit une perte de 15 milliards de dollars sur ses réserves de changes en une année seulement, voire moins, (194 milliards à fin 2013 à 179 milliards à fin décembre), quand bien même le choc pétrolier ne s'est déclaré qu'à la mi-juin de l'exercice écoulé, l'Algérie risque une seconde perte sèche de la même ampleur en 2015, de l'avis même des experts du FMI qui ont séjourné fin décembre à Alger [...] Fortement influencée par la baisse des cours du pétrole et la hausse des importations, la balance commerciale retrouve le déficit. Du jamais vu depuis 1998.»

Toujours dans ce même quotidien (2) : «La baisse des prix du pétrole fait craindre le pire aux économies dont les ressources dépendent fortement des revenus de la ressource fossile.

Elle génère aussi des polémiques symptomatiques des « guerres » de positions qui séparent aujourd'hui les pays producteurs, qu'ils soient membres de l'OPEP ou à l'extérieur du cartel.

Il y a quelques semaines, c'était l'Arabie saoudite et les monarchies pétrolières du Golfe qui étaient désignées du doigt et rendues responsables de la déprime des cours en raison de leur refus de baisser leur niveau de production. Aujourd'hui, c'est Riyad qui contre-attaque et juge à mots voilés que les responsables de la déprime actuelle des cours énergétiques ce sont les pays non membres de l'OPEP. Selon le ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaïmi, dont les propos ont été rapportés hier lundi par l'agence officielle SPA, c'est aux pays producteurs non membres de l'OPEP de coopérer pour relancer les prix du brut. Les pays membres du cartel, avertit-il, refusent d'assumer seuls la responsabilité de la baisse des cours. « Nous refusons d'assumer seuls la responsabilité, car l'OPEP n'assure que 30% de l'offre sur le marché, les 70% (restants) étant hors-OPEP ». [...] « Aujourd'hui, la situation est difficile. Nous avons essayé, nous les avons rencontrés, mais nous n'avons pas réussi, car ils ont insisté pour que l'OPEP prenne la responsabilité toute seule », reproche-t-il aux pays non-OPEP. « Tout le monde doit contribuer si nous voulons améliorer les prix, car c'est dans l'intérêt de tous », lance-t-il dans un appel qu'il s'empresse d'accompagner aussitôt de la précision selon laquelle Riyad, comme les autres pays producteurs du Golfe, n'est pas disposé à serrer les vannes et que l'Arabie saoudite « est même en mesure d'approvisionner n'importe quel nouveau client en brut. »

1. POURQUOI L'ARABIE SAOUDITE N'A PAS D'ALTERNATIVE QUE D'AUGMENTER SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE ? QU'IL N'Y A PAS D'ACCORD AVEC LES AMÉRICAINS

Ceci est révélateur qu'il y a quelque chose d'incompréhensible dans ce retournement pétrolier qui n'était pas attendu. Le choc pétrolier surprend à plus d'un titre. Le monde ne comprend pas cette chute rapide des cours du pétrole. Depuis son haut à 116 dollars en juin 2014, le prix du Brent crude oil (pétrole brut de la mer du Nord) a fortement reculé.

Le 16 mars 2015, le baril WTI est tombé à son plus bas niveau depuis six ans, à 42,85 dollars, tandis que celui du Brent ne

valait que 53,38 dollars. En huit mois, les prix du pétrole ont baissé de plus de 50%, depuis leur sommet en juin 2014.

Pourquoi cette cacophonie entre les pays de l'OPEP et non-OPEP ? Il est évident que c'est dans leur intérêt de s'entendre pour baisser la production pétrolière afin d'améliorer les prix, comme le demande le ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaïmi. Mais le ministre peut-il être écouté quand les pays occidentaux producteurs, ne considérant que les plus grands tels les États-Unis, le Canada, le Mexique, la Norvège, le Royaume-Unis et l'Australie comptent pour environ 20% de la production mondiale du pétrole. Et ces pays ne font rien pour que les prix remontent.

Faut-il attendre que la Russie qui dépend du pétrole, ou la Chine qui, au contraire, profite de la baisse des cours qui se traduit par un mieux pour sa balance commerciale, ou les 25 pays producteurs restants sur les 50 que compte le monde et qui produisent chacun moins de 1% de la production mondiale, s'entendent pour qu'un accord entre pays OPEP et non-OPEP voie le jour pour relever les cours ? Il est évident que la situation des pays producteurs est hétérogène, beaucoup sont consommateurs et leurs productions ne leur suffisent pas. Le ministre saoudien a beau haranguer, c'est peine perdue. Il n'y a pas de solution dès lors que les grands pays producteurs sont en désaccord sur cette donne.

Les quatre principaux producteurs Arabie saoudite, Russie, États-Unis et Chine qui pèsent pour 40% de la production mondiale ne pourront jamais s'entendre de par leurs positions antagonistes. Ni les États-Unis ni la Chine ne sont intéressés par une hausse des prix du brut. Les États-Unis « aux motifs géostratégiques dans le monde », la Chine au « motif d'un prix bas et en tant que pays importateur de pétrole net dans le monde ». La Russie, « au motif de sa situation économique et financière difficile eu égard aux sanctions occidentales depuis l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux séparatistes dans la guerre du Dombass (Ukraine) ».

L'Arabie saoudite comme d'ailleurs les pétro-monarchies du Golfe n'ont pas de solution alternative que de procéder comme les autres puissances pétrolières. Pour ces pays, les demandes des pays de l'OPEP de diminuer la production ne sont pas recevables. D'autant plus que « l'Arabie saoudite est aussi confrontée à une situation politique difficile tant sur le plan intérieur qu'extérieur ». Les conflits armés au Moyen-Orient enserrent l'Arabie saoudite et rendent la situation moyen-orientale particulièrement instable.

Ce qui est dangereux elle. Au nord de l'Arabie, la Daesh islamique s'est implantée en Irak et s'est étendue à la Syrie. Au sud, les houthis chiites ont pris Sanaa, la capitale du Yémen, et menacent Aden. A l'est, elle est menacée par l'Iran. A l'ouest, une autre menace, l'Égypte est aux prises avec les islamistes.

Une situation politique extérieure difficile qui exige une stabilité sociale sur le plan intérieur et qui ne peut être permise que par une aisance financière. Ce qui rend donc nécessaire un besoin de royalties pétrolières conséquentes, surtout « à un moment où l'excédent commercial saoudien se contracte de plus en plus et tend à être négatif, obligeant l'Arabie saoudite à puiser dans son stock de réserves de change ».

La seule option qui reste à l'Arabie saoudite est d'augmenter autant que possible sa production puisque, même dans ce cycle baissier du prix du pétrole, les autres pays exportateurs de pétrole se disputent pour attirer des clients potentiels. Ce qui ne fera que baisser encore plus les prix. Sans oublier le pétrole de schiste américain qui a permis aux États-Unis de diminuer fortement leurs importations pétrolières et gazières du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

D'autre part, on fait état de plus en plus

de l'autosuffisance pétrolière des États-Unis, même qu'ils arriveront à exporter vers l'Asie. Ces allégations sont-elles vraies ? Surtout lorsque l'on sait que la production du pétrole non conventionnel n'est pas rentable à moins de 70 dollars.

Cette surenchère force donc les prix pétroliers à la baisse. Aussi se posent les deux questions essentielles : « Jusqu'à quel prix plancher le pétrole peut-il baisser ? Et combien de temps les cours peuvent-ils demeurer aussi bas ? » Enfin, contrairement à certaines affirmations des médias, l'Arabie saoudite ne pousse pas les prix de pétrole à la baisse sur injonction des Américains pour étouffer l'Iran ou la Russie qui soutient l'Iran. Une baisse des prix de pétrole la rendrait vulnérable surtout en période de troubles et d'instabilité dans une région où les soubresauts risquent de s'étendre aux autres pays épargnés jusqu'à présent.

Une pression américaine ne serait certainement pas acceptée par l'Arabie saoudite. On peut même penser que l'Arabie saoudite ignore probablement les plans américains sur cette donne.

2. LES PAYS DU TIERS-MONDE TRANSFORMÉS EN «LOCOMOTIVE» POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE À L'INSTAR DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE

L'auteur algérien (1) qui écrit : «La crise se rapproche à mesure que la conjoncture se gâte encore davantage. Une situation qui rappelle celle de 1986, lorsqu'il y a eu le précédent choc pétrolier qui a conduit l'Algérie, quelques années plus tard, à se mettre sous les ordres du Fonds monétaire international (FMI) », a entièrement raison de rappeler le fameux contre-choc pétrolier de 1986. Il y a étonnement une forte similitude entre la situation pétrolière des années 1980 et celle de 2014-2015...

En effet, ce retournement pétrolier soudain depuis l'été 2015 qui a fait baisser en quelques mois le prix du baril de Brent de plus de 110 dollars à environ 50 dollars n'est pas normal et ne relève ni du pétrole de schiste ni d'une quelconque cause matérielle mais plutôt d'une stratégie concoctée par des officines de think tanks et de financiers américains qui décident de l'avenir du monde.

Il faut seulement se rappeler l'analyse précédente (3) où nous avions montré que « les crises monétaires entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest ont constitué une crise à l'échelle planétaire, et que c'est l'implication de l'ancien monde colonisé qui a eu à départer l'Occident, en sauvant la mise de l'économie mondiale ». En effet, l'irruption de ces pays, en augmentant les prix sur le pétrole et, dans le sillage, les autres pays, les matières premières, a eu un effet salvateur sur l'économie mondiale. Les pays du Tiers-monde devenaient une « locomotive, à l'instar de la puissance américaine », puisqu'ils auront influé positivement sur l'offre mondiale par leur capacité d'absorption ».

Aussi peut-on dire, combien même il y a eu un accord tacite entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, en tant que chef de file du cartel pétrolier, l'OPEP, de libeller le pétrole en dollar, il reste que la hausse des prix pétroliers et des matières premières, a permis de corriger les prix de leurs exportations à leur juste valeur. Il y a donc eu avant les krachs pétroliers une spoliation de fait par les prix sur les richesses de ces pays, depuis leur accession à l'indépendance.

De là, on peut déduire que les crises monétaires et pétrolières des années 1970 ont réalisé un double objectif : mettre fin aux spoliations sur les richesses exportées des nouveaux États « en réajustant les prix à leur vraie valeur », et « prolonger globalement la croissance économique mondiale ». Ce changement de donne a permis de préserver les pays avancés d'une destruction certaine et massive d'emplois, et donc le maintien de dizaines de millions d'Européens et d'Américains dans leurs emplois, comme d'ailleurs pour les pays

du Tiers-monde de consolider leurs économies et leurs États

Si toutes les parties ont trouvé leur compte, il reste que cette situation ne pouvait être pérenne. En effet, l'augmentation des prix du pétrole qui s'est accompagnée d'un accroissement considérable de la masse monétaire dans le monde a provoqué une inflation mondiale. Grâce au dollar, monnaie de facturation du pétrole, les États-Unis, en monétisant leurs déficits, ont continué à répercuter leurs déficits sur le reste du monde malgré le refus des pays européens d'absorber les dollars sans contrepartie-or. Précisément, ce sont ces contreparties physiques issues du libellé monétaire du pétrole et de la forte hausse des cours qui ont obligé les États européens d'acheter des dollars pour régler leurs importations pétrolières des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Cependant cette monétisation des déficits américains adossée au pétrole et matières premières ne s'est pas faite sans entraves puisqu'elle s'est accompagnée d'une duplication des bases de crédit par l'Europe et le Japon. Un gonflement des avoirs en devises entraînait une augmentation de la monnaie centrale sans qu'il n'y ait symétriquement, aux États-Unis, de contraction compensatrice de la base monétaire. La seule pondération de la monétisation des déficits provenait des pays étrangers qui mettaient leurs dollars (placements en bons de Trésor) à la disposition de l'économie américaine.

Cette inflation monétaire, qui a eu pour cause une profusion de liquidités dans le monde, a conduit les banques occidentales à recycler les excédents pétroliers -les « pétrodollars»- à grande échelle. Les emprunts à faible taux d'intérêt mais « variable » ont été contractés massivement par les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Dès 1979, après le second choc pétrolier, les États-Unis inversent leur politique monétaire. La Réserve fédérale américaine serre le « robinet monétaire et augmente le taux d'intérêt à 20% ». Ces mesures scellent la fin de la politique monétaire expansionniste occidentale dans le monde.

Une question se pose « sur ce retournement soudain de la politique monétaire des États-Unis. Pourquoi cette volte-face américaine sur le plan monétaire ? Est-elle dictée uniquement par la lutte de l'inflation ? Ou obéit-elle à d'autres objectifs non déclarés ?

3. UNE POLITIQUE MONÉTAIRE AGRESSIVE SANS PRÉCÉDENT DES ÉTATS-UNIS QUI A CHANGÉ LA FACE DU MONDE

Il faut se rappeler que les États-Unis se trouvaient au début des années 1970 dans une situation très inconfortable dans nombre de plans. Sur le plan militaire, ils essayaient échec après échec. La guerre du Vietnam a été un véritable désastre pour la superpuissance américaine au point qu'est né le mot « syndrome vietnamien » qui a fortement affecté le moral des forces armées incapables de vaincre des forces vietnamiennes, bien plus faibles. Les capacités économiques, technologiques et militaires des États-Unis sont sans commune mesure avec le Vietnam du Nord qui, tout compte fait, est un pays du Tiers-monde. Evidemment, entre un pays qui agresse et un peuple qui défend son intégrité territoriale, culturelle, communautaire, etc., il y a un grand fossé dans la volonté de combattre. Un peuple qui défend son territoire est prêt à tous les sacrifices alors que les forces qui agressent pour le compte des puissances de l'argent ne font que leur métier sans dépasser ce pourquoi elles combattent. L'homme de métier cherche à se préserver, à ne pas mourir contrairement à celui qui cherche à libérer son pays qui est prêt à tout. Et les exemples sont légion, la guerre en Corée en 1953, la guerre d'Algérie en 1954, et récemment la guerre en Irak (2003-2011).

Suite en page 13

L'« attaque baissière du baril de pétrole 2014-2015 »

Une stratégie de haute voltige des États-Unis dans une volonté de revanche sur l'Histoire ?



Suite de la page 12

Les motivations sont donc différentes et expliquent la défaite militaire américaine. De plus, la guerre du Vietnam a été accompagnée par des crises monétaires de grande ampleur entre l'Europe et les États-Unis. Les Européens, refusant de financer les déficits américains, ont conduit le président Nixon à mettre fin, le 15 août 1971, à la fin de la convertibilité du dollar en or. Ces crises monétaires entre les États-Unis et l'Europe ont continué jusqu'en 1973. La guerre du « Kippour », en octobre 1973, donna l'occasion aux pays arabes de procéder au quadruplement du prix du pétrole - c'est le premier krach pétrolier - et de décréter un embargo pétrolier contre les États-Unis pour leur soutien à Israël.

Sur ce point, il faut plutôt dire qu'« une mystification a été fomentée par les Américains, faisant croire aux pays arabes - et ces derniers y croyaient réellement - qu'ils imposaient un embargo aux États-Unis », alors qu'en réalité, les pays arabes dans leur conflit avec Israël étaient utilisés par les Américains pour faire monter les prix du pétrole, dans le but évident d'augmenter les cours pétroliers et d'obliger les pays européens récalcitrants d'acheter plus de dollars pour leurs importations pétrolières des pays arabes. Ce faisant, ils finançaient leurs déficits.

La guerre israélo-arabe de 1973 vient aussi imprimer un tournant dans la stratégie américaine. Les États-Unis qui ont été fortement déstabilisés au Vietnam sont de nouveau secourus par cette guerre qui a vu la ligne israélienne de Bar-Lev jugée infranchissable emportée en quelques heures par les forces égyptiennes ainsi que les points de défense israéliens. Même s'il y a eu un rétablissement d'un équilibre au sud de l'Égypte grâce au soutien des États-Unis, les stratégies américaines savent qu'Israël ne fait plus le poids face aux puissances montantes de la région et qu'il fallait absolument soustraire l'Égypte du front arabe.

C'est ainsi que, pour parer aux conflits qui risquaient de mettre Israël dans une situation difficile, des conflits sont étendus au Liban et dans d'autres contrées comme, par exemple, en Afrique du Nord, le Sahara occidental, pour créer des difficultés aux autres

pays arabes dans leur lutte anti-impérialiste.

Enfin, un dernier élément, et celui-ci va s'avérer central dans la stratégie américaine, c'est la « carte islamiste » qui va changer complètement les données de la région et déstabiliser l'ensemble des pays musulmans. Comme on le voit aujourd'hui. A cette époque, l'islamisme n'apparaissait pas encore, les mouvements nationalistes révolutionnaires avaient encore pris sur les masses musulmanes. Seules les pétro-monarchies et les États-Unis l'utilisaient comme rempart contre l'Union soviétique, allié des pays musulmans progressistes.

Précisément, devant les échecs de la superpuissance américaine et son recul géostratégique dans le monde, l'Union soviétique avançait ses pions dans la région proche- et moyen-orientale et en Afrique du Nord. Face à cette situation de reflux de leur puissance, les États-Unis feront de l'année 1979 un tournant dans leur stratégie planétaire. « Des menées subversives tous azimuts pour changer le cours des événements accompagnées d'une politique monétaire agressive sans précédent ».

Les États-Unis devaient à tout prix inverser l'équilibre des forces en leur faveur. En plus du détronement du Shah qui visait de transformer l'Iran en puissance nucléaire et son remplacement par un régime islamiste, du piège tendu à l'URSS dans son entrée en guerre en Afghanistan, et de la guerre fomentée entre deux pays musulmans l'Iran et l'Irak, ils décidèrent qu'« il n'était plus question pour eux de jouer le rôle de « locomotive mondiale ». De là se comprend pourquoi la Réserve fédérale américaine augmenta massivement son taux d'intérêt directeur et serra le robinet monétaire.

Les pays européens se sont trouvés eux aussi pris au piège. Devant la raréfaction des crédits américains, les pays européens ne pouvaient plus dupliquer les crédits américains, le robinet monétaire américain étant fermé. Toute injection monétaire américaine était minutieusement affectée aux besoins stricts de l'économie sans inflation. Quant aux pays européens, ils devaient suivre strictement la politique monétaire américaine. Mais, n'ayant pas le libellé monétaire du pétrole dont seul le dollar a le statut, et ne pouvant diminuer les liquidités, les pays européens ont vu progressivement leurs monnaies se déprécier de plus 100%. La valeur du dol-

lar en franc et en Deutschmark a plus que doublé en 1985 par rapport au cours de 1980. Le dollar est passé en moyenne de 4,03 F en janvier 1980 à 10,11 F pour un dollar en mars 1985. Le Deutschmark est passé de 1,72 DM en janvier 1980 à 3,11 DM pour un dollar en mai 1985.

Cette situation de raréfaction de crédit et de hausse des taux d'intérêt en Occident a fait exploser l'endettement dans le monde. Les pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie, tous endettés, se sont trouvés à subir des programmes d'ajustement structurels draconiens sous l'égide du Fonds monétaire international avec une restructuration de leur dette. Des pays exportateurs de pétrole, touchés par le contre-choc pétrolier de 1986, ont vu leurs réserves de change laminées par la crise. Le recours à l'endettement qui a débouché sur une situation de cessation de paiement de la dette les a obligé à leur tour de subir le « traitement de choc » du FMI.

Des conséquences graves ont résulté même pour la superpuissance américaine qui a subi une forte récession entre 1981 et 1983. Le taux de chômage américain a bondi durant cette période de 7% à 11%. Quant au bloc Est et l'URSS, la chute du mur de Berlin en 1989 aura marqué le début de la fin du bloc socialiste de l'Est. L'Union soviétique disparaissait définitivement de la scène mondiale en décembre 1991. A cette date, une page de l'humanité est tournée. On peut dire que « les États-Unis ont eu vraisemblablement leur revanche sur l'Histoire. »

4. QUESTIONNEMENT SUR LE MONDE À VENIR

Après ce rappel d'une époque, qu'en est-il aujourd'hui ? N'a-t-on pas vu comment une politique monétaire agressive des États-Unis a changé la face du monde ? L'Histoire risque-t-elle de se répéter ? Et changer quoi ?

N'assistons-nous pas aujourd'hui à « une attaque baissière du prix du baril de pétrole depuis 2014 » ? Les États-Unis ont-ils opté pour « mettre fin à leur rôle de locomotive mondiale » ? et forcément inférer sur les locomotives chinoise et des pays exportateurs de pétrole dans leur rôle de soutenir la croissance mondiale par leur « capacité d'absorption ». Une politique dissuasive de croissance dans le monde qui

nous mène à penser que de nouveau, une « stratégie de haute voltige », à l'instar des années 1980, est mise en œuvre par les États-Unis. Le même processus est vraisemblablement en train de jouer. L'Irak et l'Afghanistan ont remplacé le Vietnam. Une URSS renaît de ses cendres et a pour nom la Russie. Et surtout la Chine qui est devenue pantagruélique sur le plan économique mondial. Elle rafle une grande partie des marchés mondiaux sur tous les continents, y compris en Occident. Qu'augure-t-elle cette Chine mystérieuse ?

L'islamisme armé se trouve à son summum et s'étend partout là où il y a une odeur de pétrole... ou d'uranium. Et surtout, la théâtralisation macabre de l'islamisme et les menées subversives des groupes armés tant dans le monde arabo-musulman qu'en Occident non seulement déstabilisent les régimes politiques arabes mais rendent une situation mondiale incertaine. La question se pose : « Y aura-t-il de nouveau un chambardement de l'équilibre mondial ? Les Américains ont-ils mesuré le degré d'incertitude et donc de danger dans leurs manœuvres subversives dans le monde arabo-musulman. Pensez-ils changer l'ordre de puissance comme dans les années 1980 en agissant sur la donne pétrolière ? » Tel est le questionnement qui se pose sur le monde à venir.

M. H.

*Auteur et chercheur spécialisé en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective.
www.sens-du-monde.com

Notes :

1. « Chute des prix du pétrole : L'Algérie, entre le marteau et l'enclume », par Yani T., 24 mars 2015. <http://www.reporters.dz/>
2. « Pétrole : Riyad accuse les pays non-Opep de déprimer les marchés », par Kahina Sidhoum, 24 mars 2015. <http://www.reporters.dz/>
3. « Le dollar US et les « Forces historiques inattendues ». Irruption et nécessité du pétrole, un « catalyseur anti-crise » (9^{ème} partie), www.sens-du-monde.com, www.lesquotidiens-oran.com, www.agoravox.fr
4. « L'or, un enjeu mondial. Pourquoi l'Algérie, pour sa sécurité, doit augmenter ses réserves d'or ? » (8^{ème} partie), par Medjdoub Hamed, le 12 mars 2015. www.sens-du-monde.com, www.lesquotidiens-oran.com, www.agoravox.fr
5. « La question de l'or, presque « insoluble » qui fâche les puissances. Les forces historiques en marche » (7^{ème} partie), par Medjdoub Hamed, le 12 mars 2015. www.sens-du-monde.com, www.agoravox.fr

Comme à l'accoutumée, à chaque date-événement marquante de l'histoire, Algérie Poste émet un timbre de circonstance.

Mange et tais-toi !

Par Hamid Dahmani

Donc, durant le mois de mars deux timbres-poste sont venus enrichir l'album philatélique sur un sujet très pertinent « les droits du consommateur ». Un thème d'actualité sur les droits du consommateur bafoués et sur la dangerosité des produits alimentaires que nous ingurgitons au jour le jour. Une émission postale qui servira l'affranchissement de notre courrier avec ces deux timbre-poste représentant chacun un couffin protégé par un parapluie et un caddy avec une étiquette code-barres pour sensibiliser la société civile sur les dégâts de la mauvaise alimentation.

La sonnette d'alarme est tirée par l'association de protection des droits du consommateur contre les risques de la malnutrition responsable de toutes ces maladies meurtrières du siècle (obésité, diabète, tension artérielle, cancers...). La santé du consommateur va très mal et les responsables ne font pas de différence entre la nourriture saine et la pourriture dégoûtante qui nous inonde.

Aussi, pour le besoin pressant de l'heure, notre ambassadeur postal a-t-il été chargé de la mission de la sensibilisation du consommateur qui n'est pas très regardant sur la qualité de ces produits alimentaires.

L'importation, les cultures intensives, l'élevage industriel, les produits manufacturés, la restauration rapide, sont le vivier de la mal-bouffe. C'est le fait accompli, et le bio ne fait plus le poids écologique. Il y a un manque de considération pour les consommateurs malchanceux que nous sommes.

La Journée mondiale est célébrée dans les pays fragiles avec des discours sans espoirs et des promesses sans aucune volonté d'atténuer l'augmentation des risques des maladies liées à la mauvaise alimentation. Les droits fondamentaux de la population en matière de consommation sont en périls.

Il faut protéger le consommateur des préjudices commerciaux et des aléas du temps. La vie du consommateur inquiète et ne tient plus à aucun fil salvateur. Il ne mange pas bien et il ne se soigne pas bien. Le consommateur est devenu une proie facile et la première victime de l'arnaque commerciale. Les acheteurs hasardeux se multiplient au fil du temps et ne vérifient pas ce qu'ils achètent et ne réalisent pas que le danger est imminent et qu'il menace sérieusement leurs existences.

La santé se détériore rapidement grâce à l'anarchie de la transaction de ched-med et du marché périlleux de l'import sans mesure. Business oblige, les commerciaux véreux sont tentés par le marché de la consommation d'importation et n'hésitent pas à mettre sur les étals des produits alimentaires sans traçabilité, périmés et nocifs pour notre organisme.

Les senteurs, les saveurs et le bonheur de se nourrir avec des aliments naturels c'était hier. Aujourd'hui, le plaisir n'est plus culinaire et la bouffe est un besoin de survie machinal sans délice.

Le bien-être est lié à l'alimentation saine. Sans règle préventive et une assurance contre l'opacité des produits et de leurs origines. Acheter et vendre normalement est une transaction transparente qui repose sur des droits et des devoirs entre deux parties. L'arsenal juridique chez nous n'est que de la poudre aux yeux. On fait ce qu'on veut dans son épicerie et on écoule de la marchandise suspecte et prohibée aux risques de l'irréparable.

Mange et tais-toi !

Le pain est vendu en dehors du circuit réglementaire de prévention au vu et au su des organismes chargés du contrôle et de la qualité.

Les sachets de lait sont présentés dans des caisses en plein soleil devant les portes des épiceries.

Des boîtes de fromage incognito plein de soupçons sont vendues dans des emballages sans aucune information sur leur provenance dans des supérettes. Pour les viandes rouges et blanches ce n'est pas le parfait mais tout baigne dans l'anarchie, la tolérance et l'indulgence affichée par les pouvoirs publics.

Les débits de boissons ou café sont dans un état d'insalubrité reprochable et l'hygiène des lieux n'est pas le premier souci des tenanciers. C'est la liberté des prix et la liberté de vendre ce que je veux dans ma boutique.

La spéculation fait la prospérité des affameurs qui tirent profit de l'absence et du laxisme des autorités pour saigner notre économie et trafiquer librement sur le dos du malheureux consommateur. Ils sont vraiment timbrés ces commerciaux qui ne se soucient guère des actes de tricherie répréhensibles qu'ils commettent gratuitement et en toute connaissance de cause en remplissant leurs hanout de denrées alimentaires avec des appellations bidon jugées néfastes pour la santé. La conscience professionnelle fait le grand défaut chez les mabouls.

Les graisses, les sucres, les colorants, les stabilisants, les arômes font des ravages dans les composants alimentaires sans valeur nutritive pour le corps humain. Le bonheur n'est plus dans l'assiette. Notre assiette est empoisonnée par les composants chimiques et les pesticides et les timbres-poste sont appelés à la rescousse pour nous affranchir de la médiocrité et suppléer les instances et les assistés dans la promotion d'une alimentation saine de la population.

Le libéralisme, l'informel et la politique dévastatrice du protectionnisme archaïque sont les premières causes de la déroute de l'économie et du commerce formel. Le consommateur algérien n'est pas à l'abri des conséquences qui peuvent être dramatiques pour sa santé à partir des produits dont la provenance et la qualité alimentaire sont plus que douteuses. Le parapluie du bien-être n'est pas ouvert sur la tête du consommateur. La journée du 15 mars n'est qu'un slogan sur banderole « fi bled miki ». Et l'autosuffisance alimentaire ce n'est pas pour demain. L'embellie agricole productive est ailleurs, sur d'autres terres plus laborieuses et plus intégrées.

Le contrôle dans le bled c'est pareil à la météo, il y a des moments d'averses et des moments d'ensoleillement pour appliquer les lois de la République. Les services de surveillance oublient vite que le contrôle doit être régulier et inopiné chez les commerces qui sont souvent en infraction avec le code du commerce.

L'étiquetage, le code-barres, les factures, c'est du bidon si en face de cette grande méléie il n'y a pas la rigueur dans toute sa rigidité contre les contrevenants.

Il n'y a qu'une seule alternative pour sortir de ce marasme de la mondialisation et de globalisation qui oblige le gouvernement à revoir sa copie d'adhésion pour équilibrer et mettre des bases solides de fonctionnements sûres pour la stabilité et l'équilibre du commerce. Au point où on en est, on ne voit pas ce qui retient le gouvernement de prendre le taureau par les cornes et parapher les engagements d'accession avec l'OMC au lieu de traîner avec la politique du protectionnisme stérile de nos capacités de production dérisoires.

LA CHRONIQUE
DU BLEDA RD

Paris : Akram Belkaïd



La dynamique FN

(suite et pas fin...)

La semaine dernière, commentant le résultat du premier tour des élections départementales françaises, je m'interrogeais sur la possible présence de Marine Le Pen, au second tour de la présidentielle de 2017. Sept jours plus tard, et même si le Front national n'a remporté aucun département (son score global avoisine tout de même les 24% des suffrages), nombreux sont ceux pour qui la question ne se pose même plus. Pour eux, il n'y a aucun doute à avoir, la fille de Jean-Marie y sera. Mieux (ou, plutôt, pire...), il y a même de fortes chances pour qu'elle occupe la première place, au soir du dimanche du premier tour.

Cette perspective, autrement dit la réédition de ce qui s'est passé le 21 avril 2002 (la fille remplaçant le père), va donc façonner la politique intérieure française, au cours des deux prochaines années.

C'est par rapport à cette hypothèse majeure que les prétendants au poste de président vont se positionner. Pour eux, l'objectif sera clair et simple : se retrouver au second tour face à la Marine signifiera une victoire quasi-certaine grâce aux reports de voix. Comme en 2002, mais certainement, de manière moins massive (Jacques Chirac avait totalisé 80% des suffrages contre Jean-Marie Le Pen), de nombreux électeurs devraient avoir un réflexe républicain pour faire barrage à l'extrême droite.

Pour Nicolas Sarkozy, plus que jamais décidé à revenir à l'Élysée, l'objectif sera de sonner le rappel des troupes. Il lui faudra, non seulement remporter la primaire contre ses petits camarades (dont Alain Juppé) mais il devra, aussi, convaincre les centristes de ne pas présenter de candidat afin de lui éviter de perdre des voix précieuses au moment du décompte du premier tour.

Dans le même temps, il est plus que probable que l'ancien président fasse une campagne de droite dure, afin de chasser sur les terres du Front national. Même si Patrick Buisson, son éminence grise, durant son quinquennat, n'est plus de la partie, Nicolas Sarkozy a déjà annoncé la couleur (brune) en se disant, notamment, favorable à la suppression des repas, sans porc, dans les cantines.

« Plus je cogne sur la banlieue, plus je monte dans les sondages » avait-il expliqué à quelques journalistes, réunis par lui, à moins d'un an de la présidentielle de 2007.

Cette fois-ci, c'est sur l'Islam et les musulmans de France que le mari de Carla



Bruni va concentrer son tir. La tactique est aisée et favorisée par l'air du temps mais rien ne dit qu'elle sera aussi bénéfique qu'à l'époque de fameux et fumeux débat sur l'identité nationale.

La dynamique du Front national est telle que ses électeurs seront moins passibles de succomber aux chants des sirènes sarkozyennes, préférant l'original à sa copie. De même, il sera un peu compliqué, pour le champion de la droite, de rassembler, à la fois le centre et l'extrême droite. Difficile mais pas impossible...

A gauche, la problématique du rassemblement sera tout, autant, fondamentale sinon plus. On se souvient qu'en 2002, c'est, entre autres, la multiplication des candidatures qui a éliminé Lionel Jospin du premier tour. Cette fois-ci, François Hollande – à supposer qu'il soit candidat à sa réélection – va devoir convaincre plusieurs personnalités de ne pas y aller.

Si on voit mal Christiane Taubira, ministre actuelle de la Justice, retenter le coup, comme en 2002, d'autres vont âprement négocier leur non-candidature. On pense, notamment, aux écologistes mais aussi à ce que l'on appelle, aujourd'hui, la gauche de la gauche.

Et là, se pose la question de ce que Hollande – ou peut-être Valls, si l'impopularité du premier reste aussi forte – va promettre à son camp. Pour certains de ses conseillers, il suffira, juste, d'agiter le chiffon rouge d'un nouveau 22 avril pour que le thème du rassemblement s'impose. En clair, les mauvaises volontés, les renâcleurs, les frondeurs, les contestataires se feront une raison, au nom de la victoire... Libre à eux, ensuite, mais seulement ensuite, de montrer leur colère et de bouder dans leur coin.

Pour ces conseillers, ce scénario s'est, déjà, réalisé par le passé, il n'y a, donc, pas de raison pour qu'il se reproduise.

Reste à savoir ce que les écologistes et la gauche de la gauche pensent de tout cela après trois années de hollandisme socio-libéral. Vont-ils, encore, faire semblant d'y croire ? Vont-ils encore jouer la ritournelle du « mieux vaut être dedans qu'à l'extérieur ? ». A quel discours dilatoire vont-ils faire semblant de se rallier ? Il sera difficile à François Hollande d'expliquer aux militants progressistes qu'il a mis la finance au pas... A moins de compter sur la mémoire courte des électeurs. Cela s'est déjà vu. Ou alors, il suffirait que Sarkozy en fasse trop – c'est-à-dire qu'il soit lui-même – pour que les uns et les autres se résignent à manger de nouvelles couleuvres.

Mais il y a une autre hypothèse qui mérite d'être, sérieusement, prise au sérieux. En l'état actuel des choses, et sachant que le gouvernement Valls ne cesse de claironner qu'il ne changera pas de politique (cela grâce à ses résultats flamboyants), de nombreux sympathisants de gauche sont bien décidés à provoquer une rupture avec le Parti dit socialiste.

En sortira-t-il un vrai pôle de gauche, le PS étant appelé, de toutes les façons, à changer de nom et à rejoindre son habitat naturel qu'est le centre ? La chose est possible. Cela constituerait, certes, une grosse rupture susceptible d'offrir le pouvoir à la droite pour de longues années (du fait du rétrécissement du camp de la gauche). Mais ce serait, peut-être, le socle de départ pour une vraie reconquête et une vraie rupture avec ces victoires électorales suivies, immédiatement, par des renoncements.

A suivre...

Les TIC, l'enseignement et «des tics»

« La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre » (Albert Einstein)

Par Dalila Bérass
& Rachid Brahmi

Laisant probablement de mauvaises traces que l'on souhaite minimiser, et suite à un accord, la grève à l'école, que l'on ne souhaite pas être un fréquent refrain, a été enfin interrompue, et l'accélération des événements semble avoir dépoussiéré un dossier, celui relatif à l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement (TICE). A cet effet, la numérisation du secteur de l'éducation nationale, dans ses volets managérial, pédagogique et didactique, comme rapporté par les médias, ne peut que recueillir, raison et rationalité obligent, l'adhésion des bonnes volontés au sein de la famille de l'éducation et ses partenaires, dans l'intérêt bien compris de l'élève, de l'enseignant et du système éducatif.

Sans aborder les appréhensions et controverses suscitées par les objectifs et actions du MEN, car détournant un fleuve de son cours normal, il est probablement utile de rappeler l'essentiel de nos contributions portant sur les TIC d'une manière générale puis leur intégration dans l'éducation, qui avaient fait l'objet d'articles de presse, encore d'actualité, bien que datant de plusieurs années (cf références).

Les TIC étant l'un des piliers de l'économie fondée sur la connaissance (EFC), celle-ci part du constat que des activités immatérielles liées à la recherche et à l'éducation tendent à prendre une ampleur croissante dans l'économie mondiale. Le niveau de scolarisation des populations a augmenté dans le monde, avec une réorientation des structures productives vers des activités créatives et l'utilisation de nouvelles connaissances. Aujourd'hui donc, où il est question de l'économie de l'immatériel, où la nouvelle source de richesses est la connaissance, et non plus les réserves du sous-sol ou le capital financier, l'apport des TIC s'avère incontournable. Ainsi, nous assistons, grâce à l'essor des TIC, au passage d'une économie industrielle à une économie fondée sur la connaissance, dont les investissements portent sur l'éducation, la formation et la recherche, avec une utilisation marquée des réseaux numériques. Un profond changement de paradigme a dès lors affecté tous les aspects du fonctionnement de l'activité humaine.

Dans ce « village planétaire » où tout se traite en temps réel, les TIC à travers l'ordinateur, l'Internet, l'Intranet, les chaînes satellitaires, les tablettes, le smartphone, abolissent les frontières et nous donnent la possibilité de développer de nouvelles solutions pour faire face aux défis d'aujourd'hui. Un point de non retour a été atteint, avec l'émergence de la société de l'information comme moyen de cerner les enjeux stratégiques liés à la maîtrise des marchés globaux. Tous les pays développés s'accordent à dire que la croissance mondiale passe par cette révolution technologique où un meilleur usage et une utilisation plus étendue de l'information numérique, instrument du Savoir et de la Connaissance, est un facteur clé de la compétitivité, de création d'emplois et d'amélioration du niveau de vie pour l'ensemble de la société. Les TIC ont provoqué un grand changement dans les pays développés, les autres doivent suivre et s'inscrire dans cette logique au risque d'être marginalisés ou de disparaître.

Propulsée dans la société numérique, l'Algérie, à l'instar d'autres pays, sans logistique informationnelle, sans moyens conséquents et sans formation adéquate accuse alors un retard certain, même si le marché des TIC est actif et se dynamise. Il existe en effet, de plus en plus d'acteurs locaux et internationaux privés qui pous-

sent l'Etat à afficher des ambitions de modernisation technologique. Les besoins existent et l'influence extérieure (présence d'entreprises étrangères, adhésion à l'OMC, accords d'association avec l'U.E) devrait amener toute organisation à intégrer l'outil informatique pour plus de performances. D'autre part, avec l'entrée en lice de plusieurs fournisseurs, le réseau Internet est présent dans toutes les régions du pays, même si sa généralisation est freinée par plusieurs obstacles. Pour la téléphonie, nous pouvons dire que les résultats obtenus pour le mobile (devenu un instrument de connexion à la toile), ont dépassé les prévisions.

Par ailleurs, les TIC offrent de nouveaux moyens de produire et diffuser le savoir. C'est ce qui nous amène à considérer les Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement (T.I.C.E). Nous soulignerons qu'une polémique avait surgi en Europe, dès la moitié des années 80, autour de l'intégration des moyens audiovisuels dans l'enseignement. Un peu plus tard, une première thèse défendait l'intégration des TIC dans les systèmes de formation, la seconde annonçait l'écroulement de l'enseignement traditionnel en invoquant «l'impérialisme du progrès technique». Certains partisans de la seconde thèse pensaient en outre que «la formation de l'individu ne passe pas par sa capacité à utiliser des savoirs déjà mis en boîte».

D'autres considéraient les T.I.C.E comme «concurrentes et substitutives de l'enseignant». Ainsi, l'intégration des TIC a toujours provoqué une résistance au changement pouvant aller de l'appréhension jusqu'à une «technophobie», une manie ou des tics dirions-nous, relevé par des études ergonomiques qui indiquent que «la compréhension de ces résistances est capitale dans la mise en œuvre du changement. Aujourd'hui, cette technophobie est relativement minime, dans la mesure où les jeunes sont nés pendant et après l'apparition des TIC qui constituent pour eux un outil naturel de communication. Il suffit seulement de les accompagner pour une meilleure exploitation des ressources numériques éducatives. A cet effet, en ce troisième millénaire, un diplôme est nécessaire pour prétendre à un emploi exigeant des qualifications, mais pas suffisant, car l'apprentissage se fait tout au long de la vie, y compris pour le métier d'enseignant. Quant à l'apprentissage de l'élève ou de l'étudiant, qui était centré sur «le prof qui sait tout», il est orienté maintenant vers les ressources qui ont pour objectif de faire de l'apprenant un entreprenant et non pas un assisté. Le rôle de l'enseignant a donc forcément changé, les compétences étant devenues multiples, transversales. Il a donc toujours été nécessaire d'engager un travail informationnel, afin de permettre à chacun d'opérer sa remise en question, son introspection. La reconnaissance de l'apport des TIC dans la formation est donc quasi-unanime chez les spécialistes de l'éducation et diverses instances internationales auxquelles adhère l'Algérie. Si des pays, dont le notre, éprouvent maintes difficultés, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que, couplée à l'enseignement classique, la transmission du savoir par les TIC constitue une valeur ajoutée et obéit à des impératifs didactiques et socio-économiques. Ainsi, nous pouvons observer un gain de temps, une commodité et une souplesse dans le travail, même si cela nécessite quelques efforts préliminaires, pour des moins jeunes, car la rentabilité et la satisfaction sont perceptibles à court terme. En outre, s'agissant uniquement d'un PC, si on lui adjoint des CD Roms, l'éventail s'élargit notablement, car nous savons qu'il existe toutes sortes de CD éducatifs (dictionnaires, encyclopédies, cours, recueils d'exercices, et autres logiciels interactifs) Nous pouvons donc dire que nous tendons vers au moins deux des «cinq zéros olympiques» chers aux spécialistes de la qualité et des normes (normes ISO entre autres) qui préconi-



sent le zéro papier, c'est-à-dire l'usage minimal de paperasse encombrante, et le zéro délai, puisque le gain de temps réalisé grâce à l'outil numérique est appréciable.

Si maintenant nous sommes connectés à Internet, cette toile dite «la bible du savoir» par les occidentaux, nous sommes alors en présence d'un intarissable puits d'informations. Cette base de données est une précieuse ressource documentaire pour bon nombre d'utilisateurs, dont les formateurs, les chercheurs et tout apprenant. La gestion de l'information s'acquiert toutefois par l'apprentissage, l'abondance des sources n'étant pas un facteur dispersif mais un atout. A ce propos, le sémiologue Romand Barthes, le philosophe Edgar Morin et le sociologue Dominique Wolton s'accordent à souligner que les individus développent leur aptitude critique lorsque les sources d'information se multiplient. La recherche documentaire contribue, d'autre part, à rendre l'apprenant autonome s'il est mis en situation de construire sa connaissance sous l'égide du formateur. Cette construction qui modifie le rôle des acteurs en présence (formateur-apprenant) se fait également entre apprenants pour une cognition sociale, la notion de concurrence cédant sa place à celle de partenariat prend tout son sens dans les systèmes de formation en particulier et dans tous les secteurs d'activité en général, dans cette époque de l'économie du savoir. Nous pouvons également noter que le e-Learning, qui revêt plusieurs formes, est «une démarche pédagogique reposant sur l'utilisation des différentes technologies de l'information et de la communication en substitution ou en complément de formations présentielles».

D'autre part, à l'aide d'un CD interactif ou connecté à l'Internet, l'apprenant (élève, étudiant, enseignant ou autre) travaille à son propre rythme. On parle également de e-Learning lorsque l'apprentissage se fait au moyen d'un réseau numérique ou encore de la visio-conférence. Nous sommes alors en présence d'une «formation virtuelle» dans laquelle les formateurs et les apprenants sont en interaction directe et visuelle. Cependant, le système d'autoformation s'avère plus pratique à appliquer, car la visio-conférence est peu utilisée, même dans les pays avancés, à cause de ses coûts et de ses impératifs techniques (matériel de visio-conférence, webcam, large bande passante...). Quant à l'utilisation des TIC en Algérie, dans la formation à distance, comme complément, soutien ou support à la formation traditionnelle, n'est-il pas intéressant d'utiliser les techniques maîtrisables, existantes et à moindres coûts, à savoir une chaîne de télévision spécialisée et les chaînes de radiodiffusion nationales et locales, qui pourraient, notamment, limiter le recours aux cours de soutien payants ? Par ailleurs, toujours couplé à l'enseigne-

ment traditionnel, l'enseignement à distance et sous tutorat pourrait combler partiellement la carence des infrastructures et le déficit d'encadrement, face à des flux importants d'apprenants.

Pourquoi encore les TICE ? Parce qu'il y a une forte pression sociale, puisque les jeunes savent que la maîtrise de l'utilisation de l'outil informatique leur permet de trouver plus facilement un emploi, dans le secteur tertiaire pris comme exemple. L'investissement rentable, les coûts comparativement faibles, le travail en temps réel, la souplesse des échanges et l'énorme bibliothèque à travers les moteurs de recherche constituent autant d'éléments qui plaident en faveur d'efforts à fournir pour intégrer ces outils dans nos systèmes de formation, ceux-ci ayant basculé à travers le monde, avec l'apport des TIC et la globalisation.

Sinon, dans le cadre de l'enseignement traditionnel en Algérie et les conditions dans lesquelles il se fait, l'enseignant se trouve en train de tout gérer, sauf l'aspect pédagogique qui est à la traîne. Concernant les TIC, il est évident qu'elles constituent un levier important pour le développement économique de l'Algérie. Les différentes stratégies adoptées tentent d'éviter la fracture numérique, pour bien se positionner alors, face aux pays émergents.

Les TIC, outil de travail et source de croissance aux enjeux déterminants et multiples, devraient permettre à tous d'avancer, de sortir du sous-développement. Les difficultés étant liées à la formation à la maîtrise du Savoir, le premier investissement pour assurer un développement durable c'est bel et bien l'homme qui ne devrait pas être à la périphérie de la stratégie d'intégration des TIC.

L'Algérie, qui doit emprunter résolument les autoroutes de l'information, saura-t-elle bien embrayer sur ce troisième millénaire qui a déjà englouti quinze années ? Car si nous calons, ce sont bien nos enfants qui seront expulsés du Futur.

Références :

1. Edgar Morin, *La Connaissance de la Connaissance*, édition du Seuil 1986
2. Dalila Bérass, «Les TIC Au Maghreb: états des lieux et perspectives», actes de conférence MAGHTECH: Gouvernance Locale et Economie de la Connaissance au Maghreb, Algérie: Editions Dar Al-Adib, Décembre 2004, P 233-234
3. Dalila Bérass, *Entretien El Watan du 08 mars 2007 (rubrique Sign de Com)*
4. Dalila Bérass et Rachid Brahmi, in *Le Quotidien d'Oran du 13 et 14 mars 2007*, « Pour une université sans craie et sans tableau »
5. Rachid Brahmi et Dalila Bérass, in *Le Quotidien d'Oran du 08 et 09 avril 2007*, « Le Savoir en flashes »

■ Les banques centrales sont-elles devenues schizophrènes ?



Par Anthony Escurat

Depuis la crise de 2007, les certitudes n'existent plus au pays feutré des banquiers centraux. La chute de Lehman Brothers notamment, ayant ébranlé les totems des tenants de la financiarisation à tous crins de l'économie.

Dès lors, pour porter secours à une économie mondiale au bord du précipice, les banques centrales sont revenues, tel un barreur dans la tempête, à l'épicentre de la scène économique. Jouant tantôt du bâton via les accords de Bâle 3, tantôt de la carotte par le biais des politiques monétaires non conventionnelles. Au risque de flirter parfois avec la schizophrénie. Décryptage. Revenus de leur stupeur, les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont entériné lors du sommet de Séoul en novembre 2010 les accords dits de « Bâle 3 ». L'objectif : renforcer le niveau et améliorer la qualité des fonds propres des établissements bancaires avec en ligne de mire l'idée d'éviter de faire une fois de plus

appel aux subsides publics pour leur venir en aide en cas de nouveau choc systémique. Autrement dit, pour en améliorer la solvabilité, le comité de Bâle, chargé de la supervision bancaire internationale, a opté pour un relèvement du ratio de fonds propres des institutions financières. En substance, derrière la main du régulateur se cache la volonté des gouvernements -refroidis par la crise des dettes souveraines résultant des différents plans de relance- de ne plus se porter garants de nouvelles dettes privées. Un cadre prudentiel battu en brèche par de nombreux banquiers estimant -à tort ou à raison, l'avenir nous le dira- que celui-ci conduira à corser un peu plus les activités d'intermédiation bancaire, déjà enkystées par la crise, empêchant ainsi les banques de rouvrir les vannes du crédit aux entreprises et aux particuliers. Un poids réglementaire supplémentaire susceptible d'obérer, ce faisant, la relance de l'activité.

Dépôtaires du maintien de la stabilité des prix, les banques centrales le sont également de la vigueur de la croissance et de la création d'emplois. Chronologiquement, la Fed, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre l'ont

compris bien avant la BCE en conjuguant à des taux d'intérêt historiquement bas, des rachats massifs d'actifs. Pionnière, la Fed, au plus fort du fameux « quantitative easing » mis en place par Ben Bernanke, a injecté 85 milliards de dollars par mois dans l'économie d'outre-Atlantique. Fille aînée de la très orthodoxe Bundesbank, la banque centrale européenne a, quant à elle, attendu près de huit ans pour « faire tourner la planche à billets ». L'occasion de scruter à la loupe les effets globalement positifs -sur l'économie réelle des plans d'assouplissement quantitatif américain, britannique et japonais.

Dès lors, face à l'effet ciseau européen combinant atonie économique et menace de déflation, Mario Draghi a dévoilé en janvier dernier un plan historique : la banque de Francfort prévoyant d'acheter 60 milliards d'euros par mois de dettes publiques et privées jusqu'à fin septembre 2016 dans l'optique de doper la croissance de la zone euro et d'en réveiller l'inflation. Sur le plan technique, en achetant massivement des obligations (et donc en abaissant de facto leur rendement), la BCE entend inciter les banques à prêter davantage aux entreprises et

aux particuliers. Par ricochet, l'euro continuera de se déprécier face au dollar, au plus grand bonheur des exportateurs du Vieux continent.

Les banques européennes sont donc aujourd'hui prises en tenaille entre une réglementation internationale toujours plus coercitive et une politique monétaire de la BCE historiquement incitative. Au milieu du gué, les entreprises de la zone euro se retrouvent, quant à elles, face à une situation contradictoire : entraînées dans la dynamique positive de la chute de l'euro et des prix du pétrole, leurs possibilités de financement auprès des établissements bancaires pourraient être revues à la baisse.

Prises dans l'étau d'une nécessaire relance de la croissance tout en se prémunissant contre de nouveaux risques systémiques ainsi que d'un regain d'inflation, les banques centrales -et la BCE aujourd'hui sous les projecteurs- s'avèrent, in fine, contraintes de tenir des discours soufflant le chaud et le froid. Vu d'Europe, le nœud gordien du problème demeure pourtant moins l'accès au crédit que la panne d'investissement, paralysant la croissance. Dès lors, un seul remède prôné en son temps par Keynes : la confiance !

■ La fabrication des stéréotypes

Par Kamal Guerroua

Rien n'est moins sûr que d'interrompre la vie à la machine qui fabrique les stéréotypes. Avec la confusion dans les définitions, l'humanité de nos jours a officialisé de facto dans les consciences la légitimité de la peur de l'autre et même sa nécessité. Les plus faibles dans l'échelle des représentations que ce soit individuelles, collectives ou nationales jouent à contre-cœur le rôle de fusibles. L'appropriation opportuniste d'une vérité dite consensuelle par le haut de cette pyramide empêche la levée objective de l'embargo sur les inquiétudes. Ainsi, dès qu'un dérèglement chamboule les données existantes, le stéréotype refait surface dans les cerveaux de ceux d'en haut, lesquels, le vent en poupe, tentent de « contaminer » une large partie de ceux d'en bas en la dressant contre les autres, responsables à leurs yeux du malheur de la société et surtout du déséquilibre des valeurs hégémoniques.

Le regard que l'on pose sur l'autre est important pour comprendre le processus de la naissance, de l'évolution et de l'apogée du stéréotype. Celui-ci n'est pas seulement la résultante des fixations médiatiques sur des sujets particuliers mais aussi d'individus et de sociétés qui accordent de

l'intérêt à ce que colportent les rumeurs, le bouche à oreille et les ragots de trottoir, les parents pauvres de la culture légale, institutionnalisée, généralement empreinte du politiquement correct. Deux niveaux d'interprétation s'intercalent à ce stade. Le premier en rapport avec les élites et le second lié aux masses et à la communauté des citoyens.

Si dans la première catégorie, le stéréotype est souple, modifiable et conjoncturel parce qu'étudié et forgé pour résorber l'effet d'une crise (morale, économique, du régime, etc.), détourner l'attention de l'audimat ou des spectateurs ou changer carrément le cours d'un événement, dans la deuxième, il est dur, constant et permanent. En ce sens que le suivisme aveugle « des vérités banalisées » des médias et des élites par la société pourrait même entraîner la radicalisation du stéréotype jusqu'à l'extrême. A titre d'exemple, l'instrumentalisation des rapports en Hexagone et dans nombre de pays occidentaux entre terrorisme, étrangers, musulmans, migrants, jeunes des banlieues issus de cette même immigration participe de cette dynamique de « stéréotypisation » qui fait figure d'essentialisme primaire. Ce qui fleurit bon, soit dit trop vite en passant, la vieille ritournelle du célèbre film « Dupont la joie ! » A défaut d'une perception multi-facettes ou de ce que j'appelle « une vision prismatique » des phénomènes, on achoppe sur une stérile unification du stéréotype (ridiculisait et néantisation des

autres). De quoi entrer par effraction dans « la spirale de la communication perturbée », comme dirait le philosophe allemand Jürgen Habermas. En conséquence, le cliché devient réalité et la réalité se transforme en un simple cliché qui relève du fantasme médiatique aux yeux de la pensée dominante. La technique du décentrage-recentrage fonctionne dans ce maillage en tant que régulatrice de l'espace événementiel où se produisent les affects politiques, culturels destinés aux masses. Ceux-ci (les affects) débouchent sur des intrigues communicationnelles derrière lesquelles se cachent les réseaux d'intérêts des différents lobbies.

Que la survivance du stéréotype doive tant d'une part à la subtilité des uns (les prestataires du service de la communication) et d'autre part à l'ignorance « réelle » ou « supposée » des autres (les auditeurs ou les spectateurs) n'a rien du hasard. Car l'homme au quotient intellectuel (Q.I) faible ou moyen se donne instinctivement tout le temps pour admirer les rhéteurs, les farceurs et les manipulateurs qui coustent des discours bien assaisonnés à son attention. La démagogie est la mère nourrice du stéréotype d'autant qu'elle se perd dans des considérations globales, des descriptions superficielles et des survols fantaisistes des réalités en vue de catégoriser des personnes, des communautés ou même des ethnies ou des nations. Un démagogue est par nature un homme qui crie sur tous les toits ce que les autres

veulent entendre. En quelque sorte, il exauce le vœu de cette majorité dormante qui, peut-être par timidité, hypocrisie ou parfois lâcheté, se laisse subjuguer par ses harangues, thèses ou digressions. Cet aspect-là est généralement lié au Nazisme hitlérien, au Fascisme de Mussolini, aux juntas militaires de l'Amérique latine et aux dictatures du Monde arabe. Autant dire, là où le réseau communicationnel n'est ouvert que pour le leader, censé être le pionnier de l'œuvre nationale (historique, politique, culturelle, etc.). En revanche, c'est dans les démocraties européennes en particulier et occidentales en général que cette nuisance décuple d'intensité dans la mesure où les chiens de garde médiatiques se positionnent en toile d'araignée autour des événements, cloisonnant le champ des interférences des « vérités gênantes ou compromettantes ».

Les Américains parlent de « nipple effect » quand ils évoquent le rôle des vérités dont on vient de parler. Autrement dit, la vérité (une pierre) qui, dès qu'elle tombe sur un lac ou une étendue d'eau provoque des ondes à la ronde en forme de spirale. Lesquelles ondes, schématisées dans un système complexe, affecteront tout le système. Or, le propre de la toile d'araignée (les chiens de garde) est justement de servir de parasol à ce système, en vue de fructifier la fabrication des clichés et des stéréotypes utiles à la survie des conglomérats du système (lobbies, puissances d'argent, oligarchies, etc.).

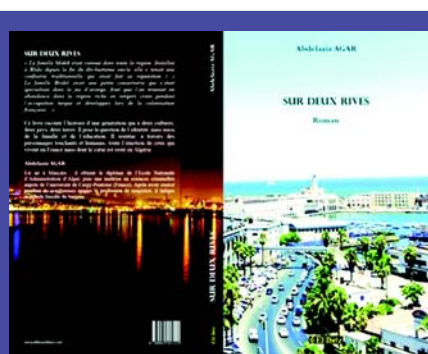


Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LES «ENTRE-DEUX»



SUR DEUX RIVES.
Roman de Abdelaziz Agar.
El Ibriz Edition. Alger 2013,
301 pages, 800 dinars

C'est l'histoire d'une famille d'Algérie ; citadine et aisée, il faut le préciser. D'une petite ville de la Mitidja. Au départ, dans les années 20, c'est une cohabitation pacifique, mais pas fraternelle, avec les Européens. Et, pourtant, une alliance (grâce à l'amour réciproque de deux jeunes gens, la jeune fille européenne et le garçon musulman, ayant grandi ensemble) entre deux familles. De petits... de tout petits industriels.

La suite, on le devine : deux cultures, deux pays, deux terres (L'Algérie et la France)... un certain rejet par les autres, d'autres mariages, des décès, l'Indépendance, la lutte pour une vie meilleure et décente, le tout sans trop se poser de questions sur son identité. L'Algérie, terre maternelle, la religion pratiquée simplement et librement ! Largement suffisant pour construire, instruire et produire de l'humain. Puis, tout bascule dans l'horreur et l'inhumain au début des années 90. L'islamisme. Le terrorisme. Les meurtres gratuits dont celui du

père, un brave homme dont le seul tort était de ne pas se rendre régulièrement à la mosquée du quartier. Des pratiques religieuses et sociales imposées... et, l'exil presque s'imposant de lui-même. Avoir une arrière-grand-mère d'origine française, limousine qui plus est, ça sert ! Passeports français, visas pour tous, vite fait... l'installation en France... la galère... les retrouvailles très difficiles avec l'emploi stable et bien rémunéré... mais, aussi, d'un côté, l'incompréhension des Français dits de souche, de l'autre, une religiosité rampante teintée d'islamisme intolérant et l'envoi de recrues en Afghanistan... la famille se reconstitue autour de la matriarche... Des hauts, des bas. Une déconstruction-reconstruction difficile mais finalement réussie... seulement grâce à la volonté de réussir, la tolérance et la liberté. Les choses changeront-elles avec la mort de la matriarche, petite fille de pieds-noirs limousins, devenue musulmane et algérienne bon teint ? Enterrée en France bien qu'elle ait souhaité l'être auprès de son époux, en Algérie. Le

choix est fait. Une intégration en voie de réussite ?
L'Auteur : Natif de la ville de Mascara, diplômé de l'Ecole nationale d'Administration, spécialiste en sciences criminelles, ancien magistrat, membre du barreau.

Avis Les sagas familiales sont toujours lourdes à lire, tout particulièrement lorsque tout est en un seul ouvrage. Avec des histoires qui se chevauchent de manière inattendue, parfois dans le même chapitre. Tout va trop vite. Et, l'histoire du pays en « diagonale », à travers des dates et périodes-phares et des événements bien souvent dramatiques, alourdit le récit. On y retrouve même un procès de la presse nationale. Bof ! on s'y est habitué.

Extraits : « Qu'importe la rive, c'est la même terre » (p 300), « Avoir le choix n'est pas un cadeau, bien au contraire, c'est toujours une remise en question » (p 300)

Faïza Guène
Un homme, ça ne pleure pas



UN HOMME, ÇA NE PLEURE PAS. Roman de Faïza Guène.
Hibr Editions, Alger 2014,
315 pages, 800 dinars

C'est l'histoire compliquée (comme toujours) d'une modeste famille d'origine algérienne installée en France (à Nice), assez bien intégrée... mais la terre du pays colle toujours aux semelles des uns et aux cerveaux d'autres.

Le père ayant trimé toute sa vie pour que ses enfants puissent « réussir » (il n'était que cordonnier et ne savait ni lire ni écrire), une « mam-ma » qui ne veut pas lâcher ses enfants, tout particulièrement ses filles (qu'elle veut marier comme au « bled »), une fille qui rentre dans les rangs et une autre qui brise tous les tabous et part voir si l'herbe n'est pas plus verte ailleurs : les traditions, les habitudes, la famille... elle n'en a rien à foutre. Elle veut vivre sa vie dans la société qui l'a vue naître, grandir, étudier et s'épanouir... A-t-elle tort ? a-t-elle raison ? Aucune réponse de fournie par l'auteure. Si, à la fin de l'ouvrage, le héros (le jeune frère instituteur assez coincé et encore pensant aux jupes de sa maman, fils tranquille, gentil, respectueux... qui veut mais n'ose... ayant seulement peur de devenir un « vieil obèse poivre et seul »)

a un « accrochage » verbal avec l'amant de sa sœur, un ministre de l'Intérieur de droite qui s'en prenait à tous ceux qui refusent ou n'arrivent pas à se faire à l'intégration totale et à se fonder dans la République laïque et républicaine.

Il y a, aussi, ...le cousin débrouillard, une sorte de « harrag » gigolo...

Bref, l'image d'une communauté qui vit (encore) presque « à part », et qui ne veut ni n'ose (ni n'arrive d'ailleurs, sinon très difficilement sauf au prix de larges concessions) à s'intégrer pleinement à la société d'accueil. D'où, toutes les incompréhensions et tous les conflits internes et externes. Dramatique choc de cultures ? Simple choc de manières de vivre ?

Des vies de tous les jours décrites mais, en filigrane, une problématique qui n'en finit pas de se poser et de s'imposer à nos « émigrés » : Ne restent-ils pas (trop) attachés à leur pays d'origine (qu'ils ne connaissent bien souvent qu'à travers Canal Algérie, les exploits des sportifs ou durant de très courtes « vacances » ou un emblème national traînant au fond d'un tiroir). Bou-

let pour les uns, alibi pour les autres ?

L'Auteur : Elle est née en 85 à Bobigny de parents originaires de l'Ouest algérien. Elle a grandi dans un « quartier sensible (Pantin). Elle est venue à la littérature romanesque en 2004 avec un roman surprise et surprenant, son premier, Kiffe Kiffe demain qui avait fait beaucoup de bruit (400 000 ex vendus uniquement en France et traduit dans 26 langues). Puis deux autres...

Avis Ecriture fluide. Langue « revigorée », n'hésitant pas à utiliser de l'argot. Histoire toute simple.

Extraits : « Personne ne repart jamais de zéro. Pas même les Arabes, qui l'ont pourtant inventé » (p 124), « Pas la peine de goûter au piment pour savoir qu'il pique. Contente-toi de le renifler et tu as déjà les yeux qui pleurent » (p 205), « La vérité, tu peux la cacher, la cacher longtemps, mais le jour où elle sort, elle est grande et elle est nue » (p 236)



CŒUR DE MÉTAL.
La fin de toute peur. Récit de Micha.
Editions Dalimen, Alger 2013,
336 pages, 700 dinars

C'est l'histoire vraie, si l'on en croit l'éditeur, d'une jeune fille, issue de la classe moyenne (ou, du moins, ce qui en restait durant les années 90). Elle raconte sa vie : d'enfant, de jeune, d'étudiante, de chômeuse, de cadre (???). Heureusement, au sein d'une famille soudée, aimante, solidaire...

L'exil à partir des années 2000. Un récit qui raconte sa vie à l'intérieur de sa famille, de sa société, des entreprises au sein desquelles elle a activé... Terrible ! Terrible ! Pour un(e) jeune : le terrorisme, la pression islamiste, les tabous, les regards des autres, les jalousies, les coups fourrés, les impasses, ...

Heureusement, il y a la musique, même durant les moments les plus dramatiques. Un refuge...entre copains, malgré tout. Et, quelle musique... Pas le rap. Pas le rai. Pas le gnawi... La dure. Celle qui fait le plus de bruit. Celle qui contre-ravage. Celle qui aide à continuer à vivre et, surtout, à lutter, à lutter et encore à lutter. Celle qui vide des haines quotidiennes accumulées çà et là dans une atmosphère obscure. La « Metal Music » ! De l'« extreme music for extreme people ». Une musique puissamment ardente et vivante car « continuellement inscrite dans une démarche d'insoumission et de quête de la vérité... La mort y est abordée dans tabou ».

Avec ses orchestres, ses fans, ses tenues, ses attitudes, ses concerts, tout cela presque « underground » ; tout cela au nez et... à la barbe d'une

société qui, alors, s'entre-déchirait. Les jeunes vivaient alors leur vie dans un monde parallèle, conscients des dangers mais n'acceptant pas les sorts funestes qui leur étaient tracés (ou réservés) d'avance par leurs aînés. Des petits monstres ? Peut-être. Mais que pouvaient-ils faire, ces « fous d'intelligence et du mépris que leur portait leur mère patrie ». En tout cas, ils savaient ce qu'ils étaient et ils « emmerdent la vie ». Suite à la très forte prise de conscience qu'ils étaient « non intégrés et non intégrables au système, en somme une sorte de bug, d'erreur de la matrice ». D'où une volonté « métallique » pour s'en sortir et pour s'imposer. Un phénomène qui existe encore, peut-être encore plus fort... et toujours « invisible ». Le vrai moteur du changement ?

L'Auteur : Un pseudonyme, assurément, plus par modestie et discrétion que par peur, certainement. Elle est née en Algérie (à Alger, ou à Oran ou... qu'importe) en 74. En Novembre, ce qui en fait, pour les « nationalistes », une battante. Années 80 et 90 en Algérie : Etudes (à Bab-Bez' au début de la décennie « noire »), chômage puis expériences professionnelles « marquantes » pour ne pas dire décevantes et traumatisantes. Puis, l'exil... en France, à partir des années 2000. Une intégration pas facile... car « même en Europe, l'obscurantisme a survécu et il vit sous des formes insoupçonnables » !

Mais, depuis, elle va bien, merci. Et, elle revient souvent auprès de sa famille, au pays qui l'a fait tant souffrir. Sacrée Algérie !

Avis Un livre dur, terrible, comme sa musique. Mais à lire : pour savoir qu'il y a (a) avait d'autres Algérie(s). Et des tas de « jeunesses » qui, bien que « ravagées » par le « système », résistent, luttent et réussissent. Hier, aujourd'hui, demain. Ici... et, hélas, dans l'exil

Extraits : « Ce type de réaction de « barrage » aux initiatives, aux projets et à l'innovation était courant, si ce n'est systématique dans le monde du travail en Algérie. Une forme d'auto-destruction collective mi-consciente, mi-inconsciente » (p 76), « Dans le mot Algérie, il y a rien » (p 116), « Mes potes étaient comme moi, malades de vivre en contradiction avec leurs natures vives et intelligentes, malades d'être ignorés et refoulés comme une vulgaire tare... dans un pays fait de contradictions, d'incohérences et de non-sens, nous poussant à la folie » (p 140), « Soyez-vous-même et regardez les choses comme elles sont. Soyez objectif dans votre analyse, et prenez position dès lors que vous avez compris. Soyez honnête avec vous-même, vous le devez à vous-même, c'est le premier pas vers cette liberté intérieure que l'on ne peut trouver que seul » (p 312)

Le terrorisme : deux siècles d'ultra-violence



Marianne : A quand faites-vous remonter l'apparition du terrorisme ?

Gilles Ferragu : Il faut reconstituer sa «trace historique» pour le comprendre, montrer ses racines, faire le lien entre ses manifestations d'extrême droite, d'extrême gauche, nationalistes ou religieuses. Sur un plan international, les instances concernées, comme l'ONU, ont du mal à s'entendre sur une définition, parce que l'appellation «terroriste» est aussi une arme rhétorique qui désigne l'adversaire en lui ôtant toute légitimité. Le terrorisme se définit d'abord comme un rapport inversement proportionnel entre l'attentat, ses victimes et son effet, c'est-à-dire la réaction du public visé. Actuellement, cette violence cible des individus pour faire pression sur notre société à des fins politiques. Mais ailleurs, les terroristes se considèrent comme des résistants. Je serais plutôt partisan d'employer à ce sujet l'expression de «violence politique».

Vous situez les débuts du terrorisme en France, à la fin du XVIIIe siècle. C'est la Révolution française qui a été son catalyseur ?

Il s'agit d'abord de distinguer le tyrannicide, qui vise à éliminer un mauvais roi, du terrorisme, qui veut renverser le système en éliminant celui placé à sa tête. Si la terreur a certes été employée depuis la naissance de l'humanité pour réduire l'adversaire, notons que le terrorisme, c'est-à-dire l'emploi systématique de la violence politique et sa théorisation, apparaît dans les textes pendant la Révolution française. C'est le régime de la Terreur pensé après l'assassinat de Marat en 1793, et observé par le philosophe Edmund Burke, qui évoque le «terrorisme» comme un mode de «gouvernement par la terreur».

Le 24 décembre 1800, le premier attentat à la voiture piégée de l'histoire visait Napoléon et fauchait des innocents. Quelle a été la réaction du Premier consul ?

Dès 1799, la Terreur passe de politique d'Etat à l'action de minoritaires. Napoléon a saisi tout de suite l'enjeu de l'attentat pour l'instrumentaliser et se débarrasser de toute son opposition républicaine. Nombre de régimes agiront de même, et pas uniquement contre des opposants violents : un attentat ouvre aussi un temps d'émotion collective, pendant lequel un gouvernement peut instrumentaliser l'acte terroriste pour imposer une législation, un peu comme «l'état de grâce» qui suit une arrivée au pouvoir.

Dans quelles conditions le terrorisme peut-il être efficace ?

Il obtient des résultats quand la minorité passée à l'action est soutenue par une majorité d'attentistes. Mais outre les attentats de l'Irgoun et de la Haganah qui ont joué un rôle dans la naissance de l'Etat d'Israël, ou ceux perpétrés par les indépendantistes algériens, citons l'assassinat du duc de Berry, en 1820, par Louvel, un «loup solitaire» qui contribuera à mettre un terme à la dynastie des Bourbons.

Nombre d'organisations terroristes invoquent le modèle de la Résistance des années 1940-1945...

Pour les nazis, Vichy et les collaborateurs, ceux qui refusaient l'armistice et poursuivaient le combat étaient des «terroristes». Pour les résistants, les terroristes

Commenté à chaud, le terrorisme est rarement analysé dans une perspective historique. Auteur d'une magistrale "Histoire du terrorisme", parue récemment chez Perrin, le spécialiste Gilles Ferragu esquisse pour "Marianne" les traits saillants d'une violence atypique et asymétrique, plus que jamais présente au cœur de l'actualité européenne.



étaient ceux qui opprimaient. Avec la systématisation, à partir du 21 août 1941, de «l'action immédiate» par la résistance communiste, la stratégie qui consiste à semer la peur dans les rangs de l'occupant et parmi les collabos confine au terrorisme. Quand de Gaulle apprend l'assassinat de l'aspirant Moser, abattu dans le métro alors qu'il se rend à son bureau, le Général se montre gêné. Il n'approuve pas la méthode, «pour éviter les représailles» et parce qu'il entend diriger la Résistance, mais de Gaulle juge aussi cette violence justifiée par l'occupation allemande.

Par quelle mécanique le terrorisme a-t-il évolué vers un ciblage des civils ?

Il faut distinguer les victimes du terrorisme de ses cibles. Les victimes découlent de l'attentat, tandis que les cibles désignent ceux sur lesquels on veut faire pression. Or, faire pression sur un peuple dans son ensemble plutôt que sur un groupe de dirigeants se révèle plus efficace, surtout dans un système démocratique. Quand une opinion publique existe, le terrain est favorable, car une population terrorisée sollicite une réponse immédiate. Les Brigades rouges avaient une formule : «En frapper un pour en éduquer cent», ce qui résume la logique du terrorisme actuel.

Pourquoi l'expression selon laquelle «rien ne sera plus jamais comme avant» revient-elle de façon quasi systématique après chaque attentat ?

En latin, terrere signifie «figer» : on parle donc d'une terreur qui fige et provoque l'émotion. Les sociétés ont néanmoins une vraie

capacité de résilience : passé l'émotion et les réactions politiques, elles reviennent à leur assiette habituelle, voyant le terrorisme comme une violence éloignée, jusqu'à la prochaine occurrence.

La forme d'unanimité qui succède à un attentat relève-t-elle d'une autre constante ?

Tout dépend du sens de cet unanimité. L'assassinat de Jaurès a par exemple servi de ciment à l'union sacrée, alors que lui-même y était opposé. Mais, après le 11 septembre 2001 et le 7 janvier 2014, l'émergence du phénomène est justifiée par sa spontanéité.

Depuis l'avènement d'une société de l'information, les terroristes ne sont-ils pas assurés d'être toujours mieux entendus ?

Thatcher parlait d'«oxygène médiatique» à propos de l'IRA. Sans les médias, le terrorisme relèverait de la simple criminalité. Avec ceux-là, le terrorisme trouve une chambre d'écho beaucoup plus importante, surtout face à des terroristes qui utilisent toutes les ressources de la technologie. Plus un attentat est spectaculaire, plus il va frapper l'opinion. Dans le même temps, des drames provoquant bien plus de victimes, comme la tuerie qui a fait au Mali des centaines de morts en janvier dernier, ont été presque totalement éclipsés. A l'inverse, le terrorisme apparaît comme le cadre idéal pour souder une société autour d'un projet ou d'une politique. Aux Etats-Unis, des citoyens traditionnellement partagés sur le poids de l'Etat se sont montrés prêts, du jour au lendemain, à souscrire au Patriot Act au nom de la prévention antiter-

riste et à tolérer des atteintes graves à leurs droits.

Existe-t-il des points communs entre les Etats-Unis post-11 septembre et la France post-7 janvier, par exemple en termes d'union sacrée, de gain de popularité de l'exécutif, de discours politique ?

Un parallèle est possible concernant la réaction de la population. Mais, contrairement au modèle américain qui a accouché sans tarder de lois liberticides, notre pays n'a été traversé que par un frisson en ce sens, d'ailleurs très critiqué. On semble avoir compris que la solution se situe à un niveau plus large, avec la question de l'intégration, des relations entre communautés. Quand Hollande va sur le porte-avions Charles-de-Gaulle en partance pour l'Irak, c'est de la communication censée illustrer l'attitude d'un président martial. Mais la France n'a, contrairement aux Etats-Unis de l'après-11 septembre 2001, ni les ambitions ni les moyens de s'impliquer davantage en Irak. En revanche, les opérations déjà déclenchées contre Daech, autrement dit l'Etat islamique, par exemple, peuvent y trouver un surcroît de légitimité. Mais Daech est aussi, depuis 2003 et la guerre d'Irak, le fruit de l'action d'apprentis sorciers que l'on a vus à l'œuvre en Afghanistan dans les années 80, en soutenant l'islamisme le plus radical face aux Soviétiques.

La menace que constitue, aujourd'hui, Daech, n'était-elle pas prévisible ?

Le gouvernement américain était convaincu qu'il gagnerait à appuyer une opposition au communisme par le fondamentalisme religieux, ici plus efficace que le

libéralisme. Mais, depuis 1991 et la guerre du Golfe, la présence militaire permanente des Etats-Unis dans la péninsule Arabique a offert au fondamentalisme un prétexte pour se développer.

A-t-on récemment reproduit la même erreur en Libye et en Syrie ?

Là aussi, la leçon a été apprise : en Syrie, on a reproché à Hollande la faiblesse de son soutien à l'opposition démocratique. Deux questions se posent : primo, est-ce que les ennemis de mes ennemis sont mes amis ? Secundo, est-ce que des intégristes sont solubles au milieu de démocrates ?

Peut-on faire la «guerre contre le terrorisme» ?

Reprise par Manuel Valls, cette notion est apparue dans les années 70 avec l'opération «Conдор», en Amérique latine, et l'assassinat de 30 000 personnes par des dictatures coalisées. Puis, l'administration Bush l'a popularisée après le 11 septembre 2001. Mais l'expression ne veut pas dire grand-chose : on ne peut faire la guerre à un concept ou à un phénomène. Ne perdons pas de vue que le terrorisme est souvent une mauvaise réponse à une bonne question : la prévention doit se faire en amont, pour éviter que le choix de la violence dans une communauté ou un groupe soit le plus évident, le plus rapide, le plus aisé. Une législation antiterroriste n'est en fin de compte qu'un pansement. Le problème de nos sociétés qui génèrent des tensions et des conflits réside dans notre capacité à pacifier, plutôt que dans les moyens de traquer tel ou tel terroriste. Le phénomène des loups solitaires, incontrôlables, rappelle que le terrorisme existera toujours.

Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle décidé d'intervenir militairement au Yémen ?

Plus que l'opération en elle-même, qui s'inscrit dans un triple contexte régional, c'est le timing qui a de quoi susciter plusieurs interrogations.

L'Orient
LE JOUR

Après des mois de tergiversations pour déterminer une stratégie visant à contenir l'avancée des houthis (rebelles zéidites) sur le sol yéménite, l'Arabie saoudite a choisi une option radicale : l'intervention militaire. En réponse à l'appel du président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, le royaume saoudien a pris la tête d'une coalition de 10 pays regroupant toutes les puissances sunnites de la région et visant à neutraliser l'offensive menée par les insurgés chiites contre Aden.

Dans un premier temps, le royaume saoudien ne s'était pas frontalement opposé à la montée en puissance des houthis parce qu'elle affaiblissait à la fois son ancien allié, le parti al-Islah (tendance Frères musulmans), et son ennemi intime, el-Qaëda dans la péninsule Arabique (Aqpa). Mais la constante progression des houthis dans le Sud yéménite semble avoir changé la donne au point d'obliger Riyad à privilégier la déterminante confessionnelle, quitte à attiser encore davantage les tensions dans la région. Pris en étau entre la menace des jihadistes de l'organisation de l'État islamique (EI) à sa frontière nord avec l'Irak et la présence d'une milice armée alliée de l'Iran, les houthis, à sa frontière sud avec le Yémen, l'Arabie saoudite vient de réaffirmer son rôle de puissance régionale en montrant sa capacité à rallier un important bloc sunnite à la défense de son pré carré. Mais plus que l'opération en elle-même, c'est le timing qui a de quoi susciter plusieurs interrogations. L'intervention

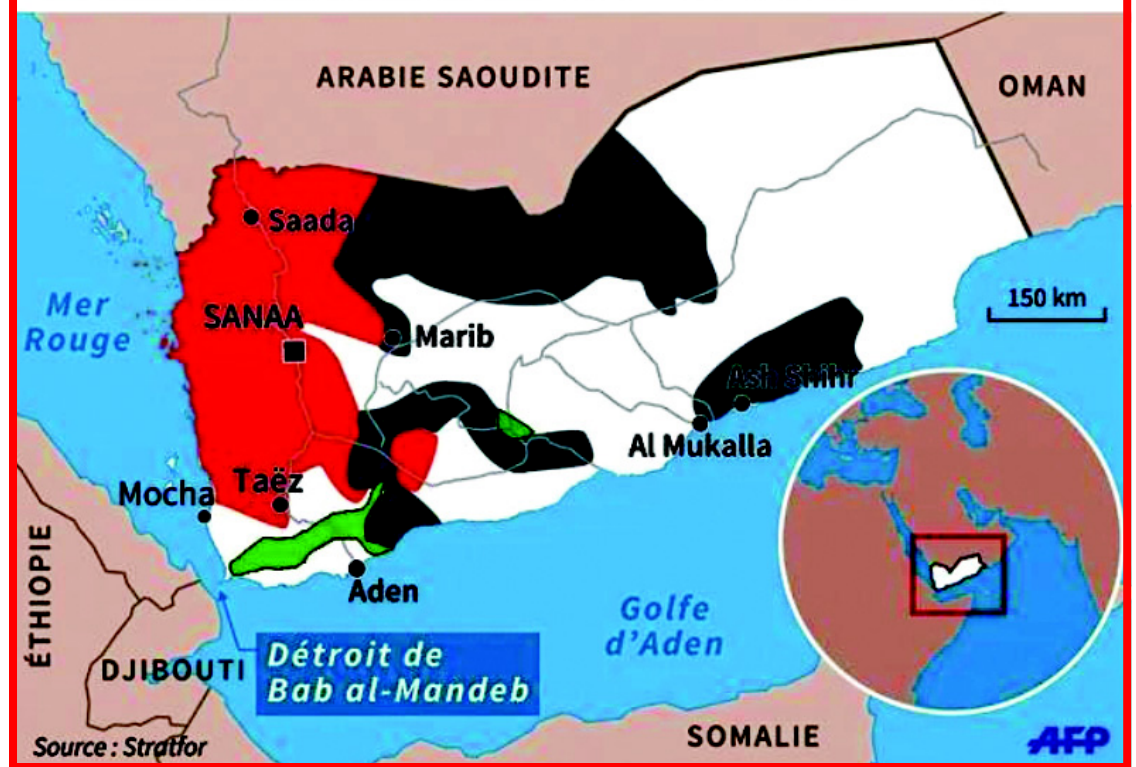
saoudienne s'inscrit dans un triple contexte régional qui comprend la lutte contre l'EI, à laquelle les puissances sunnites participent plus ou moins activement, l'avancée iranienne sur plusieurs fronts dans la région, sous couvert de lutte contre le terrorisme, et surtout les négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1. Tout cela sans compter les enjeux économiques puisque le détroit de Bab el-Mandeb, situé entre Djibouti et le Yémen, par lequel transitent près de trois millions de barils par jour (mbj) de brut, était directement menacé par les houthis. Alors que les États-Unis ont annoncé apporter un soutien logistique à ces frappes, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les tenants et les aboutissants de celles-ci dans un contexte d'imbrication des logiques locales, nationales et régionales.

« NOUS SOMMES LÀ »

Interrogé par L'Orient-Le Jour, Khalid Fattah, expert du Yémen, estime « qu'il n'y a aucun lien entre l'intervention militaire saoudienne au Yémen et les négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1 ». Selon lui, les frappes saoudiennes sont motivées par au moins quatre facteurs géostratégiques et sécuritaires pour l'Arabie saoudite. Un : une forte préoccupation par rapport à l'instauration d'un avant-poste iranien à la frontière sud de l'Arabie. 2 : la perte de la mainmise de Riyad sur les événements politiques à Sanaa. 3 : la peur des conséquences d'une guerre sectaire menée par el-Qaëda et les autres groupes jihadistes face à la récente avancée des houthis dans les zones sunnites-chaféites. 4 : une projection de puissance en réponse

Yemen, les forces en présence

■ Rebelles Houthis (Chiites) ■ Al-Qaïda et Ansar al-Charia (Sunnites)
□ Loyalistes Hadi (Sunnites) ■ Séparatistes du Sud (Sunnites)



à la diminution de l'influence de Washington dans la région et l'absence d'une stratégie américaine cohérente pour contrer la présence de l'Iran en Irak et en Syrie. « C'est un message adressé, par le biais des frappes militaires, par la troisième génération au pouvoir en Arabie saoudite qui annonce : "Nous sommes là en tant que puissance régionale et nous avons les moyens de l'exercer". »

Dans un article publié sur le site de l'Orient XXI, Laurent Bonnefoy, spécialiste des mouvements salafites et de la péninsule Arabique contemporaine, estime pour sa part que l'intervention peut « sans doute être perçue à l'aune des discussions sur le nucléaire iranien ». « Si certains prédisaient qu'Israël chercherait à torpiller l'accord sur le nucléaire iranien en lançant une guerre contre le Hezbollah libanais afin de précipiter l'Iran dans le conflit, ce pourrait bien être au final l'Arabie saoudite qui jouerait les Cassandre en s'étant attaquée frontalement aux houthis », ajoute le chercheur.

« UNE GUERRE RÉGIONALE »

Pour M. Fattah, c'est bien l'avancée des houthis dans les provinces sudistes et centrales et leur refus de participer au processus de réconciliation sous l'égide de Riyad qui a mis l'option militaire sur la table. Concernant la suite des opérations, l'expert considère que la campagne militaire se déroulera majoritairement par la voie aérienne, même s'il n'exclut pas une « utilisation limitée et sélective » des forces spéciales et navales si nécessaire. « Aujourd'hui, quatre bateaux des forces navales égyptiennes cinglent en direction du Yémen et de la ville de Aden. Mais envoyer des troupes au sol est vraiment risqué. La population yéménite est l'une des plus armées au monde et les houthis sont entraînés à la guérilla et connaissent très bien le terrain du Yémen du Nord. » Enfin, M. Fattah estime que les Iraniens pourront apporter une aide diplomatique, financière, morale et stratégique aux houthis. Mais, d'après lui, « une participation militaire directe de la part de l'Iran déclencherait une guerre régionale ».

Après la Syrie, la Libye et l'Égypte, le Yémen est le quatrième pays à être touché par la « malédiction du printemps arabe ». Une malédiction qui fait ressurgir les tensions confessionnelles aux prismes des intérêts des puissances régionales et qui fragmente un à un les États de la région jusqu'à remettre en question leur existence. Alors que le Yémen apparaissait sur la voie de la réconciliation nationale après l'éviction de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, qui n'est pas vraiment étranger aux événements actuels, les rebelles profitant de ses réseaux, il semble désormais en proie à une violente guerre civile qui, même si elle implique d'autres variables, n'est pas sans rappeler le contexte des années 60. Mais l'ironie du sort a voulu que ce soit la même puissance qui avait autrefois soutenu le Nord, notamment via les zéidites, contre le Sud marxiste qui vient aujourd'hui au secours du Sud sécessionniste contre l'avancée d'un mouvement rebelle originaire du Nord : l'Arabie saoudite.

La porte blindée, terrible symbole de nos besoins de sécurité



On ne saura sans doute jamais très bien tout ce qui s'est passé dans le cockpit de l'Airbus A320 de Germanwings qui s'est écrasé mercredi matin dans les Alpes. On saura encore moins ce qui s'est passé dans la tête du copilote dont tout indique qu'il a volontairement provoqué la chute de l'avion.

Rue89

Mais cet acte n'engage pas seulement un homme, il nous engage tous, et tout ce que nous avons concédé collectivement depuis le 11 septembre 2001, et que nous nous apprêtons à concéder à nouveau, en France, avec la loi sur le renseignement.

Car ce qu'on sait, c'est que le copilote a actionné le blocage de la porte du cockpit, qu'il s'y est enfoncé seul, que le commandant de bord y a frappé et, face à l'absence de réponse, l'a attaquée à la hache, sans succès.

Entre le commandant de bord et le copilote aux intentions obscures, il y a donc une porte, une porte blindée.

L'HÉRITAGE DU 11 SEPTEMBRE

Partout on s'interroge sur ces portes, dont un pilote de ligne cité par Libération dans son édition du vendredi 27 mars dit :

« Au bout de quinze jours, avec les outils à bord, peut-être qu'on arriverait à l'abîmer un peu. »

Et déjà, certaines compagnies aériennes ont pris des mesures pour contourner le risque que quelqu'un s'enferme seul dans le cockpit en rendant obligatoire la présence d'au moins deux membres du personnel navigant dans la cabine de pilotage.

On sait pourquoi ces portes blindées existent. Elles font partie de tout ce qui a changé après le 11 septembre 2001. Ce jour-là, quatre avions sont détournés par des

terroristes qui s'introduisent dans les cockpits et prennent les commandes des appareils. La réponse relève de l'évidence : sécuriser les cabines, qui jusque là n'étaient protégées que par des portes légères et simplement verrouillées.

Les mesures prises sont de deux ordres : un blindage de la porte et des cloisons, et un système de verrouillage qui permet le cas échéant à une personne présente dans le cockpit de rendre impossible à quiconque d'ouvrir la porte.

Ça n'allait pas de soi. En 2001, déjà, le Wall Street Journal se faisait l'écho des questions posées par ces mesures et des conséquences problématiques qu'elles pouvaient avoir :

- risque que les pilotes se trouvent enfermés et ne puissent évacuer en cas d'accident,
- ou accidents liés à une rapide perte de pression dans une zone proche de la cabine.

L'hypothèse d'un acte délibéré d'un des pilotes n'est pas envisagée, mais le Wall Street Journal explique que le débat est ancien chez Boeing, et qu'il s'agit d'un vieux « dilemme ».

Après le 11 septembre, le dilemme a donc été tranché. Sous l'impulsion de la US Federal Aviation Authority, les portes blindées ont été installées dans tous les avions. La menace terroriste l'a emporté sur tous les autres risques, et pas seulement les imprévisibles. Moins que d'une question de probabilité, il s'agit d'un problème politique.

La porte blindée est le symbole d'un état dans lequel nous sommes plongés depuis le 11 septembre : l'acceptabilité de toute mesure, pour peu qu'elle ait comme ob-

jectif de garantir notre sécurité contre le risque terroriste.

RISQUES SUR LES LIBERTÉS

La porte blindée s'inscrit dans l'interminable, et sans cesse allongée, liste des mesures adoptées depuis 2001 qui, en voulant nous prémunir de certains risques, nous exposent à d'autres.

En ce sens, la porte blindée fait un écho terrible à la loi sur le renseignement qui entre en discussion mercredi 1er avril et dont les risques qu'elle fait potentiellement peser sur les libertés publiques sont clairement identifiés.

Quels sont-ils ces risques, toujours prêts à être sacrifiés au profit de la sécurité ? Les atteintes à la liberté individuelle, à la liberté de circulation des personnes, l'ameusement du droit à la vie privée, à la communication privée, l'augmentation du contrôle, le soupçon porté systématiquement sur certaines populations...

A cette liste effrayante, le crash de l'Airbus A320 ajoute de nouveaux risques : la folie individuelle. Mais peut-être aussi un risque plus collectif, identifié très justement par un riverain dans un commentaire :

« A force de vouloir blinder les portes sur un extérieur que l'on ressent dangereux, on ne voit plus notre propre malaise, et on empêche les liens essentiels. » Même s'il est très difficile de comprendre les mobiles du copilote de l'avion de Germanwings, on sait que leur réalisation a été rendue possible par notre folie collective : placer le risque terroriste au-dessus de tous les autres.

Au Caire, les villageoises cherchent leurs repères



« Vivre au Caire, c'est l'enfer. Le changement de décor et de mode de vie m'a complètement bouleversée. La première année a été la plus dure. J'ai passé des nuits blanches à pleurer, je ne supportais pas cet exil. J'avais peur de m'éloigner de chez moi. Les voitures roulant à toute vitesse m'effrayaient. Le rythme de vie me perturbait. Je me contentais de me balader aux alentours de l'université pour découvrir cette grande ville. L'ambiance cool à l'université me dérangeait aussi. Les relations très ouvertes entre les deux sexes me choquaient. J'avais l'impression de commettre un péché rien qu'à regarder les filles et les garçons se balader ensemble ou discuter. Bien que nous vivions dans le même pays et avions le même âge, notre mode de vie est complètement différent », lance Zeinab Nabil, 20 ans, étudiante à la faculté d'archéologie.

Native d'un village du gouvernorat de Ménoufiya, situé à une centaine de km du Caire, la jeune fille a quitté la maison familiale pour réaliser son rêve, celui de devenir archéologue.

Cet état de choc qu'a ressenti Zeinab est partagé par beaucoup d'autres résidentes de la cité universitaire de l'Université du Caire, qui accueille environ 7 000. Là, dans cette cité, les provinciales font la découverte de la capitale. Un exode obligé pour ces jeunes filles en quête d'études supérieures et plus tard, d'une opportunité de travail pour celles qui décident de rester.

« La cité universitaire est un microcosme. On y reçoit des filles des quatre coins du pays. Elles ramènent dans leurs bagages tout un héritage culturel. Le destin de chacune dépend de sa capacité à s'adapter à la ville. Nous les aidons à s'intégrer et à traverser cette phase délicate par le biais d'activités, de promenades et de cercles de discussions avec les surveillantes de chaque dortoir », confie Magda Messelhi directrice de la cité universitaire qui travaille avec ces jeunes filles depuis 35 ans.

UN FILM SUR LE SUJET

Ces bouleversements dans la vie des jeunes étudiantes ont été la source d'inspiration de la scénariste Ola Chaféi, elle-même native du gouvernorat de Ménoufiya et qui a fait ses études à l'Université du Caire. Son film, Balad Al-Banat (pays des filles), raconte l'itinéraire de quatre filles issues de milieux ruraux différents, mais qui sont toutes venues s'installer dans la capitale.

« Au départ, j'ai donné comme titre au film, le nom d'une feuille d'arbre, symbole de cette couche provinciale qui découvre une société qui impressionne les filles des provinces venues en quête de gagne-pain ou d'éducation », explique Ola Al-Chaféi.

Son film est resté longtemps dans les tiroirs pour des raisons de censure, car il parle de ces discriminations envers les femmes, et surtout les villageoises. « Le message qu'il transmet est que la capitale force les villageoises à abandonner leur culture et leur mode de vie pour adopter celui de la ville », confie la scénariste. D'ailleurs, sa mère ne cesse de lui répéter qu'elle a énormément changé depuis son séjour dans la capitale. Elle n'est plus cette jeune fille candide, timide et soumise.

« Pour s'imposer au Caire, il faut montrer ses griffes, parler fort et lancer parfois des insultes. J'ai dû changer de comportement, recourir à des techniques de défense

Pour les jeunes filles qui quittent leur petit village pour venir étudier au Caire, le choc est brutal. Traditions et mode de vie sont mis à rude épreuve dans cette capitale que beaucoup considèrent avec crainte et angoisse. S'adapter ou rentrer chez soi : chacune vit cette expérience à sa façon. L'Hebdo les a écoutées.



pour survivre dans cette jungle où les femmes, en général, et les villageoises, en particulier, sont victimes de toutes sortes d'abus aussi bien dans la rue que dans le travail. Une scène du film montre ce contraste : celui de cette jeune journaliste qui se fait toute petite, prise par ce sentiment de peur en rentrant pour la première fois dans l'une des plus grandes institutions médiatiques où elle va travailler », poursuit Al-Chaféi.

Une chanson de Mohamad Mounir résonne dans la cité universitaire : « Balad Al-Banat, Koll Al-Banat » (c'est la ville des filles, de toutes les filles qui rêvent de briller comme des étoiles et de voler de leurs propres ailes). Les filles sont rassemblées autour d'un repas copieux que Yasmine a ramené de son village natal. Dans cette chambre, elles se sentent à l'aise. C'est leur univers où elles retrouvent leur identité. Là, tout le monde partage le même souci « d'exil ». Elles se baladent dans les couloirs sans voiles sur la tête, portent des tenues modernes, échangent des blagues et rient à haute voix. Un moment de détente.

« Pour nous, circuler dans les rues du Caire est notre plus grand défi. Etre draguée ou harcelée, cela arrive souvent. Dans ce chaos, chacun peut faire ce qu'il veut. Par contre, en province, les gens sont moins nombreux et se connaissent. Les jeunes ont peur de commettre de tels actes. La société rurale fournit aux jeunes filles une protection, ce qui n'est pas le cas au Caire », raconte Somaya Al-Chehawi. Elle ajoute que dans les moyens de transport, il y a des choses qu'il ne faut pas faire. Par exemple, dans les provinces, jamais une fille ne s'assoira à côté du chauffeur. Au Caire, cela ne pose aucun problème : les microbus sont souvent bondés et là où il y a une place, il faut s'asseoir.

PRENDRE L'ACCENT CAIROTE

Taghrid, 20 ans, native de l'oasis de Dakhla, reçoit un coup de téléphone de sa mère. En raison de son dialecte bédouin, les autres

filles piquent un fou rire. Une fois l'appel terminé, la jeune fille recommence à parler comme les Cairotes. « J'ai appris à parler ainsi pour briser la barrière de l'accent et arriver à m'intégrer. Et c'est aussi un moyen de me protéger. Je ne veux pas que quelqu'un sache que je suis une provinciale, me drague ou exploite ma situation de jeune étudiante habitant seule au Caire », avance-t-elle.

Par différents moyens, ces filles tentent de surmonter ces défis. Dans la cité universitaire, elles cherchent souvent à habiter avec des filles natives de leurs villages pour ne pas se sentir seules. Les plus âgées transmettent leurs expériences aux nouvelles venues. Elles leur montrent le chemin pour accéder à leurs universités. A tour de rôle, elles font les tâches ménagères, elles échangent leurs vêtements, et comme elles n'ont pas les moyens de se rendre chez le coiffeur, les chambres se transforment souvent en salon de coiffure.

« Le plus grand défi que j'affronte ici, c'est la cherté de la vie. Alors que j'habite dans la cité universitaire, je dépense environ 1 000 L.E. par mois pour le transport et les sorties. Les pauvres dans la capitale ont la vie dure. Dans les villages, l'écart entre les couches sociales n'est pas aussi fort. Les femmes du village s'habillent toutes de la même manière : une robe et un foulard, c'est presque un uniforme. Par contre, ici, c'est un véritable défilé de mode et les filles qui ne possèdent pas de garde-robe, comme les jeunes filles cairotes, paraissent misérables », explique Dalia qui vient de présenter son CV pour travailler dans une chaîne de télévision.

Pour la féministe Nihad Aboul-Qomsane, la question financière est aussi le plus grand défi qui entrave l'intégration des villageoises. Mais elles n'ont pas le choix : une fois leurs études terminées, ce n'est qu'au Caire qu'elles pourront s'imposer ; faire une carrière, bref percer. Nihad confie avoir rencontré beaucoup de jeunes filles

compétentes. Mais leurs conditions modestes ne leur ont pas permis de continuer à résider au Caire, même si leurs familles l'acceptent, ce qui est d'ailleurs très rare.

PERTURBÉE À L'EXCÈS

Le cas de Riham, 22 ans, en est une preuve. Etudiante en quatrième année, cette jeune native d'un village situé au gouvernorat de Qéna a été renvoyée de la cité universitaire, car elle volait ses camarades. Les ressources modestes de sa famille ne lui permettaient pas de bien s'habiller pour ressembler aux autres étudiantes.

Par ailleurs, les horaires fixes imposés à la cité universitaire ne permettent pas aux étudiantes de rentrer après 20h, et donc cette jeune fille ne pouvait pas travailler le soir. Pour compenser le manque d'argent, Riham a commencé à voler ses camarades. « On a commencé à avoir des soupçons car, du jour au lendemain, cette jeune fille a complètement changé d'apparence et de comportement. Elle a même rompu ses relations avec les autres filles de la cité. Lorsqu'elle croisait l'une d'elles, elle faisait semblant de ne pas la connaître. Elle voulait passer pour une vraie Cairote et faisait tout pour dissimuler son dialecte de villageoise », assure une responsable de la cité universitaire qui a requis l'anonymat.

D'après le psychologue Ahmad Abdallah, professeur à la faculté de médecine de l'Université de Zagazig, dans une métropole comme Le Caire, l'angoisse est souvent le sentiment le plus pesant de cette période transitoire où la jeune fille tente de trouver son chemin.

Mais selon lui, ces filles arrivent à trouver des compromis. Il ajoute que cela dépend souvent du milieu d'où elles viennent. C'est souvent celles issues des sociétés très conservatrices qui subissent le plus grand choc.

Ces filles arrivent souvent dans la capitale avec une liste préconçue de choses interdites. Et face aux règles de la vie dans la capi-

tale, elles se trouvent obligées de jongler entre leurs traditions et les besoins de la vie moderne.

Héba, 22 ans, estime que les hommes ne vivent pas le même choc : ils ont un style de vie plus libre au sein de leurs villages. « Par exemple, dans mon village, je n'ose pas porter de pantalon, alors qu'au Caire, ce genre de vêtements est souvent nécessaire à cause des acrobaties qu'il faut faire dans les rues et les transports. Les hommes n'ont pas ces problèmes », dit-elle.

Tawhida, originaire de Charqiya, s'est imposé un style de vie austère durant ses quatre années d'études : elle a décidé de vivre quasiment en solitaire. Elle ne passe que trois jours par semaine au Caire et quatre jours dans son village natal. Elle communique très peu avec ses camarades et tente de conserver cette innocence. « Ma mère compare toujours la jeune villageoise à un fruit qui n'a pas encore mûri, ce qui fait tout son charme », lance timidement Tawhida.

Mais s'enfermer dans une coquille signifie forcément sacrifier ses ambitions. Zeinab, elle, a tout fait pour s'intégrer au Caire. Mais son évolution a eu lieu avec beaucoup de prudence. Elle a d'abord remplacé son long foulard noir ample par une petite écharpe imprimée pour ressembler davantage aux Cairotes. Avec quelques touches de maquillage léger, elle apparaît déjà plus coquette. Pourtant, elle a conservé son dialecte de villageoise et elle se contente de tisser des relations d'amitié avec les filles de la cité universitaire. Mais, elle ose tout de même emprunter le cahier d'un étudiant.

« J'éprouve de la nostalgie pour mon village, l'odeur du pétrissage du pain de ma mère qui embaumait notre modeste maison rurale ne me quitte pas, mais je suis déterminée à m'imposer dans cette capitale et à faire mes preuves. Le jour où j'ai quitté mon village, j'avais pris la décision que mon départ serait sans retour », conclut Zeinab qui va bientôt entamer une carrière professionnelle au Caire.

Un espace leur a été réservé à la gare des Castors

Les camions de marchandises interdits de stationnement à Maraval

J. Boukraâ

Les habitants de Maraval vont en fin voir leur quartier respirer suite à la dernière décision de la direction des Transports qui interdit la circulation des camions de transport de marchandises dans ce quartier. Le délégué du secteur urbain, s'exprimant sur les ondes de la radio El Bahia, a annoncé que les poids-lourds qui approvisionnaient les grossistes installés au niveau des rues du quartier de Maraval, comme les rues Soufi Zoubida et Zaoui Mohamed doivent désormais décharger leur marchandises au niveau de la gare routière de Hai El Makari «Les Castors»; et c'est aux grossistes de se déplacer vers le site pour récupérer leurs commandes. Selon le même interlocuteur, un espace a été réservé spécialement pour permettre aux camions de stationner et d'approvisionner les commerçants. Cette décision a été bien accueillie par les riverains. En effet, ces rues, à l'instar d'autres artères, sont connues pour être des rues commerçantes où sont installés des dizaines de magasins de vente

en gros de différents produits. Au niveau de certaines ruelles, la population est en train d'étouffer. C'est un ras-le-bol général qu'ont tenu à exprimer des habitants, notamment ceux ayant leurs habitations donnant sur la voie principale, en dénonçant le trafic incessant des poids-lourds et autres véhicules qui traversent cette rue. Ces derniers, à travers la presse, ont lancé, il y a quelques jours, un appel aux autorités locales pour désengorger le site. La direction des Transports a aussitôt réagi et a délocalisé les camions vers l'agence les Castors. Si, auparavant, les grossistes avaient investi les deux artères principales, à savoir les rues Soufi Zoubida et Zaoui Mohamed, depuis près de cinq ans, ce sont pratiquement toutes les rues adjacentes qui ont été transformées en véritable souk. Les camions et autres fourgons des livreurs se garent n'importe où et n'importe comment, provoquant une grande gêne de la circulation et des stationnements. En plus des risques encourus par les piétons, et principalement les élèves aux abords des établissements scolaires,

d'autres désagréments empoisonnent l'existence des riverains, comme le ronflement des moteurs des poids-lourds et les fumées qui envahissent leurs habitations. «Nous vivons dans la peur pour nos enfants, surtout que plusieurs écoles sont implantées au niveau de ce quartier. Par ailleurs, cette rue attire une multitude de gens et propriétaires de magasin de ventes en détails qui viennent s'approvisionner auprès des grossistes», dira un riverain. Les responsables avaient annoncé le transfert des grossistes vers le pôle commercial d'El Kerma, qui regroupe déjà plusieurs activités, pour se débarrasser du poids-lourd au sein du tissu urbain. Les commerçants de gros de la ville d'Oran ont accepté de participer au grand projet de réalisation d'un grand espace destiné à leurs activités à El-Kerma, à proximité du marché de gros des fruits et légumes. Dans le but de préserver l'activité et de la renforcer davantage, une assiette de 29 ha a été choisie pour la réalisation de locaux d'une superficie de 500 m2 chacun au profit des grossistes. Mais à ce jour, rien n'a été fait.

Siaha 2015

La Tunisie, une destination prisée en dépit des attentats du Bardo

Sofiane M.

La 6ème édition du Salon international du tourisme, des voyages et des transports, SIAHA 2015, s'est ouverte, hier matin, au palais des expositions du Centre des conventions d'Oran (CCO), avec la participation d'une centaine d'exposants algériens et étrangers venus de huit pays et essentiellement de la Tunisie, de l'Espagne et de la Jordanie. Le stand le plus animé de cette édition a été sans aucun doute celui de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT) où une dizaine de représentants tunisiens s'agitaient dans tous les sens pour promouvoir la destination tunisienne. Premier constat : les derniers attentats du musée du Bardo ne semblent pas décourager les touristes algériens qui continuent à se rendre en Tunisie en dépit du renforcement des mesures de sécurité aux frontières. Le représentant adjoint de l'ONTT à Oran, Ylies M'Sallem, soutient, chiffres à l'appui, que l'affluence des touristes algériens n'a pas fléchi, ces dernières semaines. Il confie même que le nombre des touristes algériens a progressé de 7% depuis début 2015 par rapport à la même période de l'année précédente. «Nous avons enregistré, en 2014, 1 284 000 touristes algériens. Nous espérons cette année dépasser ce

chiffre», avoue notre interlocuteur. Il ajoute que l'Office du tourisme tunisien participe cette année avec un stand spécial qui sera renforcé à partir d'aujourd'hui (jeudi 2 avril en cours) d'une vingtaine de représentants d'agences de voyage et d'hôtels de toutes les stations balnéaires du pays. Ylies M'Sallem ajoute que l'ONTT a mené récemment une prospection en Algérie qui a révélé un intérêt croissant des algériens pour les nouveaux modes de tourisme et essentiellement esthétique, thalasso, bien-être et plaisance (pour enfants). Pour revenir au salon, une superficie de 2 000 mètres carrés a été consacrée cette année pour une centaine d'exposants algériens et étrangers, entre offices de tourisme, agences de voyages, hôtels, restaurants, stations balnéaires, centres de thalassothérapie et compagnies aériennes. Parmi les nouveautés de cette édition, la participation du musée Ahmed Zabana et plusieurs associations culturelles de la wilaya d'Oran. Un espace a été également réservé aux rencontres B to B entre les agences de voyages, les hôtels et les tours operators, dans un but de renforcer les partenariats et les échanges. Il est à noter que le ministre du Tourisme est attendu aujourd'hui à Oran où il devra visiter ce salon pour s'entretenir avec les acteurs du secteur.

Aïn El Turck

Ils utilisaient des jeunes femmes pour attirer les victimes

Rachid Boulélis

Un groupe composé de sept individus, parmi lesquels figurent trois jeunes femmes, dont une mineure, a été présenté, mardi, devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck. Au terme de leur audition, les prévenus ont été placés, en détention préventive, sous les chefs d'accusation d'association de malfaiteurs, de vol qualifié sous la menace d'armes blanches et d'incitation de mineure à un acte criminel. Selon des sources policières, les trois jeunes femmes, de mœurs légères, étaient chargées d'attirer la potentielle victime dans un guet-apens, sournoisement orchestré avec leurs quatre complices. En début de semaine, dans un établissement de nuit, situé dans le chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck, un client, commerçant de son état, originaire de la ville de Bordj Bou Arreridj, a été, aussitôt, localisé par le trio de jeunes femmes. En usant de leurs charmes, elles n'ont pas eu de peine à le convaincre de changer d'endroit. Leurs complices seront, évidemment informés, par téléphone de leur déplacement. Conformément au plan perfide concocté, par ce groupe, en cours du trajet, la victime acceptera, volontiers, la proposition formulée par les jeunes femmes, qui consistait à diriger son véhicule vers un endroit discret et ce, pour y observer une brève halte. La suite n'est pas difficile à deviner. Les quatre autres individus de cette association de malfaiteurs, brandissant chacun une arme blanche, surgissent au moment opportun pour surprendre leur victime. Nos sources indiquent que, ce malheureux

commerçant a été délesté d'une somme d'argent d'un montant de 18 millions de centimes et d'un lot d'effets vestimentaires et de sous-vêtements de sport de marque, qui se trouvaient dans le coffre de sa voiture. L'enquête diligentée par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra, en collaboration avec ceux de la Sûreté urbaine de la localité de Trouville où la plainte a été déposée, a abouti à l'identification des jeunes femmes sur la base des signalements fournis par la victime. Avec la coopération des enquêteurs de la PJ de la Sûreté de wilaya, elles ont été localisées dans un quartier populaire de la ville d'Oran, leur lieu de résidence. Acculées, devant le fait accompli, les trois jeunes femmes, n'ont pas manifesté beaucoup de difficultés à dénoncer leurs complices, lors de leur interrogatoire et ont même accepté de collaborer en changeant les rôles. Selon nos sources, Il s'agissait, conformément au plan des enquêteurs de la PJ, d'attirer les quatre individus dans leur propre piège. Pour cela, elles ont prétendu qu'une nouvelle victime venait de tomber dans leurs rets à Aïn El Turck. En arrivant sur le lieu où les policiers ont dressé une embuscade, le quatuor a, à priori, senti le piège et a aussitôt rebroussé chemin vers Oran. Il sera finalement cueilli comme un fruit mûr, au niveau du port de la Pêcherie d'Oran par les éléments de la brigade de renseignement et d'investigations, BRI, de la Sûreté de wilaya. Notons que dans le souci de ne pas exposer les usagers à des dangers, la police a évité d'engager une course-poursuite sur la RN 2, reliant Oran à Aïn El Turck.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Ghouzali Noureddine, 61 ans, USTO
Khasani Achouria, 95 ans, Petit-Lac
Belhayara Fatima, 82 ans, Ras El-Aïn
Rahmouni Ouali, 95 ans, Bastié

Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 jourmada ethania 1436
El Fedjr 05h23 Dohr 13h07 Assar 16h41 Maghreb 19h29 Icha 20h48



Un événement dédié à la promotion de la robotique

La 4e édition OROBOT à partir de samedi à Oran

D. B.

L'Association scientifique ORIA organise, à partir de ce samedi, la 4e édition de l'événement ORBOT qui se tiendra au Centre des loisirs scientifiques d'Oran. Cet événement a pour but de promouvoir le domaine de la robotique en Algérie et créer aux passionnés -de différents âges et de différentes wilayas- l'opportunité de se rencontrer, faire connaissance et échanger leurs expériences tout en s'amusant. Cette édition a la particularité d'intégrer une troisième compétition, celle des robots suiveurs de labrynth, en plus des deux autres com-

pétitions habituelles, celles des robots suiveurs de lignes (course de vitesse entre des robots qui suivent une ligne noire tracée sur le sol) et des mini-robots sumo (combat entre deux robots où chacun doit faire sortir l'adversaire du ring).

Il y aura également, cette année, un espace d'expositions de projets libres où tout le monde peut présenter son projet ou ses prototypes, à condition de rester dans le domaine de la robotique, l'électronique, la mécanique ou l'informatique embarquée.

Il n'y a pas de limite d'âge pour participer aux compétitions, toutefois, les robots doivent être complètement

autonomes. Aussi, le règlement privilégie les robots qui sont créés par les participants eux-mêmes.

Dans ce cadre, plusieurs formations de création de robots autonomes ainsi que des ateliers d'électronique ont été donnés par l'association ORIA au cours de l'année scolaire 2014-2015, la majorité des personnes ayant assisté à ces ateliers étaient de jeunes lycéens et étudiants de la wilaya d'Oran. Un autre atelier a aussi été donné aux enfants de moins de 13 ans inscrits dans la ligue des Scouts d'Algérie, avec la participation de la maison de jeunes de Mirauchaux.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Décors



quartiers dans lesquels ils vivent induit leurs comportements». En quelques mots, quand on vit dans

un immeuble dégradé, aux vitres cassées, cela incite à en casser d'autres, et peu à peu à commettre des actes plus graves, débouchant sur une délinquance, de plus en plus dure. Quand une telle insécurité se généralise, dans un quartier, les citoyens honnêtes finissent par ne plus sortir et par ne plus laisser sortir leurs enfants...

Peu à peu, la rue est abandonnée aux bandes qui favorisent leur loi, c'est-à-dire la délinquance. Ils vident les rues de la population saine, et il n'y a plus de foule pour pouvoir s'interposer aux agressions. D'ailleurs, les gens honnêtes décident de quitter de tels quartiers qui finissent en «zone de non-droit». C'est ce qui se passe à Oran. Alors messieurs de la wilaya, avant de décider de décorer la ville, allez faire un tour dans les cités et les quartiers populaires. Vous verrez qu'il ne sert à rien d'installer des toilettes en or dans un marécage.

C'est aux Etats-Unis d'Amérique que ça se passe. Un éminent professeur de sociologie s'est penché sur les quartiers marginaux, en examinant un certain nombre d'indicateurs: nombre de fenêtres cassées, saletés, graffitis... etc. A partir de ce constat, une enquête sur les immeubles dégradés (avec, notamment, des fenêtres cassées) a permis d'établir deux catégories, au sein de chaque quartier : les immeubles rapidement réparés à la suite de bris de vitres ; les immeubles jamais réparés en cas de vandalisme. Les résultats de cette étude furent spectaculaires: dans la première catégorie, il y avait beaucoup moins de fenêtres cassées et bien moins souvent ; dans la seconde, on y trouvait le phénomène exactement inverse, avec un accroissement du nombre de carreaux cassés et de dégradations, en tout genre. Une théorie est née, «les réactions des êtres humains dépendent, pour partie, de leur environnement. L'état des

تحت الرعاية السامية للسيد وزير الصحة والسكان وإصلاح المستشفيات

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE



18^{ème} SIMEM

La santé au Rendez-vous
**Salon International du Médicament
et de l'Équipement Médical**

15/18 Avril 2015

Centre de Conventions ORAN

Nos Partenaires



*Le plus ancien et
le plus important salon
dédié à la Santé en Algérie*



Organisé par
KRIZALID'OR

Accès réservé aux professionnels. Demandez votre invitation
INFORMATIONS/INSCRIPTIONS : Tél./fax : 021 311 996 / 021 310 890 - Mob.: 0661 51 47 39
www.simem.info - email : salam@simem.info

Office Public de Commissaire-priseur
Près le Tribunal de Oued Rhiau
Maître Bot Redouane

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES**

A la demande de L'ENTREPRISE TRANS-CANAL OUEST SOCIETE PAR ACTIONS FILIALE / GROUPE HYDRO-CANAL, sise à Oued Rhiau.
Le Commissaire-priseur met en vente le 12 Avril 2015 à 10 h 30, au parc de l'unité 01 le matériel ci-après désigné.

Matériel Revenant à l'Unité 02			
N° Lot	Désignation	Matricule	Observation
01	Véhicule Camionnette - JMC	0063.303.48	ACG
02	Véhicule OPEL - ASTRA	00455.103.48	ACG
03	Véhicule PEUGEOT - 205	0569.193.48	ACG
04	Remorque BENOSCHE ACHENFANE	05616.884.48	ACG
05	Camion FIAT à Benne	1553.286.48	ACG
06	Remorque Plateau - RANDONI	03222.881.48	ACG
Matériel Revenant à l'Unité 01			
01	Véhicule PEUGEOT - 205	01518.192.48	ACG
02	Véhicule JMC PICK-UP - 1021	00379.303.48	ACG
03	Camion SONACOME - C.260	02805.285.48	ACG
04	Rétro - Chargeur ENMTP - 4120	042.01308.48	ACG
05	Chargeur FURUKAWA - 335	042.01600.48	ACG
06	Chargeur FURUKAWA FL 230	040.0086.46	ACG
07	Chariot Elévateur German - Boss - CE. 170D	-----	SCG
08	Carcasse d'une grue - COLLE	042.00451.48	ACG
09	Véhicule RENAULT - Express	00785.193.48	ACG
10	Véhicule PEUGEOT - 406	02788.101.31	ACG

Conditions de vente : Les adjudications sont soumises aux conditions du décret exécutif n° 33/97. Les soumissions timbrées (40 DA) sont rédigées sur imprimé fourni par le Commissaire-priseur accompagnées d'une photocopie de la carte d'identité nationale et déposées au plus tard la veille de la vente auprès du Commissaire-priseur avant 16 h - Aucune soumission n'est acceptée le jour de la vente. Versement de 10% du moment de l'adjudication, non remboursable en cas de désistement ou folles enchères. Les visites uniquement sur autorisation délivrée par le Commissaire-priseur, dès parution du présent avis, de 09 h 30 à 15 h - Pour tout renseignement contactez le N° : **0770-97-35-68**.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR

DÉCÈS

Les familles TLILI, TOUDJINE, TOUABI, TOUAK, TOULEB ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

**Madame veuve TLILI Ghenima
née TOUDJINE**

survenu à Paris le 30 Mars 2015.

L'arrivée du corps est prévue ce Vendredi

3 Avril à 13 H 15 à l'aéroport Houari Boumediene,
vol en provenance
de l'aéroport de Paris - Charles de Gaulle.

L'enterrement se fera à Beni Yenni le Samedi 04 Avril
à 13 H 30 après la prière du Dohr.

Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accueillir la défunte
en Son Vaste Paradis.



DÉCÈS

La famille DERRAR a la douleur de vous
annoncer le décès de

DJALILA
survenu le 31/03/2015 à Paris.

L'enterrement aura lieu le Vendredi 03/04/2015
après la prière du Dohr.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous reviendrons».



STRUGAL
Aluminium

PERDU depuis le 17/03/2015

Cachet humide portant la mention :

Mme ARIAS Miriam,
Responsable d'administration de STRUGAL

Déclinons toute responsabilité quant à son utilisation frauduleuse

CONDOLÉANCES

Très affecté par le décès de notre très chère

DARRAR JALILA

Monsieur, CHAIB CHERIF Brahim présente à la famille
DARRAR et à ses proches, ses sincères condoléances
et les assurent de sa sympathie et de sa solidarité.

« A Dieu nous appartenons et à Dieu nous reviendrons ».

TLEMCEM

Le 11 avril, une journée sans voitures

Khaled Boumediene

Il y a seulement quelques années, personne n'y aurait pensé. Fermer la ville aux voitures était en effet totalement inenvisageable pour les piétons, cyclistes, et les transports en commun, tant l'espace urbain ne connaissait pas trop d'engorgements, ni de pollutions. Mais ça, c'était avant. Les temps ont changé et les esprits avec, comme le démontre l'Association pour la sauvegarde et la promotion de l'environnement de la wilaya (Aspewit) de Tlemcen, qui compte organiser le samedi 11 avril 2015, de 8h30 à 16h00, une journée sans voiture dans le centre urbain de la ville.

Elle restera à jamais comme la première du genre dans la capitale des Zianides. Selon le président de l'Aspewit, M. Morsli Bouayed, seuls les services urgents et les véhicules d'utilité publique pourront circuler dans les zones interdites à la circulation automobile lors de cette journée. « Cette journée en ville sans la voiture a pour objectif de favoriser la prise de conscience collective de la nécessité d'agir contre les nuisances générées par la croissance du trafic motorisé en milieu urbain. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la pollution atmosphérique ou contre le bruit, mais aussi d'améliorer la qualité de vie en ville. C'est une occasion pour les riverains

qui se plaignent d'une mauvaise qualité de l'air, de nuisances sonores des véhicules qui croissent tous les jours, de s'approprier, ne serait-ce qu'une journée, leur espace urbain privilégié », détaille le président de l'Aspewit, M. Morsli Bouayed, pas peu fier de son initiative pour proposer un riche programme pour l'occasion et de multiples autres découvertes (Musique, dégustations, cadeaux, animations, stands de fleurs, poissons et oiseaux, et chapiteaux), qui seront proposés au public, un peu partout dans les aubris et les stations de l'entreprise de transport urbain de Tlemcen, du téléphérique, et le long des grands boulevards et places du centre-ville.

MANSOURAH

La main verte et l'esprit «écolo» des riverains des 60 logements ENPI

Khaled Boumediene

En ces premiers jours du printemps, ceux qui ont l'habitude de passer devant la cité des 60 logements de l'ENPI à Bouhanak, dans la commune de Mansourah, ont certainement remarqué le beau décor des nombreux végétaux plantés récemment par les riverains, qui se sont tous mobilisés pour réaliser les premières plantations dans l'espace extérieur de leur quartier, afin de redonner plus de place au végétal. " Comme vous voyez, notre cité est cernée par tous ces chantiers en cours, et tous de longue haleine. Depuis qu'on nous les a attribués, pendant le mois de Ramadhan de l'année 2013, nous vivons un calvaire quotidien dans un environnement fait de poussière, de bruit, de camions-bennes cahotant avant l'aube et jusque tard dans la soirée, mais nous essayons d'être plus patients, car on sait qu'un jour ces travaux seront bel et bien achevés, et les nuisances que nous subissons aussi. Notre action est citoyenne, et pourrait permettre aux gens d'embellir leur quartier et l'espace public. Il faudra un peu de temps pour que cette cité soit bien fleurie et verte.

Ces parcelles et trottoirs embellis seront entretenus par les habitants de notre cité. Cette première opération de plantation a été possible grâce à l'apport du parc national de Tlemcen et l'APC de Mansourah. Nous allons très bientôt procéder à l'installation de balustrades au pied des bâtiments de



notre cité pour protéger nos enfants des chutes accidentelles par nos propres moyens.

De même, on pense installer de grands pots sur les trottoirs ", se réjouit Mahammed Anouar, un fonctionnaire de la CNAS, qui a une vue

imprenable depuis sa terrasse sur l'espace extérieur de sa cité et sur les chantiers de logements en cours. Cette louable initiative a été bien accueillie par les habitants de Mansourah, au passé historique et culturel très riche.

SIDI BEL ABBÈS

Un colloque international sur «l'erreur judiciaire» à l'université Djillali Liabes

M. Kadi

Outre sa récente consécration de première Université au niveau national, l'université Djillali Liabes de Sidi bel Abbès est classée 14ème à l'échelle arabe et 20ème en Afrique, selon le système «WEBOMETRIC RANKING» se basant notamment sur la visibilité sur le net. Cette structure renoue avec les grandes manifestations scientifiques et culturelles. En effet, après l'accueil d'un des concep-

teurs et adeptes du logiciel libre, le grand mathématicien et informaticien Américain, Richard Stallman, qui a présenté une riche conférence sur les lieux, le rectorat a tenu à rendre un hommage à celui qui porte le nom de cette université, l'intellectuel et chercheur feu Djillali Liabes, à l'occasion du 22ème anniversaire de son assassinat; voilà que l'on nous confirme la tenue d'un colloque international sur « l'erreur judiciaire » et ce, par le biais de la faculté de droit et

des sciences politique. L'université Djillali Liabes se prépare à cet événement prévu le 15 et 16 de ce mois, marqué, indique notre source, par le grand juriste Mahiou Ahmed. Ces «erreurs judiciaires» continuent de poser des problèmes et des répercussions et le choix de ce thème est, dit-on, judicieux. L'université Djillali Liabes amorçe ainsi une dynamique dans l'intérêt de la grande communauté universitaire et s'implique dans l'environnement.

CHLEF

L'agriculture en situation inquiétante

La session printanière de l'assemblée de wilaya s'est tenue ce mardi en présence du secrétaire général de la wilaya et wali par intérim, des directeurs de l'exécutif, des chefs de daïras, de députés et d'un sénateur. Le point inscrit à l'ordre du jour était la situation des exploitations agricoles.

D'une manière générale, les problèmes relevés au niveau des exploitations pilotes et consignés dans le document présenté par la commission

de l'hydraulique, l'agriculture, les forêts et la pêche sont les suivants : «L'équipement vétuste n'est pas renouvelé», «déficit en ressources en eau, notamment pour les exploitations agricoles si Menaouar, Belkhe-dim et Si Yah», «Faiblesse du rendement sur tous les plans», «Déficit en main-d'œuvre», «Volume des dettes importantes malgré l'apurement opéré par l'état en 2011», «Certaines exploitations accusent un déficit en ingénieurs et techniciens agronomes»,

«Mauvaise gestion au niveau de certaines exploitations», «Les agressions répétitives des terres appartenant aux exploitations de la part de certaines personnes».

Les élus ont jugé la situation inquiétante à plus d'un titre et ont exigé des responsables concernés de déployer les efforts nécessaires pour y remédier afin de faire de la wilaya de Chlef un pôle de développement agricole.

Abbad Miloud

AÏN TEMOUCHENT

L'autisme en débat

Mohamed Bensafi

Le monde commémore, ce jeudi 2 avril, la huitième Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme afin de mettre en évidence la nécessité d'aider à améliorer la qualité de vie des enfants et des adultes qui souffrent de ce trouble. Les statistiques, non officielles, ne sont pas exhaustives. Selon certaines, elles seraient 65 personnes, essentiellement des enfants, atteints d'autisme dans la wilaya d'Aïn-Temouchent. Cette maladie, peu connue du grand public, se caractérise par un trouble permanent du développement qui se manifeste au cours des trois premières années de la vie et résulte d'un dysfonctionnement neurologique compromettant le fonctionnement du cerveau, qui touche principalement les enfants, sans distinction de race ou de situation socio-économique, dans de nombreux pays. La maladie nécessite de la part des parents d'enfants autistes un courage, une détermination à toute épreuve et

une prise en charge spécialisée. L'association de prise en charge des enfants autistes d'Aïn-Temouchent a organisé, ce mercredi, en collaboration du centre universitaire d'Aïn-Temouchent, une journée d'étude autour du thème «sensibilisation à l'autisme».

Les débats ont été animés par des praticiens et spécialistes de cette pathologie. Ce qu'il fallait surtout retenir de cette journée, c'est qu'on peut dépister l'autisme de façon très précoce afin de prendre en charge au plus tôt l'enfant. Également, intervenants et parents d'autistes ont tous recommandé la création d'un centre ou service à Aïn-Temouchent pour la prise en charge des enfants atteints de cette pathologie. La thérapie la plus utilisée aujourd'hui dans le monde est la méthode ABA (Analyse Comportementale Appliquée). Une thérapie qui permet aux enfants de progresser naturellement dans leur apprentissage grâce aux relations qu'ils entretiennent avec leur environnement.

TERGA

Relogement de 94 familles

Mohamed Bensafi

Quatre-vingt quatorze familles, qui vivaient depuis de longues années dans un bidonville connu sous «El-Guetna», à Terga, une petite commune relevant de la daïra d'Aïn-Temouchent, ont été relogées, ce mardi, dans des appartements neufs. La joie se lisait sur les visages de tous les pères de famille concernés par cette opération menée dans une atmosphère de fête, au milieu des youyous des femmes, et pour laquelle tous les moyens humains et matériels (camions et ouvriers communaux) ont été mis en place par la commune et la daïra. Il s'agit, selon nos sources, de la

première opération de relogement dont ont bénéficié les citoyens de cette commune en cette année 2015. D'autres opérations similaires seront lancées dès la réception de nouveaux programmes de logements sociaux, actuellement en cours de réalisation, pour l'éradication de l'habitat précaire. Il est à signaler que cette opération est initiée dans le cadre du programme du président de la République visant l'éradication de l'habitat précaire. Enfin, le site (02 hectares) qui abritait le bidonville a été rasé juste après son évacuation. Il devrait servir d'assiette pour d'autres nouveaux programmes d'habitat ou d'équipements publics.

S'BAÏT

30 kg de kif traité découverts sur la plage

Une énième quantité de drogue a été découverte sur le littoral temouchentois, non loin de la plage de S'Baït, façade maritime relevée de la commune de Bouzedjar. C'est en effet une patrouille des gardes-côtes de Béni-Saf, en mission dans les parages, dans la soirée de mardi, qui a fait la constatation d'un colis rejeté par la mer, bien enveloppé, contenant 30 kg de kif traité en 300 plaquettes de 100 g chacu-

ne, frappées du sigle de la fameuse marque Mercedes-Benz (arborant une roue dentée). Le colis porte aussi la marque (ou code) «B22», ajoute notre source. Ainsi, après une accalmie qui a duré plusieurs jours, voilà la mer qui recommence à «cracher» de la drogue, sans doute balancée par des trafiquants en pleine mer, de crainte d'être arrêtés. Une enquête a été ouverte.

Mohamed Bensafi

TISSEMSILT

Lancement en 2015 des travaux de l'autoroute vers Khemis Meliana

Les travaux de l'autoroute Khémis Meliana-Tissemsilt-Tiaret seront lancés cette année, a annoncé, mardi à Tissemsilt, le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi. L'étude de réalisation de ce projet, qui contribuera au désenclavement de la wilaya de Tissemsilt et à son raccordement à l'autoroute Est-Ouest, est à «sa phase finale», a indiqué le ministre, en marge d'une visite de travail dans la wilaya. M.Kadi a accordé au bureau canadien chargé de l'étude avec son homologue algérien un délai pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés, insistant sur la nécessité de prendre en considération la réalisation de structures de services, le long de cette voie. Il a annoncé, lors d'un point de presse, que la wilaya a bénéficié d'un «important programme» d'aménagement, de confortement et de rénovation du réseau de routes nationales, de wilaya et communales. Le ministre a également indiqué que la wilaya de Tissemsilt sera traversée par trois autoroutes, à savoir celles de Relizane-Tiaret-Tissemsilt, Khemis Melia-

na-Tissemsilt-Tiaret et l'autoroute des Hauts plateaux, devant conférer une grande dynamique économique à la région. Il s'est enquis, lors de cette visite, du taux d'avancement des projets de maintenance de la route nationale (RN 14) sur une distance de 13 kilomètres, du revêtement de 23 km du chemin de wilaya (CW 19), de la réalisation d'une voie d'évitement au chef-lieu de wilaya (10 km) et d'un échangeur sur le chemin menant vers la commune de Ouled Bessam. M. Kadi a, en outre, visité des projets de confortement du CW 15 sur une longueur de 22 km en direction de la ville de Béni Chaïb, du chemin reliant la RN 14 et le CW 14 traversant la localité de Ouatouat (commune de Tissemsilt) et du CW 25 avec la réalisation d'un ouvrage d'art entre Sidi Slimane (Tissemsilt) et Bathia (Ain Defla). Il a, à cette occasion, assisté à la mise en service d'une maison de cantonnement dans la commune de Yousoufia et de deux ouvrages d'art à Meghila. Il a aussi visité la maison cantonnière du chef-lieu de wilaya.



■Vends 04 Apparts F3. 71 m² et Appart F3. 145 m². Promotion privée. Nouvelle construction Boulevard Victor Hugo angle Bastié - Tél : 0550.59.01.57

■Partic. Loue joli F3 Niv. Villa + Vend F3 + garage, entrée individuelle. Excellent voisinage. Pour Habitation ou Profession libérale - Le tout à Point du Jour - ORAN - Tél : 0774.57.46.33

■Loue des Apparts meublés, équipés et toutes commodités - Eau H24 - Garage - dans un quartier calme à Trouville - Ain Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■A vendre grand Studio. Sup. 40 m² modifié en F2 au 5^{ème} étage - Désistement - à Haï Sabah - Tél : 0771.48.57.86 - 0551.93.77.22

■A vendre Appart F4 - 13^{ème} étage avec Ascenseur en état de marche à Cité Jeanne d'Arc - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.55.95.90

■A MOSTAGANEM : Loue Appart F3 - toutes commodités, équipé, avec très belle vue - Tél : 0777.20.33.88

■Loue / F2. Cuisine. SDB. Sanitaires + cour de 10 m² + garage. 15.000 DA + Studio dans une Ferme pour une seule personne à Misserghine 5.000 DA. Poss. meublé - 0555.30.68.57

■Vends F4 en R+2 à Ilot 24 A 14 Kherrouba 600 Logts MOSTA - 95 m² - Salon + 3 chambres - Contactez HAMZA : 0773.27.26.12

■Loue Appart F4 neuf, équipé, à Sananès - ORAN - Tél : 0776.18.98.58

■Sarl Immob. ALICANTE vend en ESPAGNE : F2 - F3 - F4 + Fonds de commerces + Villas - Très bon prix - Mr Bruno Tél : 0034.6.56.36.21.97

■A louer F2 - 1^{er} étage à GDYEL - Endroit calme et tranquille - Tél : 0797.12.56.20 - 0552.41.30.10

■A louer Appart F2 à ORAN Cité Lescure - 2^{ème} étage - Pour Particulier ou Profession libérale - Toute commodité - Chauffe-bain + Eau H24 - A contacter N° 0667.42.33.86

■A vendre Appart F3. Sup. 66 m² au 2^{ème} étage. Refait à neuf - à Gambetta à côté de Sibawaih - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0555.40.03.16

■A louer F2 - 1^{er} étage Hay El Djazaïr - El Marsa Kebir - ORAN - Tél : 0561.66.02.48

■Vds F5 Rue Khemisti. ORAN. 1^{er} étage. Retapé à neuf. Ttes commodités. SDB - WC - 2 Placards - 1 Débaras - Pour Cabinet médical ou Prof. libérale - Tél : 0778.53.70.01

■TLEMCCEN : Vds pour Société Appart 196 m² sur Gd Bd Imama - Vue panoramique - sans vis-à-vis - Tél : 0558.50.67.32

■A louer Appart 190 m² Duplex 3 étages. Ascenseur. 11 U - A louer Local commercial Bd Dubai 80 m² + 80 m². 25 millions - Tél : 0550.46.12.03

■Vente Appartement de 70 m² (F3) situé à Hay Khemisti - ORAN - à côté de la Direction des Forêts - Prix 1,300 - Contactez : 0542.77.69.73

■Vends F4 meublé 9^{ème} étage dans résidence sécurisée à Bel Air - Tél. au 0771.36.26.07 pour visite - Courtier et intermédiaire s'abstenir

■Loue bel F3 bien aménagé 4^{ème} étage avec Ascenseur près de l'Université USTO - Mob : 0550.43.51.54

■Mets en location Appart F3. 122 m² (+ Gd hall) situé sur Gd Bd Fernandville proximité rond-point « Palais d'Or » - Contactez : 0560.08.27.26 - 0672.52.50.85

■Profitez de réserver des luxueux F3 110 m² et F2 80 m² avec Facilité de paiement - situés Gd Bd Millenium immeuble privé - Tél : 0771.40.48.22

■Vds F4. Cuis. SDB. 131,5 m². Ttes Commod. Acté. Eau H24. Tél + Internet. Etat neuf. Bon Voisin. Cité clôturée sécurisée avec parking à Ain El Bia (Bethioua) - Curieux s'abstenir - 0790.39.31.69 - de 9 H à 17 H pour RDV

■HAMMAM BOUHDJAR - Vends F3 - 78 m². 4^{ème} étage. Cité 178 Logts BARAKA ou Echange contre similaire à AIN TEMOUCHENT - Tél : 0665.31.51.31

■BETHIOUA - Location pour Entreprise étatique, étrangère ou particulier, d'un F3 - 78 m² - 2^{ème} étage, situé à la nouvelle cité 120 Logts CNEP centre-ville de BETHIOUA - 0665.31.51.31

■ORAN - Cherche colocataire Homme - Sérieux et Organisé - Tél : 0541.88.54.42

■A louer : F2. Sup. 63 m² avec cour. RDC - F3. 2^{ème} étage. Sup. 72 m² côté CASNOS - Hôpital Canastel - Libre début Mai et début Juin - Tél : 0661.200.254

■Vds F3 - Acté - 80 m² Haï El Yasmine 4^{ème} étg. Sans vis-à-vis. 2 Faç. Refait entièrement. Dalle de sol. Ttes Commod. Clim. Chauff. Internet - dans une cité clôturée, gardien Jour / Nuit - 0553.13.11.26

■Vends bel F3 situé à Dar El Beïda + Vds Bus ISUZU 2009 très bon état avec Agrément - 0558.85.19.57

■Vds Logt F5 - 1^{er} étage semi- collectif avec terrasse Cité Cdt Cherif Yahia 200 Logts Es-Senia - ORAN - Tél : 0657.10.88.27

■Vends F3 aménagé F4 Cité Grande Terre 3^{ème} étg. - Vends Villa 220 m² - 2 salons (10 x 5) + 4 chambres. Mitoyenne nouvelle Daira Ain El Turck. ORAN - Tél : 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■Vds bel Appart F6 - 153 m². Gd standing. 3^{ème} étage dans très bel endroit à ORAN Centre. Toutes commodités (Bus - Tramway...) - Prix : 1 MD 700 Nég. - Tél : 0561.95.01.62

■Loue F3 C/V propre 80 m² 2^{ème} étg. Immeub. Priv. 12 mois et plus : Sal. 2 Pces. Cuis. SDB. 32.000 + Loue Villa 3 Pces. Garage à Montplaisant - Ag. Djiwed El Adl - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■Vends Apparts F3 et F4 avec garages + chaudières + cuisines équipées dans très bel endroit à Belgaïd - ORAN - Tél : 0550.46.18.22

■Vends Appartement F3 - 1^{er} étage - Acté - en plein centre Ain El Turck, en face nouvelle Daira - Tél : 0771.13.16.44

■Vends Appartement refait à neuf Akid Lotfi (Gasmî) 4^{ème} étage - 70 m² - Tél. Internet. Interphone - Prix : 1,100 Md - Tél : 0550.46.12.03

■Vends F4 - 10^{ème} étage - Acté + L.F. Sup. 70, 43 m². Très bien situé - 2 façades. Bd Ahmed Ben Abdelrezak à côté CASORAN - Prix intéressant - Tél : 0771.84.92.84

■A louer F3 - 1^{er} étage - Très bien ensoleillé - Cité calme - pour courte ou longue durée - Cité la « Marina » - Ain El Turck - Tél : 0778.864.715 - 0559.750.543

■TLEMCCEN : Vend Appart 2 PC SB à BI-ROUANA - Tél : 0561.23.58.50

■Vds bel Appart F4 - Bien aménagé - 2 façades - en plein centre Akid Lotfi non loin de Joy - Toutes commodités - Tél : 0560.01.86.85 - Prix après visite

■Loue ou Vends très bel Appartement F4 en plein centre-ville d'ORAN. 120 m². Libre de suite - Tél : 0555.49.97.69 - Courtier s'abstenir

■TLEMCCEN : Vend Appart à KIFFANE au RDC aménagé avec débarras externe - Sup. 83 m² - Tél : 0552.94.11.39

■A vendre Appartement F3 au 4^{ème} étage. Vue panoramique en face stade La Radiuse. Maraval Cité des Oliviers - Tél : 0771.29.95.93 - 0779.97.64.79 - Sans intermédiaire SVP merci

■Vends / Loue des Apparts F3 de luxe. Sup. environ 150 m². Immeuble neuf de 13 étages avec vue sur mer et cuisine équipée à ORAN côté Wilaya. P.V. 14 U/m² - Tél : 0550.46.18.22

■Vends F3 - Acté - SDB. Toiletttes. Cuisine. 3^{ème} étage. Neuf - Hassi Bounif - Bon voisinage. Mitoyen Pompe Essence - Tél : 0666.81.86.76 - 0793.21.65.94

■Loue Appart à ORAN - Société ou Famille - F3 - 1^{er} étage. 80 m² - 4^{ème} Périphérique. Toutes commodités - Jamais habité - Neuf - Haï Yasmine - Tél : 0770.300.414

■Loue Appart F2 SDB. C. + garage. Sup. 75 m². Situé dans une villa entrée indépendante. Meublé ou Sans - à Pt du Jour côté Morchid pour couple ou Sté - Tél : 0553.07.99.29

■A louer Appartement F4 à Akid Lotfi - 5^{ème} étage - Tél : 0770.66.52.53

■A vendre Appart F3. RDC. 3 façades - Acté - Maraval - Convient Profession libérale ou Habitation - Tél : 0790.51.10.78

■Vds bel Apparts F3 de 114 m² et 77 m². Dalle de sol - Faience 1^{er} choix. Faux plafond. Portes et Fenêtres Mischler - Parking Sous-sol - Haï Bendaoud en face Station d'Essence 4^{ème} Périphérique Bir El Djir - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■Vds F4 bien aménagé, bien situé. 3^{ème} étage. Toutes commodités (Clim. Chauff. Téléph. Internet) - Cité Pyramides - USTO - ORAN - Face Hôp. 1^{er} Nov. - Tél : 0552.31.20.66

■Partic. Vend Gd F2 + petite courrette au 6^{ème} étage - 67 m² - Ensoleillé. 2 Faç. - Acté + L.F. - à côté de la Caisse Nle des Retraités - Castors - P. 640 U - Tél : 0665.26.74.94

Particulier met en Location Appartement F8 - 450 m² - Gambetta - Tél : 0550.18.35.49

■Loue Appartement Avenue Loubet. 4 pièces vue sur mer + 3 pièces Rue Nancy 3^{ème} étage - 20 m marché - Tél : 041.33.54.63

■Loue F4 Cité La Radiuse Maraval. 2^{ème} étage. Parking clôturé gardé H24 - Très bon voisinage - Prix 33.000 DA/mois - 1 an Avance - Tél : 0560.75.80.02

■Vds Appart de 70 m² au 10^{ème} étage - Acté - à Yasmine I - Vue panoramique sur les champs de Sidi Maârouf - avec Ascenseur H24 - sécurité totale - Tél : 0549.48.51.31 - 0774.49.68.03

■Vends Appart (Niveau Villa) luxe - 207 m² - 2 façades - au 1^{er} étage à Maraval - Tél : 0542.20.26.85 - 041.22.21.18

■Vds F2 pour Habitation ou Prof. Libérale - Vds F3 en Open Space double Faç. dominant sur Gd Bd - Actés - 2^{ème} étage Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0552.26.52.60

■TLEMCCEN - REMCHI : Loue Appart F3 - 1^{er} étage Bt Matri - Tél : 0779.27.87.75

■Vds / Echange Appart F2 à Hassi Bounif - Désistement - 60 m². Climatisé. Gaz de ville. Chauffage - 2 Pces. Cuis. Bain. Douche - Balcon. 4^{ème} étage - 0771.91.71.44 - 0559.79.89.16

■A louer une Pizzeria / Fast-food en face du lycée à Belgaïd - ORAN - Tél : 0776.68.69.10

■Vends F4 de 90 m² - 4^{ème} étage. Sans Ascenseur. Centre-ville ORAN proximité consulat d'Espagne Rue Ho Chi Minh - Prix 850 U - Tél : 0549.87.12.01

■Vends Appart F3 - Sup. 85 m² - Acté - Au 4^{ème} étage - Neuf - situé à Millenium CNL Cité El Wiam en face Stade Olympique ORAN - Tél : 0551.50.20.20 - 0770.71.20.37

■Vends ou Loue bel Appartement F4 à Miramar. 4^{ème} étage - Tél : 0557.57.13.82

■Vds : F3 USTO RC 88 m² 1 MD / F4 Gde Terre RC 1.300 U / F4 Gde Terre 4^{ème} 850 U / F3 Miramar 2^{ème} 950 U / F3 HLM Météo 80 m² 2^{ème} 1 MD / F3 1^{er} 80 m² Haï Chouhada 1250 U / AG. DJIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■Loue Appart 3 P.C. / SDB Centre-ville Place des Victoires - ORAN - 3^{ème} étage (Ascenseur). Immeuble propre - Tél : 0550.85.53.30

■URGENT - A vendre T6 Mobilart 236 m² - 23^{ème} étage - Tout équipé - Curieux s'abstenir - Tél : 0550.87.01.81

■Vends Appartement RDC - Acté - 93 m². Situé sur grand boulevard à Cité Plein Ciel - Gambetta - ORAN - Tél : 0550.13.23.86

■Vends F3 - Acté - à ARZEW Zabana. 75 m². Ensoleillé. Balcon avec vue sur mer. Toutes commodités, immeuble avec comité d'entretien, bon voisinage - Tél : 0560.13.37.42

■Vends : F2 - 2^{ème} étage à Seddikia + F4 RDC luxe à USTO - HLM - AG. ESSALEM - 041.42.03.93 - 0770.35.12.91 - 0771.69.87.27

■ORAN : Vends F5 standing - Double façade - 6^{ème} étage. Bd Front de Mer - Tél : 0771.31.91.52

■Mets en Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés, situés à Paradis-plage Ain El Turck. Corniche oranaise - Tél : 041.34.59.15 - 0777.01.34.14

■Vends Appart F4 - 100 m² - Acté - 4^{ème} et dernier étage USTO HLM - Prix : 1 Milliard 150 M. négociable - Tél : 0658.46.67.24

■Vends Appartement F4 de 114 m² qui se trouve à Cité 200 Logements Haï Badr - Le prix 1.500 - Tél : 0550.61.60.02

■Loue Appart F3 - 4^{ème} étage Dar El Salam - 2 chambres. Salon. Clim. Chauffage - 2 Balcons - Toutes commodités avec Parking - 0541.83.07.78

■Loue 3 Apparts 120 m² - 120 m² et 65 m². RDC et 1^{er} étage. Entrée individuelle - en face cinéma Lynx Miramar + Parking - Tél : 0550.37.07.35 / 041.40.32.37

■TLEMCCEN : Vds Appart 3 Pces + cuisine + SDB - à Birouana - Tél : 0550.23.06.33

ANNIVERSAIRE

A notre

adorable

BOURBAREK

Nadir

Joyeux Anniversaire

pour tes quatorze ans.

Toute la famille te souhaite une

longue vie pleine de joie, de

santé et de bonheur.



■A vendre Appartement F2 : Bloc L9 - 5^{ème} étage Cité Mouloud Feraoun (ex-Cité Perret) ORAN - Tél : 0770.84.53.50

■Vends F4 les Pyramides USTO - 4^{ème} étage - Tél : 0661.20.07.27

■A vendre Appart - Acté - Haut standing F4 - 98 m² - Entrée individuelle sur le 4^{ème} Périphérique (Es-Sabah) - Tél : 0556.77.72.90

■Vds F4. Gd balcon - à SIDI BELABBES La Bremer. 2^{ème} étage. Dble Faç. 85 m². Bien aménagé (Clim - Chauff. - Chauff.-eau - Placards...) - Tél : 0772.43.28.59 / 0555.40.11.86 - à partir de 17 H - Prix après visite

■Part. vend F3 Gd salon + cuisine spacieuse - Pas de vis-à-vis - Jardinier et Gardien - Vue sur 4^{ème} Périphérique - 5^{ème} et dernier étage - 77 m² - Acté - Yasmine (2) - Tél : 0771.94.97.42

■A louer joli F4 meublé, RDC, avec 2 grandes cours - Quartier résidentiel. Cité Point du Jour - Contacter : 0798.75.32.39

■A vendre Appartement F3 - 1er étage - Climatisé + Pompe d'eau - situé à 1180 Logts Bt 51 A - Maraval - ORAN - Tél : 0770.62.12.42 - 0553.27.04.16

■Vends Appartement F3 Rue Khemisti - 76 m² - Refait à neuf - Tél : 0553.23.38.76

■Loue T4 Mobilart bien équipé. Tour D côté port + Loue F2 équipé + garage à Fernandville résidence EPLF - Tél : 0552.38.71.79

■A louer F4 à Bel Air résidence Sidi Attallah + garage + Loue à Bel Air Eden F4 équipée + Magasin à vendre 90 m² résidence Rebano bien aménagé + 2 vitrines côté Pépinière - Tél : 0552.38.71.79



■A vendre RDC Maison de Maître. Sup. 102 m² avec cour à Protin - Tél : 0559.175.999

■A vendre Maison entourée par 3 hangars. Superf. totale 1.900 m² - Actée - Située à ZEROUALA sur la grande route à 10 Km de SIDI BEL ABBES - Tél : 0699.62.83.99

■Vends Maison 70 m² - Actée - R+2 - Façade - RDC : cuisine + garage + chambre + SDB et WC - 1^{er} étg. : 2 chambres + cuisine + SDB et WC - 2^{ème} étg. : salon + chambre + cuisine - Terrasse : chambre + 2^{ème} terrasse - à Petit Lac - ORAN - 0794.80.87.80

■A vendre Immeuble 4 étages, 2 locaux, centre-ville d'ORAN - Karguentah - à côté de la cathédrale - N° Tél : 0782.61.09.69

■A vendre Maison de Maître à Courbet (ORAN) à côté du café Le Diplomate - Sup. 1.000 m² - N° Tél : 0782.61.09.69

■Vds Maison. RDC : 3 Pces. SDB. Cour - 1^{er} : Gd Sal. Balcon. Gde terrasse - Sup. 97 m² - Actée + L.F. - P. 920 U fixe - Offre valable jusqu'au 30/09/15 - Tél : 0551.69.19.36 - à Sidi Chahmi 10 min d'Oran

■Vends Maison de Maître R+1 avec Cafétéria en activité à Delmonte (côté Pièces détachées) + Ferme 30 Ha (Acte Concess.) côté usine Knauf - FLEURUS - 0551.46.04.46

ANNIVERSAIRE

C'est aujourd'hui que notre adorable petit-fils **TOUMERT BENAMEUR FARES** souffle sa première bougie - le 02/04/2014 - A cette occasion, les familles **TOUMERT** et **OULD MESSAOUD**, son papa Abbès, sa maman, ses grands-parents et ses tantes lui souhaitent un Joyeux Anniversaire et une longue vie de bonheur et de réussite - **INCHA'ALLAH.**
Ton grand-père BENAMEUR



FELICITATIONS

«Toutes mes félicitations pour leur union à **Amina et à Moncef.**

Symbole de l'Union des villes de Constantine et d'Oran.

Deux cités séparées par la géographie mais rapprochées par une idylle qui réjouit et réunit deux familles dans la même joie.

Avec toute mon affection.»

Abdelhak BENELHADJ
de Strasbourg

VOYAGE CULTUREL EN EGYPTÉ

Sur les traces d'ABOU HASSAN EL CHADHILI (héritier de Sidi Boumedienne)

- 07 Jours en pension complète du 28 Avril au 04 Mai 2015.
- Hôtel 5* + guide professionnel durant tout le séjour.
- Visite des LUXOR - CAIRE - ALEXANDRIE

Tlemcen : DJOUL TRAVEL (en face hôtel Zianides)
043 26 30 31 / 043 26 30 25
www.djoultravel.com

Alger : PIROG VOYAGES (Paradou Hydra) 021 60 30 72/73
Mostaganem : Touraf Agence 045 41 05 05 / 41 06 06

Promoteur vend des Lots de terrain de 200 m²

entièrement viabilisés dans un nouveau lotissement à ORAN, quartier SIDI MAAROUF.

Téléphone : 041 240 338

Mobile : 0560 069 555

Siège : 03, Rue Benî Handel (Ex-Vaucluse) Boulanger. ORAN

Société privée Dans le domaine d'installation de réseaux Informatique et de Sécurité Située à Oran

Recrute dans l'immédiat

* Des Techniciens :

- Diplôme dans le domaine ou bien expérience de 03 à 05 ans.

* Des Commerciaux :

- Diplôme de sciences commerciales.
- Maîtrise de l'outil informatique.
- Bonne présentation.
- Esprit d'équipe.
- Connaissance en logiciel.
- Libre de suite.
- Résidant à Oran.

Veuillez envoyer votre Curriculum Vitae + Photo par mail : newtime.recrute@gmail.com

Ou contactez-nous par le Tél : **0555 00 79 65.**

Groupe Industriel et Commercial

Installé à Es-Sénia - Oran

Recherche pour son activité de distribution de meubles et accessoires de décoration :

DES CADRES EXPERIMENTES en :

- Marketing / Communication
- Merchandising

01 DFC

- Etudes Supérieures en Finance et Comptabilité
- Qualifications et expériences requises

Autres conditions :

- Libres de tout engagement et résidant à Oran ou environs immédiats

Transmettre CV + photo récente à :

ressources.h.dz@gmail.com

■A vendre Villa à Boutlélis Cité CNEP - R + 2 étages - 140 m² + jardin. 2 Gds salons + 4 Pcs + cuisine + 2 salles de bain + garage + 2 terrasses - Bâche d'eau - Tél : 0791.95.58.34 - Prix après visite

■Vends Villa. Sup. 650 m² -Adr.: 6, Avenue du Parc - Choupot (Parallèle Avenue Choupot) - Tél : 0775.89.06.39 - 0559.94.46.52

■A vendre une Maison de Maître 224 m² à Choupot - Veuillez contacter : 0556.65.92.79 - 0790.82.88.34

■Vends Villa 400 m² : 4 Chambres + très Gd Sal. SDB. Cuisine - Le tout meublé et équipé + Conserverie d'olives au RDC équipements complets - à SIG (W. MASCARA) - Actées + L.F. - Prix après visite - Tél : 0661.63.08.80

■Vds Villa R+2 - 216 m² - 5 Pcs. Cuisine. Clim. SDB (2) + 3 Salons. Chaudière. 1 Puits. 3 Garages - Actée - Pépinière. El Mostakbel 1 N° 2 - Tél : 0771.20.48.36 - 0670.28.25.65

■Vends Villa coloniale avec piscine - Superficie 650 m² à Claire-Fontaine - Ain El Turk - Tél : 0659.18.06.57

■A vendre une belle Villa à SBA de 250 m² à Haï Adda Boudjellal et un Appart F3 à la Brimaire au rez-de-chaussée élevé - Tél : 0699.79.61.74

■A vendre Villa RDC + 1 en Carcasse - Sup. 200 m² à Cité Djamel - ORAN - Tél : 0555.52.76.89

■Vends Maison de Maître au bord de la mer (Pieds dans l'eau) à Claire-Fontaine (Ain Turk - ORAN) - Prix après visite - Tél : 0541.62.64.92 - 0796.47.32.59

■Villa 134 m² - R+2 - à Misserghine. Haï Rahma - Finie pou 80% - Tél : 0550.45.31.51

■A vendre des Villas simples à Canastel - Bir El-Djir - Point du Jour - Fernandville - Pépinière - St-Hubert - Belgaïd - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■Loue Villa 444 m². 2 Faç. R+1 / R : Garage 300 m² + Salon - 1^{er} : Gd hall + 4 Gdes chambres + Gde cuisine + S. à manger + sanitaires - à SENIA Route Misserghine pour Sté - Possib. loue Local seulement - 0550.24.91.11

■A vendre Villa 250 m² à Misserghine - Garage. 2 Ch. - Cuisine - Piscine - 3 SDB - 1^{er} : 2 Ch. - Salon - Cuisine - Hall - Dressing - Prix après visite - Tél : 0771.00.48.74

■Vends : Villa 163 m² - R+1 à Cité Petit Dalila + M.M. à Belgaïd R+1 - 150 m². RDC fini à 100%. 1^{er} non fini + 3 Terrains : 267 m², 290 m² et 304 m² à Brédéah Daïra Boutlélis - Tél : 0773.50.30.79

■A vendre Villa 210 m² à Fernandville - ORAN : 4 Pièces - 2 Salons - Cuisine équipée + séjour - Hammam + Salle de bain - Cour et avant-cour - Sous-sol pour 5 voitures - Tél : 0559.88.53.03

■Vends Villa 550 m² cité militaire Canastel + Vends F4 luxe immeuble neuf - Ascenseur - à côté la Palmeraie lycée Lotfi - Tél : 0552.38.71.79

■A.V. Villa R+2 à Ain El-Turck - URGENT - Tél : 0557.04.55.78

■SAÏDA - Vends grande Villa avec commerces en 2 Livrets Fonciers - Livret 1 : 3 Salons. 2 Cuisines. 6 Pièces. Cave et Grenier - Livret 2 : 2 Apparts + Boulangerie et Epicerie en activité et 3ème Gd Magasin. Bien situés centre-ville. Possibilité de vendre séparément - Tél. 0661.23.74.77 - 048.51.71.89

■Vends Villa haut standing de 200 m² en R+2 à Cité Djamel sur grand boulevard - Finie à 100% - Tél. 0669.64.51.83 - Prix après visite - Curieuse s'abstenir

TERRAINS

■Vends Lot de terrain 400 m² - 3 façades - à Belgaïd côté Falaises - Terminus Bus 31 - Acté - Viabilisé - Libre de suite - Tél : 0771.27.34.16

■A.V. Terrains : 280 m² double Faç. la Poste Belgaïd + 198 m² Moustakbal 3 + 210 m² Bd Canastel côté CASNOS + 240 m² Coop. 119 Bir Djir - Tél : 0795.02.70.10

■A KHOURIBA (NEDROMA) : A vendre divers Lots de terrain pour Construction - Contacter : 0555.42.80.55

■A vendre Lots de terrain de 100 m² à 220 m² - Actés et viabilisés totalement à BOUFATIS - Prix intéressant - Tél : 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42 - de 9 H à 18 H

■Particulier vend 1 Lot de terrain 140 m² - 7 m de façade - à HASSIANE TOUAL (RHA) - Tél : 0796.86.34.48

■A vendre Terrain 270 m² Canastel 10,5 U/m² + Terrain 488 m² Fernandville 10,5 U/m² + Terrain 217 m² Misserghine 6,5 U/m² - Tél : 0550.46.12.03

■Lot de terrain (200 m²) à vendre à EL-AMRIA centre-ville (AÏN TEMOUCHENT) - Tél : 0699.22.55.59

■Vends 1 Lot de terrain de 200 m². Acté. Situé à Haï Bouamama (Haï Rocher) - ORAN à proximité du Centre d'Instruction de la police d'Oran - Tél : 0560.32.42.36 - 0561.64.01.18

■Vends des beaux Lots de terrain. Sup. 150 m² - 180 m² - 190 m² - dans une cité clôturée - endroit très calme à 5 min de la route d'ORAN - ARZEW - Tél : 0550.46.18.22

■A vendre Lot de terrain au Village TA-FRAOUI - Sup. 240 m² - Acté - Tél : 0771.55.18.81

■A vendre Lot de terrain 80 m² à TAMAZOUGHA (ST MAUR) - 2 façades avec dalle et entourage - Acté - Tél : 0557.11.91.68

■Vends Terrain 2 façades - 400 m² - Pépinière à 200 m du Bd Millenium - Appelez au : 0792.82.24.21 - Prix : 1.7 U/ m² Négociable

■Vends Terre Agricole 8 Ha à AÏN EL KERMA (Ain El Turk) avec 2 Gds bassins - 3 puits - 3 façades sur la Route Nle - Très bien situé - Tél : 0773.25.87.80

■Vente un Terrain pour Activité industrielle - Superficie de 2.600 m² - Adr. : Route Ta-fraoui (Arbel) - EL-KERMA - ORAN - Tél : 0770.55.55.05

■Vds Terrains : 200 m² + 214 m² + 270 m² + 250 m² + 225 m² à Canastel - 360 m² + 600 m² + 1.000 m² + 198 m² à Fernandville - ORAN - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■Vends Terrain 400 m². Convient pour Construction Immeuble ou Habitation : 7, Rue Seddiki Dahou - St-Eugène - Tél : 0550.96.78.05

■A vendre Lot de terrain 200 m² derrière la Poste Misserghine-Centre - Tél : 0771.54.40.98 - 0559.90.34.88 - ORAN

■Vds plusieurs Terrains 300 m² viabilisés - Actés + Livre foncier dans propriété privée clôturée à Belgaïd mitoyenne Lotiss. EL-Hachimia côté mosquée - Tél : 0552.56.42.30 - « Terminus 31 ».

■Vends à Ain Turk (ORAN) un terrain de 168 m² situé à Douar Maroc. Terrain Acté avec Livret foncier, dans un quartier résidentiel avec chaussée goudronnée, eau, gaz et électricité, avec un entourage (9 m 31 sur 20 m) - Tél : 0792.20.71.45

■A vendre Lot de terrain 602 m² double façade 24 m sur 25 m. Bien situé à Fernandville. ORAN - Tél : 0559.88.53.03

■Hangar à louer à Hamoul 5.000 m² couvert + A louer 3.700 m² à Sénia Zone II dont 1.800 m² couverts + Adm. R+2 + Poste - Tél : 0552.38.71.79

■A vendre Terrain de 512,50 m². 2 Faç. Acté. Livret foncier. Bd 1er Novembre la descente mosquée El-Qods, mitoyen au KNAUF et en face Laboratoire d'analyse El-Razi. Fernandville. Prix après visite - Tél : 0552.02.56.49 - 0771.39.00.78

■A louer Ferme Agricole avec Hangar + Habitation + 25 Ha - Les Andalouses - ORAN - Tél : 0797.56.17.05 - 0669.04.29.26

■Vends Terrain Agricole 1 Ha. Vue panoramique vers la Présidence les Andalouses. ORAN - Tél : 0797.56.17.05 - 0669.04.29.26

LOCAUX

■Loue / Vends : Aires de stockage Sup. 6.000 m². Couverte 4.000 m². H : 7 m. Clôturées - Toutes Commod. - Devant carrefour (Péage) Autoroute Est - Ouest à 20 min d'ORAN - Tél : 0553.91.46.44 - Prix après visite

■A louer Chambre froide Positive 40 m³ à Mers El Kébir - ORAN - ou Travailler avec Associé si possible - Sérieux - N° Tél : 0553.47.26.48

■A louer à SAÏDA : Local 170 m² + Appart F3 avec une grande cour + garage pour voiture - Tél : 0782.61.09.69

■Loue Dépôt 100 m² avec arrière-boutique, entrée séparée - Rue Tizgirt - Bel Air à 100 m du rond-point de la Wilaya - Tél : 0774.36.02.90

■Loue Local 38 m². 3 façades. 2 entrées. Sanitaires. Cité 260 Logts LSP USTO entre CHU 1^{er} Novembre et Palais des Congrès - Tél : 0774.36.02.90

■Cherche Local à louer pour projet ANSEJ d'une superficie de plus de 36 m² avec dalle de sol et toilettes à ORAN - Tél : 0668.54.94.80

■A.V. Local de 45 m² en plein Boulevard Millenium 2 - Fini luxe - avec sanitaires et Seda - 0771.40.48.22

■Location Open Space. Superficie 71 m², 117 m² et 186 m² (Bordj Center Business côté Morchid / Vivarea Food / NDO) - Tél : 041.53.87.25 / 0561.97.74.01

■Deux (02) Locaux à louer - Bien situés à Choupot - Sup. : (1) 130 m² - (2) 25 m² - Tél : 0663.80.55.10

■Vends Boulangerie - Pâtisserie Fonds et Murs en activité avec puits d'eau douce. 350 m². Quartier marché 32, Rue de la Bastille - ORAN - Tél : 0779.50.97.67 - 041.33.18.56

■A louer Local 56 m² : Rue des frères Naïti - Libre de suite - Tél : 0550.19.88.66

■A vendre Parc de 1.400 m² à Sidi Chami avec Hangar de 250 m² + 02 pièces pour gardien - Acte notarié dans l'indivision - Tél : 0673.57.85.25

■Vends Local à Haï Yasmine 2. Résidence Bahia. Local de 36 m² refait à neuf + électricité, eau, sanitaires - SVP prix après visite - Tél : 0794.34.73.42

■Vends ou Echange Magasin équipé en Pizzeria avec toutes commodités. Four + Plasma + Table + Chaise - Climatiseur - Sup. 45 m² au 100, Rue de Mostaganem. ORAN - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■Loue Local commercial. RDC : 150 m² - 1er étage : 180 m² - Gambetta - Tél : 0661.20.66.32

■Loue Local 200 m². RC. Rue 1^{er} Novembre Fernandville près de mosquée El-Qods et distributeur Knauf - toutes commodités disponibles - Prix après visite - Tél : 0661.41.87.52

■Vends Local à ARZEW Cité 226 Logts. Rez-de-chaussée. Double entrée - Convient pour activités libérales - Tél : 041.33.54.63

■Loue Hangar 2.000 m² avec Gardiennage à Benfréha. Agents Sécurité - Propriétaire - 041.33.54.63

■Vends Local standing à Haï Sabah pour activités libérales, pharmacie ou autres - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 041.33.54.63

■Loue Local 100 m² à côté de CASNOS avec rideau électrique. Sécurisé + Loue Local 30 m² à Bir El Djir pour Dépôt - Tél : 0776.29.89.81

■Vends à ORAN-Centre quartier Michelet : Local traversant 2 façades, 225 m² + soupenette béton 35 m² - Tél : 0558.38.15.66 / 0777.40.90.95

■Part. vend Local à Akid Lotfi - Sup. 32 m² avec sous-sol de 29 m². Bien aménagé - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0555.49.99.64

■A.V. Fonds de commerce Resto et Pizzeria à TINDOUF avec Matériel - Prix à 250 Millions - Tél : 0658.38.57.41

■Loue Dépôt 1.000 m² bien situé avec 350 m² couvert centre-ville ORAN - Contacter : 0661.21.24.08

■Loue Local climatisé, bien situé, rue commerçante Haï Daya avec façade. RDC 100 m² + étage 100 m². Bien aménagé pour tout commerce - Contacter : 0661.21.24.08

■Loue Bureau double façade vue panoramique conception en mur rideau, 2^{ème} étage, bien aménagé. Superficie 100 m² - Contacter : 0661.21.24.08

■Loue Parc non couvert - Sup. 1.300 m² - situé à côté du Rond-point Palais d'Or (Les Falaises) + Loge gardien - pour Stockage ou pour Bus ou Poclain - Tél : 0560.01.26.07

■Loue local au RDC 65 m² avec sanitaires - eau - cuisine - Refait à neuf sur Bd (Rue de Mostaganem) C.V. d'ORAN - Tél : 0550.37.07.35 / 041.40.32.37

■Loue Local commercial au 1^{er} étage - Sup. 232 m² en Open Space au centre d'ORAN : Bd HAMMOU Boutlélis - Immeuble très récent - Tél : 0551.42.09.21

■A louer : Parc 2.000 m² + showroom 300 m² + Bureau au 1er étage 300 m² bien aménagé à Es-Senia vers le Phoenix + Loue Dépôt 2.000 m² dont 1.600 m² couvert - Tél : 0552.38.71.79

■Cherche Location de Dépôts. Superficie de 1.500 m² à 2.500 m² avec Bureaux en Zone Industrielle des Wilayas de TLEMCEN - CHLEF - MASCARA - AG. LA LOFA - 0550.46.13.22 / 0550.46.13.63

■Promotion Immobilière S.A. met en vente des Locaux commerciaux avec ou sans sous-sol (grand choix de surfaces) et Logement F4 surface de 84 m² au 2ème étage. Sur le 04ème Boulevard Périphérique - Haï Sabah - ORAN - Tél : 0553.78.31.13 / 0550.96.97.76

■Loue Local 220 m². Refait à neuf - Acté - Avenue Emir Abdelkader - 2 façades. 3 niveaux. Double vitrage - Tél : 0553.23.38.76

VEHICULES

■Loue Fourgon Master RENAULT fermé - Châssis moyen - Pour toute distance dans l'immédiat - Contacter Tél : 0771.42.55.91

■Location 2 Semi-remorques Frigo MONTENEGRO - Année 2013 - Termoking Sly 400 Eco Négatif - Tél : 0782.20.50.60

■A vendre la nouvelle PARTNER Tollé (Commerciale). Fin d'année 2013. Couleur Blanche - H.D.I. - 92 CH - Tout options - Zéro Retouche - Tél : 0550.02.52.26

■Vends Pick-up double cabine 4x2 - Ess. avec installation GPL - Année 2013 - En très bon état de marche - 80.000 Km - Contacter : 0560.03.81.00

■A vendre Voiture à pédale pour enfant (3 - 10 ans) importée de la HOLLANDE - Tél : 0793.71.32.99

■Cherche Location 5 Camions Frigos « KIA » K.2700 - Tél : 0549.55.43.90

■A vendre Camion Frigo H100 - Année 2012 - Toutes options - 63.000 Km parcourus - Téléphone : 0555.27.83.43

EMPLOIS

■Un nouveau journal sportif installé à Oran et Alger : Recrute Journaliste pour occuper le poste de Directeur de publication - Minimum 5 ans d'expérience - Licence ou Magistère en Journalisme - Envoyer CV au : recrute31@hotmail.com

■Pizzeria à ORAN Mdina Jedida cherche Serveuses - Expérience min. 1 an - Appeler à partir de 17 H à 21 H au : 0550.48.33.40

■Cherche deux Vendeurs pour Magasin de Sous-vêtements Homme à ELAKID (NB : Il faut habiter aux environs) - Tél : 0772.37.00.06

■ORAN - Sté de Promotion Immobilière recrute Commerciale diplômée en Science Commerciale ou Marketing - Maîtrise français et anglais - O / Informatique - Présentable - Expérience exigée - Envoyer CV au : recrute31@hotmail.com

■Ingénieur 56 ans, retraité SONELGAZ Exploitation et Travaux, cherche Emploi dans les wilayas 13 - 22 - 46 - Tél : 0559.35.55.94

■Pharmacie cherche Vendeur qualifié - Emploi stable - Horaire de travail de 16 H à 21 H - Tél : 0551.27.66.24

■Un Salon de coiffure pour Femmes à Gambetta cherche une Jeune Coiffeuse qualifiée, condition exigée - Contacter le : 0559.71.03.81

■Psychologue Clinicienne cherche à travailler en Groupe médical ou Cabinet médical - J'ai l'expérience de 12 ans - Contactez-moi : 0673.57.53.90

■Agence d'Assurance recrute Agent Polyvalent (Production & Sinistre) ayant une expérience dans le domaine - Envoyez CV avec photo au : c_acc@ymail.com

■Ets sise à ORAN recrute une Assistante de Gestion femme résidant à ORAN - Expérience souhaitée - Envoyer CV + photo à : ets-frishsofiane@hotmail.fr

■Groupe de Sociétés industrielles recrute : - Mécaniciens Industriels 5 ans d'expériences - Cariste - Fax au : 041.53.83.87

■Hôtel MONTARNASSE Recrute : Réceptionnistes - Cuisiniers - Aide Cuisiniers - Serveurs - Les candidats doivent envoyer leur CV à E-mail : hotelmontarnasse@yahoo.fr

■Hôtel MONTARNASSE Recrute : Gouvernantes - Femmes de chambres - Agents de sécurité - Expérience exigée dans le domaine - Les candidats doivent envoyer leur CV à Email : hotelmontarnasse@yahoo.fr

■Société de distribution de produit pharmaceutique sise à ORAN recrute des Chauffeurs et des Préparateurs. Niveau d'études exigé : Secondaire - Envoyez vos CV à : algerieorane@gmail.com

■Bureau d'études à ORAN recrute Architecte ou Ingénieur en G.C. expérimenté pour suivre chantier - Envoyez CV : isoconcept.31@hotmail.fr - Tél : 0661.10.82.99

■Cherche Secrétaire pour Magasin d'électricité à Millenium - Bir El Djir - Tél : 0551.86.92.69

■Entrep. privée à ORAN recrute un Ingénieur Génie Civil ou Architecte pour faire Chef de projet - Maîtrise Auto Cad - Expér. + 5 ans - Env. CV : Fax : 041.77.92.55 - Tél : 0771.33.02.69 / 0672.40.75.49

■Pharmacie à Bir El Djir (près de l'Hôpital Pédiatrique) cherche Vendeur (se) - Expérience exigée - Salaire motivant - Tél : 0553.15.36.70

■Salon de coiffure « Dames » à Cité Petit - ORAN : Cherche Coiffeuse qualifiée et Apprentie - N° Tél : 0790.82.09.21

■ORAN : Sté cherche Assistante Administrative - Ingénieur en informatique - Juriste & Formateurs dans différentes disciplines - Maîtrise du français et de l'outil informatique - Contact : cecos.recrutement@gmail.com

■ORAN : Sté cherche Jeunes Universitaires (Hommes ou Femmes) possédant véhicules pour être Consultant libre d'affaires - Maîtrise de la langue française et de l'outil informatique - Contact : cecos.recrutement@gmail.com

■Recrute Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■Cherche une Coiffeuse et Esthéticienne qualifiée avec un bon salaire à Haï El-Yasmine - Tél : 0560.07.00.88

■Sté Import - Export à Es-Senia recrute Aide Comptable H/F - Mait. l'outil Inf. / Facturation - Expér. dans le domaine IFRS / Archivage - Envoyer CV : recrutement@cgi-dz.com

■Ingénieur en Génie Civil. Expérience 4 ans et 6 mois : Cherche Emploi - Respect de toutes vos propositions - Tél : 0673.42.85.97

■Société privée : Fabricant dispositifs médicaux recrute : 1. Comptable - 2 ou Aide Comptable. Habitant Oran. Expérience obligatoire - Faxer CV + photo au : 041.53.73.54 ou par email : medicatdirection@gmail.com

■Société en développement sise à ORAN cherche : 01 TS en électricité Bâtiment - Expér. Min 03 ans. Salaire selon compétence - Transmettre CV à : promorecrut15@gmail.com

■Sté Tlemcen : Recrute un Responsable de magasin - Conditions exigées : Résident à TLEM-CEN - Maîtrise la gestion des stocks par PC et l'outil informatique (Excel / Word) - Expérimenté dans le domaine / Salaire motivant - Transmettre CV à : tlemcen_recrutement@yahoo.fr

■Sté à ORAN recrute pour le compte d'un groupe Français Téléconseiller maîtrise parfaite de la langue française et outil informatique - Envoyer CV à : recrutement@marketel-algerie.com

■Multinationale recrute Vendeuses (48 wilayas), travail libre - Envoyez votre CV au 021.54.29.36 ou contactez 0771.163.549 / 0550.641.545 ou le 0555.598.000 - Nous vous répondons

DIVERS

■Cause Retraite : Vends Agence de voyages Agréée - Email : voyageshassane@yahoo.fr

■Groupe qualifié prend en charge des Travaux de : Démolition - Gros Oeuvres - Maçonnerie Gle - T.C.E. - Fourniture et Pose - Décoration Façade - Tél : 0770.42.47.57

■STOP : Vente en gros Consommables informatiques. Cartouche & Toner Laser CANON EPSON HP SAMSUNG KYOCERA - à de très bon prix et qualité garantie 100% - Tél : 0560.06.25.31 - 0560.92.67.70

■Cherchez-vous une Formation de Vendeurs en pharmacie ? Contactez-nous au 0549.23.55.06 pour une Formation médicale de 03 mois et à nous de vous trouver un travail

■Vends Licence d'Achat d'un véhicule à l'étranger ou en Algérie - W. TEMOUCHENT - Ville - Tél : 0550.77.81.68

■A vendre : 3 Tours E.P. 1500 et 2000 - 1 Perceuse à colonne - 1 Etaulimeur - 1 Scie mécanique - 1 Fraiseuse à métaux - Tél : 0560.14.10.36

■A vendre Pièces détachées pour Moteurs Diesel : VM - HATZ et LOMBARDINI (Cylindres - Filtres à huile - Becs - Coussinets) - Anciens Prix - Tél : 0560.14.10.36

■Import Médical vend : Echographes - Laptop Portables néufs - Fauteuil dentaire - Compresseurs - Autoclaves - ECG - Radiographies - Tél : 0771.63.32.73

■Vente Matériel de Massage complet - Marque 240 BOWE - Contact : 0552.95.83.95 - 0555.11.51.30 - ORAN

■Vends un Compacteur SP 24 avec Remorque - N° Tél : 0665.29.29.86

■A.V. Stock Matériels Travaux : Madriers - Lambourdes - Serre-joints - Tréteaux - Fûts - Cisaille G.M. / P.M - Coiffage métallique - Tél : 0770.32.59

GUELMA

La consommation des crédits sur la table de l'APW

La seconde session de l'APW qui se déroule du 31 mars au 02 avril 2015, a été inaugurée par la présentation du bilan des activités des services de l'Etat, pour l'année 2014, dont la dotation financière globale a été de l'ordre de 7.316 milliards de dinars destinés à couvrir 81 opérations inscrites au programme sectoriel décentralisé et 195 opérations des programmes communaux.

Mohammed Menani

De la résultante, nous relevons un taux de consommation de 15,10% au titre du PSD et 36,94% sur les PCD. Ce ratio, relativement, faible des consommations des crédits alloués, resté lié à des contraintes communes ordinaires et parfois des cas de force majeure, grevant l'environnement des actions du développement local. Il s'agit, notamment, du déficit en assiettes foncières pour l'implantation des projets, des lenteurs procédurales, dans les consultations, les sélections et les attributions de marchés, aggravées, fréquemment par le phénomène récurrent de l'infirmité ou encore la faiblesse criarde

des moyens de réalisation, au niveau local. Dans le gigantesque chantier ouvert sur le territoire de la wilaya et dans la multitude des entreprises qui foisonnent dans le secteur de la construction, nous constatons que les entités, les plus performantes, se comptent sur les doigts d'une seule main, d'où l'incapacité de réussir à combler les retards.

Dans son intervention devant l'organe de contrôle populaire, le wali de Guelma a soutenu que «ce bilan, synthétisant les activités des structures exécutives, reflète expressément que des efforts sont, incontestablement, fournis, malgré les aléas et qu'il reste, beaucoup, à faire pour relever la cadence des réalisations sur le terrain. Dans nos prévisions pour l'amé-

lioration nous avons inclus le concours des entreprises étrangères dans nos moyens de réalisation, dira-t-il et je reste persuadé que l'exercice en cours connaîtra une hausse consistante, au volume des programmes et par voie de conséquence, influera sur la hausse, dans la consommation des crédits, dans les secteurs névralgiques tels les Travaux publics, les Ressources en eau, l'Habitat et la réalisation du nouveau pôle universitaire». Le chef de l'exécutif a instruit ses collaborateurs maîtres des ouvrages de mettre plus de rigueur et de perspicacité dans le contrôle et le suivi permanent des travaux, en les invitant à se démarquer de toutes les tentations de relâche et d'insouciance.

SKIKDA

Concertation autour des préoccupations des citoyens

A. Boudrouma

Des associations et des personnalités de la société civile de Skikda se sont réunies, en conclave, dimanche dernier, à la wilaya de Skikda, en présence des autorités locales pour «une rencontre de dialogue et de concertation autour d'un certain nombre de questions, en rapport avec le développement de la ville». Cette rencontre, à laquelle les autorités de wilaya semblent attacher une importance particulière et qui a permis, aux participants, d'exposer leurs points de vue et formuler leurs propositions, n'a pas été suivie, néanmoins, par les représentants locaux des médias qui se sont contentés d'exploiter de loin, le compte rendu des travaux qui leur a été transmis, à l'issue des travaux. On y a relevé, en substance, que «le wali a expliqué à ses interlocuteurs qu'il espère pouvoir écouter et

savoir quelles sont leurs attentes, leurs aspirations, quels sont les principaux problèmes et préoccupations auxquels est confrontée la population et quels sont, surtout, les impacts réels des projets de développement réalisés, lancés ou en voie de lancement».

Par ailleurs les débats, a-t-on noté, ont porté sur différents sujets spécifiques, à Skikda, notamment les risques d'inondations et les glissements de terrain, l'extension du port de commerce vers 'L'Ilot des chèvres', la création de nouvelles zones d'activités, le développement du Tourisme et le renforcement des capacités d'accueil des structures de jeunes, les sports, le système de santé, l'université, la mise en service de la station d'épuration, le réseau routier, l'hygiène...

On a relevé que dans son intervention, le directeur des Ressources en eau de la wilaya de Skikda, a révélé que, seulement 10% des

eaux usées, sont actuellement, traitées à la STEP de Hamadi Krouma et que 10 nouvelles stations de relevage, en cours de réalisation, devraient être mises en service prochainement. Lui succédant, le directeur de la Jeunesse et des Sports a annoncé le prochain lancement des travaux d'un projet de réalisation d'une auberge de jeunesse à Azzaba, devant étoffer ainsi, les capacités d'accueil de la wilaya qui dispose, déjà d'une auberge à Skikda. D'autres rencontres du genre sont prévues, à l'avenir, a-t-on signalé, dans l'objectif de créer un espace de concertation, entre l'Administration et la Société civile, afin de mieux cerner ses attentes. De cette initiative, on peut retenir, néanmoins, que l'implication de la wilaya sur un terrain, théoriquement, du ressort de l'APC, n'est rien de moins qu'un cinglant désaveu infligé à ses élus.

TÉBESSA

Plus de 1.700 litres de gasoil saisis

Ali Chabana

Le bilan des activités de la Gendarmerie nationale, durant les dernières 48 heures, fait état de la saisie de 1.720 litres de gasoil et

ce, après l'interception de véhicules utilisés dans le trafic de carburant aussi bien à Tébesa qu'à Bir El Ater. Pendant la même période, les gendarmes ont récupéré un lot de marchandises destiné à

la contrebande notamment des appareils électroménagers. La saisie a eu lieu près de la localité d'El Aouinet, au nord de Tébesa, le conducteur de la voiture a été arrêté, a-t-on indiqué.

OUARGLA

Une école de formation en électricité et gaz, prochainement

Les travaux de réalisation de l'école de formation en électricité et gaz, retenue pour la wilaya de Ouargla, seront lancés au courant du 3^{ème} trimestre de 2015, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Projetée avec un financement de 1,62 milliard de DA, la future école, relevant de l'Institut de formation en électricité et gaz (IFEG), sera réalisée sur une surface globale de 60.042 m², dans la zone des Equipements publics (chef-lieu de wilaya), avec un délai de 24 mois, a-t-on fait savoir. Cet établissement de formation

visé à répondre à la demande croissante, en matière de formation en électricité et gaz, dans la région et à améliorer les aptitudes professionnelles de la ressource humaine du groupe Sonelgaz.

Une fois opérationnelle, l'école assurera une formation spécialisée pour un effectif de 1.500 stagiaires par an, dans différents métiers techniques, notamment la distribution électrique, la distribution du gaz, le transport de l'électricité et du gaz, la production diesel (turbine à vapeur et turbine à gaz), les cycles combinés et

les énergies renouvelables, selon la même source.

Elle prendra en charge les besoins en formation professionnelle spécialisée des catégories socioprofessionnelles (exécution et maîtrise), de l'ensemble du personnel des filiales du groupe Sonelgaz, en plus des agents, relevant des entreprises sous-traitantes et les artisans activant dans le domaine, a-t-on ajouté. L'IFEG regroupe actuellement 3 établissements, à travers le pays, implantés à Ben-Aknoun (Alger), Blida et Ain M'ila (Oum El-Bouaghi).

ALGER

Birtouta veut mieux

Les communes de la circonscription administrative de Birtouta, qui ont vu leur population grossir, rapidement, après les opérations de relogement de la wilaya d'Alger, continuent de souffrir d'un lourd déficit en équipements publics, ont déploré des élus locaux. Les communes de Birtouta, Tessala El Merdja et Ouled Chebel manquent d'écoles, de structures de santé, de loisirs, de transport et même de cimetières, ont-ils souligné, lors des séances de travail avec une délégation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) qui prépare une conférence de wilaya sur le développement local à Alger. Ce déficit a été aggravé avec l'arrivée, en si peu de temps, de milliers de familles à l'issue des opérations de recasement des occupants des sites précaires d'Alger et dont les cités d'habitations ne disposent pas toujours des équipements nécessaires, ont expliqué les élus locaux. Avec un budget de 350 millions de DA dont 38% de masse salariale, Tessala El Merdja est une «commune riche», selon le maire Mohamed Nanouche, qui est à son 4^{ème} mandat, à la tête de l'assemblée locale. Malgré cette «richesse», les 35.000 habitants de cette localité de 20,5 km² manquent d'établissements scolaires dans les zones périphériques, attendent l'aménagement du stade communal mais surtout ont besoin d'un cimetière, a expliqué M. Nanouche à la délégation de l'APW. «Le terrain du cimetière communal a été intégré dans l'assiette d'un projet d'une institution de souveraineté. Par conséquent, les citoyens de Tessala El Merdja enterrent leurs morts au cimetière de Sidi M'hamed, à Birtouta, qui nécessite, à chaque fois, notre intervention», s'est-il plaint. Les habitants de Tessala El Merdja ont, donc, besoin d'«interventions» de leurs élus pour enterrer leurs morts à Sidi M'hamed parce que, précisément, la commune de Birtouta est confrontée à une saturation prochaine de ses deux cimetières, ceux de Sidi M'hamed et Baba Ali. «Le cimetière de Sidi M'hamed sera saturé dans une année et demie, au maximum. Il faut, dès maintenant, trouver un terrain pour un autre cimetière», a pré-

venu un élu à l'APC de Birtouta, dont la population a doublé en 4 ans, passant de 30.500 habitants en 2008 à environ 70.000 actuellement. Malgré un budget de plus de 840 millions de DA, l'APC peine à implanter une dizaine de projets, d'utilité publique, dans plusieurs quartiers, en raison de la rareté du foncier. L'idée d'exploiter les terrains récupérés dans l'éradication de bidonvilles, pour ces projets (écoles, poste, polyclinique, terrains de proximité, aires de jeux,...) a été saluée par la délégation de l'APW, qui a, dans ce sens, recommandé de faire des réserves au Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), avant l'expiration des délais de consultation publique, mardi 31 mars. Dans le PDAU, en cours de validation, les terrains en question sont réservés à des projets de wilaya, selon un élu de Birtouta. Le programme de relogement des occupants des sites précaires, toujours en cours, a été lancé, le 21 juin 2014, dans la commune de Ouled Chebel, avec l'inauguration de la cité des '3.216 logements', qui a porté le nombre de la population à 21.000 habitants.

Mais le budget communal, 110 millions de DA (2014) dont 80% de fonctionnement, ne permet pas d'investir dans les structures d'accompagnement, selon Mohamed Bessakhi. Ce dernier dit militer pour qu'Ouled Chebel dispose d'une zone d'activités qui lui permettra de sortir de sa dépendance financière due aux subventions de la wilaya. Il a, également, souhaité inscrire un projet de polyclinique sur le terrain d'un ancien bidonville au chef-lieu communal et la délégation de l'APW s'est engagée à soutenir cette revendication. En prévision de la conférence de wilaya sur le développement local, prévue en juin, l'APW a tracé un programme de visite, lancé la semaine dernière à Zéralda, Rahmania et Mahelma. Conduites par la commission du développement local de l'APW, ces visites d'information sur l'état des lieux des communes se poursuivront, mardi dans la circonscription d'El Harrach. Le programme sera bouclé, le 5 avril, à Chéraga, selon le planning de l'Assemblée.

AÏN DEFLA

Un stade omnisports en projet

Les travaux de réalisation d'un stade omnisports, d'une capacité de 10.000 places, seront lancés au début de l'année 2016, à Aïn Defla, a-t-on appris, auprès du directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS). Une enveloppe financière de 1,2 milliard de DA a été consacrée à la réalisation de cette infrastructure, a indiqué, à l'APS, Bakhti Mohamed Lamine, signalant que le projet est, actuellement, en phase étude. Outre une aire de jeux de 105 sur 65 m, réservée au football, le futur stade omnisports comprendra un terrain de réplique

de 1.000 places doté d'une piste d'athlétisme de 8 couloirs, a-t-il précisé. Cette infrastructure sportive sera pourvue, selon lui, de toutes les commodités nécessaires, notamment, d'un parking d'une capacité d'accueil de 1.500 véhicules, ainsi que des aires de stationnement de bus. De grands espoirs sont fondés sur ce projet, impatientement, attendu par les jeunes de Aïn Defla qui sont persuadés que ce futur stade boostera la pratique sportive, dans la région et, par ricochet, contribuera à la découverte de jeunes talents dans différentes disciplines.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

12 jomada ethania 1436				
El Fedjr 05h05	Dohr 12h52	Assar 16h26	Maghreb 19h14	Icha 20h34



Marché Ferrando Impatience et déception, mais beaucoup d'espoir

**Aux aguets, les commerçants du sinistré marché Bettou-ex Ferrando-
attendaient hier matin à proximité de leurs locaux un quelconque
signal concret d'une prise en charge sérieuse de la part de l'APC
en ce qui concerne la réouverture «imminente» de leur marché.**

Rekibi Chikhi

Assés d'entendre «des paroles sans suite réelle» et poussés par une forte volonté de mener les choses à bon port dans les plus brefs délais, les commerçants du marché fermé depuis un mois ont devancé les autorités communales en se chargeant eux-mêmes, depuis hier matin, de l'achat des matériaux nécessaires à une rapide opération de réhabilitation. «On ne pouvait en aucun cas attendre l'aboutissement de toutes les démarches administratives annoncées auparavant, et c'était notre proposition à nous de prendre en charge les frais de rénovation», insistent-ils. Une ambiance palpitante de joie régnait hier, donc, malgré les tas de débris brûlés jonchant l'entrée principale et devant les locaux fermés. Tous attendaient impatiemment l'arrivée du matériel et l'entrepreneur désigné par l'APC qui devrait se charger, comme convenu, de la rénovation partielle. Tout le monde s'affairait ; une grosse opération de ménage a démarré dès les premières heures du matin.

Les propriétaires des deux locaux les plus touchés ont décidé, pour faire vite, d'entreprendre eux-mêmes les travaux. Un local d'alimentation générale et un autre de produits cosmétiques dont les étagères regorgeaient de produits à base de solvants lesquels ont donné de la vigueur aux flammes qui ont atteint la toiture et détruit les pou-

tres de soutènement. « Les 130 commerçants ont commencé à cotiser depuis hier matin (mardi), même ceux dont les locaux donnent sur la rue Boudjreiou », nous informe un fleuriste. « Alors que nous, les commerçants, avons tenu notre parole, car les matériaux vont arriver dans quelques instants, les autorités toutes fidèles à leurs habitudes, n'ont envoyé personne jusqu'à maintenant. On nous a promis que l'entrepreneur serait là à huit heures du matin », nous déclare un commerçant outré. Un vendeur d'habillement nous conduira le long de la file de magasins fermés spécialisés dans l'habillement et la chaussure, longeant l'une des façades intérieures du marché. «On est très solidaires avec les commerçants fortement touchés, mais les 30 autres dont les magasins se trouvent à l'extérieur, ont été épargnés de ce fait par les flammes, mais ils ont été pénalisés sans raison », dira t-il. Et un autre d'ajouter, « on travaille à l'extérieur et le feu ne nous a pas atteint, on devait de ce fait refaire uniquement la peinture de la façade ». Même affirmation de la part de commerçants dont les locaux se trouvent à l'intérieur même du marché, « mis à part les 8 locaux très endommagés et une partie de la toiture, le reste aurait pu continuer à travailler », dira un vendeur de fruits et légumes, sans omettre d'affirmer que « cela ne demandait pas plus que 10 à 15 jours à l'APC pour

remettre le marché dans un état fonctionnel, après le sinistre ».

Par ailleurs, tous les commerçants du marché Bettou se sont accordés sur le fait que « si l'APC a été à la hauteur de ses engagements, on serait à l'intérieur maintenant, vaquant à nos besoins. En Europe on construit des supermarchés en l'espace de quatre mois, notre APC n'est pas capable de réhabiliter un tant soit peu un modeste petit marché de proximité comme le notre », clament-ils. Il est midi trente et aucun entrepreneur ne s'est pointé, on s'impatiente de plus en plus. Vers 14h00, on a contacté M Ayad, le coordonnateur régional de l'UGCAA. Il nous a affirmé « qu'effectivement un accord de résolution du problème à l'amiable a été scellé entre toutes les parties concernées et le président de l'APC ». « Selon cet accord, dira-t-il, le nettoiement du marché aura lieu jeudi et vendredi. Les travaux de rénovation partielle démarreront dimanche prochain et le matériel nécessaire a été payé par les 80 millions de centimes des cotisations des commerçants. Les travaux seront réalisés par une main-d'œuvre communale, car l'entrepreneur le moins cher coûterait 15 milliards de centimes ».

Notre interlocuteur nous a appris par ailleurs que « le marché qui sera ouvert temporairement au mois de ramadhan, devrait encore fermer pour des rénovations en bonne et due forme ».

Rassemblement d'habitants de la cité Salem

A.El Abci

Les 64 familles de la cité Salem de Boumerzoug exclus une première fois du bénéfice du relogement, mais rétablis dans leur droit suite à l'introduction de recours auprès de la commission compétente, ont tenu hier un rassemblement devant la daïra pour demander l'accélération des procédures de paiement des cautionnement auprès de l'OPGI.

Selon le représentant du groupe de familles en question, c'est au début de l'année 2013 qu'a eu lieu le relogement des habitants de leur cité vers Ali-Mendjeli et 800 familles ont été relogées dans le cadre de l'éradication des bidonvilles. Opération dont ils ont été exclus en compagnie d'autres au départ mais, après avoir fait des recours auprès de la commis-

sion de la daïra, comme il leur a été demandé, ils ont réussi dernièrement à bénéficier de décisions de pré-affectation de logements à l'instar de leurs anciens voisins et ils s'impatientent pour les rejoindre et avoir un toit neuf. « Car en attendant, dira-t-il, nos maisons ont été rasées et nous sommes hébergés chez des parents et proches pour certains, alors que la majorité a trouvé des locations chez des privés qui leur coûtent les yeux de la tête. C'est en considération des difficultés résultants de cette situation lamentable que nous avons décidé de venir voir où en est notre dossier et solliciter l'intervention du chef de la daïra pour activer le paiement des cautionnements auprès de l'OPGI », soulignera-t-il, « le paiement relatif aux frais des arrêtés d'attribution de

logement constitue pour la plupart d'entre nous une décision concrète et une garantie de bénéficier d'un toit. Disposition qui sera à même de nous rassurer. Nous pouvons alors attendre le temps qu'il faudra sans rechigner puisque tranquillisés ».

«D'ailleurs, poursuivra-t-il, nous sommes allés à l'OPGI au début de cette semaine dans l'intention de payer les premiers versements ou cautionnements, mais l'on nous a renvoyés à la daïra en nous expliquant que c'est là que se prennent les décisions. C'est ce qui justifie le fait que l'on soit aujourd'hui dans cette administration demandant une audience au chef de daïra ». En fin de matinée, une délégation des protestataires a été reçue par un chef de service de la daïra qui leur a demandé encore un peu plus de patience.

La tension persiste à l'hôpital psychiatrique

A.Mallem

Le conflit qui oppose les travailleurs de l'hôpital psychiatrique Mahmoud Belamri de Djebel Ouahch a pris mardi un tournant dangereux avec l'agression d'un ouvrier professionnel gréviste par trois travailleurs non grévistes.

L'incident a provoqué un profond émoi au sein de l'établissement a fait monter la colère des travailleurs grévistes qui observent un arrêt de travail illimité depuis le jeudi 26 mars dernier avec comme revendication principale le départ du directeur de l'établissement. « La situation devient grave, car il s'agit de la seconde agression d'espèce commise contre les travailleurs affiliés à notre syndicat », nous a déclaré hier M. Kassama, membre du Snapap qui encadre la grève. Il expliquera encore que la victime de l'agression est un ouvrier professionnel qui participait au sit-in pacifique organisé quotidiennement par les grévistes en face de la direction de l'hôpital. « Nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper, a poursuivi notre interlocuteur, que les

auteurs de l'agression, des travailleurs de l'établissement non grévistes, que nous connaissons très bien par ailleurs, ont agi sous les instructions du directeur et ce jour-là ils n'étaient pas en poste, mais en récupération ». Selon M. Kassama, la victime a été violemment tabassée par ses agresseurs au point de lui occasionner de sérieuses blessures sur différentes parties du corps. Elle a établi un certificat d'incapacité d'une journée et a posé plainte auprès du commissariat de police du 14ème arrondissement à la cité Ziadia.

Insistant sur la gravité de cet acte qui a touché un travailleur, les syndicalistes du Snapap ont signalé que les grévistes sont dans un état de colère difficilement contenable et veulent en découdre. « Nous essayons de les calmer et de les convaincre de ne pas répondre à cette provocation qui a pour but de casser la grève et dresser les travailleurs de l'hôpital les uns contre les autres », a ajouté M. Kassama à la fin de l'entretien. Par la suite, nous avons reçu hier un communiqué diffusé par la section syndicale du Snapap de l'hôpital psychiatrique

qui, tout en fustigeant les agissements condamnables et dangereux du directeur, mettait en garde la direction de wilaya de la santé en tant qu'autorité de tutelle et lui demande d'intervenir pour mettre un terme à de tels agissements, protéger les travailleurs et les malades et, enfin, prendre les mesures légales contre ce responsable. Les rédacteurs du communiqué ont, à la fin, pris le soin d'adresser une copie au wali et à l'inspection du travail.

Contacté hier, le directeur de l'hôpital psychiatrique de Djebel Ouahch, M. Mohamed Mechnoui, nous a donné une version différente des faits. Selon lui, c'est l'un des ouvriers gréviste qui aurait pris le bac poubelle pour le balancer à l'entrée de la direction. Aussitôt, des agents de la direction sont intervenus et une altercation s'est produite avec les grévistes. Interrogé sur la grève qui affecte son établissement depuis une semaine, le directeur nous a déclaré que le mouvement approche de sa fin. « Une solution est envisagée dans les jours qui viennent », a affirmé notre interlocuteur sans donner plus de détails.

Quatre artistes évacués à l'hôpital Ali-Mendjeli

A. Z.

Sueur, sueur. Quatre artistes qui participaient, avant-hier, aux exercices de préparation de l'épopée « Iliade de Constantine », figurant au programme de la cérémonie officielle d'ouverture de la manifestation Constantine capitale de la culture arabe, le 16 avril prochain, ont été évacués en urgence par les services de la Protection civile vers l'hôpital Ali-Mendjeli. Les 260 artistes, venants de 23 wilayas du pays, qui se trouvent dans la salle « Zénith » en pleine préparation de l'épopée «Iliade de Constantine», une oeuvre de Ali Aissaoui évoquant l'histoire de la ville de Constantine à travers les âges, ont dû stopper les exercices et appeler les secours en voyant les quatre jeunes artistes, âgés entre 20 et 28 ans, se tordre de douleur et s'affaler sur le tapis. Selon le premier diagnostic établi par l'équipe d'intervention, « pour deux

d'entre eux (un jeune homme et une femme) il s'agissait de douleurs d'estomac, de douleurs à la poitrine pour une autre jeune femme et pour un malaise de santé (anémie) pour une quatrième jeune fille âgée d'à peine 20 ans ». De leur côté, des sources médicales mettront ces malaises sur le compte de la pression et l'énorme charge de travail.

Pour rappel, l'ouverture de la manifestation verra au soir du 15 avril prochain au centre-ville de Constantine, une grande parade de 22 véhicules représentant les pays arabes et six grandes villes d'Algérie, accompagnée de troupes folkloriques. Plus de 80 artistes de différentes écoles des Beaux-Arts du pays prennent actuellement part à la confection du décor de ce défilé qui sera clôturé par des jeux pyrotechniques. La cérémonie officielle, quant à elle, prévue le lendemain, verra la représentation de l'épopée « Iliade de Constantine ».

Des promesses pour toute une année

Rekibi Chikhi

« Constantine va rayonner tout le long de cette année où elle sera indétrônable en matière d'activités culturelles », nous a affirmé hier M. Foughali le directeur de la culture. « A commencer par les semaines culturelles animées par les 47 wilayas, à raison de deux wilayas par mois, en sus de Constantine, hôte de l'événement culturel arabe », précisera-t-il. « Le mois du patrimoine du 18 avril 18 mai, sera tout en rose et en fleurs », ajoute notre interlocuteur, avec un programme initié par le ministère de la Culture qui mettra l'accent sur le patrimoine très riche de cette ville, et où « Constantine sera présentée au monde comme une ville de beauté, à travers la technique de distillation de l'eau de rose et l'eau de fleur d'oranger ». Le 23 avril, des nuits entières de poésie seront dédiées aux amoureux des mots,

cinq poètes venant de différents horizons, dont un poète et une poétesse constantinoise, parleront la même langue, celles des vers, une fois par mois, au Palais Ahmed Bey. « Le choix du lieu n'est pas fortuit et ces poèmes seront récités en guise de messages à passer à travers ce lieu hautement empli d'histoire ». En plus de l'Organisation arabe de l'éducation et des sciences, des pays étrangers seront de ce voyage culturel, la Chine, l'Inde, l'Espagne et les Etats-Unis qui ont manifesté leur intérêt à participer à la manifestation. Contrairement à ce qui se répand dans la rue constantinoise, « le programme culturel ne sera pas interrompu durant le mois de ramadhan », assure notre interlocuteur. « Le festival international du chant qui se tiendra du 2 au 8 juillet en est la preuve », dira-t-il. En somme, il est attendu des semaines grouillantes de chant, de poésie, de spectacles et de culture.

Capitale de la culture arabe Les palais de la culture Malek Haddad et Al Khalifa prêts dans 10 jours

Les palais de la culture Malek Haddad et Mohamed Laïd Al Khalifa, en cours de réhabilitation en prévision de l'événement «Constantine capitale de la culture arabe», seront prêts et mis à la disposition du ministère de la Culture «dans 10 jours», a affirmé mercredi le wali, Hocine Ouadah. Le chef de l'exécutif local a indiqué, dans une déclaration à l'APS à l'issue d'une visite d'inspection de différents projets lancés dans le cadre de cette manifestation, que les travaux de réhabilitation de ces deux infrastructures culturelles sont «au stade des ultimes retouches de finition». Les deux projets, qui ont désormais une «nouvelle allure, totalement différente de leur ancienne configuration», constituent des «acquis de grande importance pour la future capitale de la culture arabe», a estimé le wali qui s'est montré satisfait de la qualité des travaux exécutés. La salle de spectacles de 3 000 places implantée à la cité Zouaghi-Slimane «a été déjà mise à la disposition de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) et les répétitions ont commencé depuis 10 jours», a en outre indiqué M. Ouadah, précisant que les travaux de réalisation du nouveau salon

d'honneur de l'aéroport Mohamed Boudiaf étaient «au stade final des équipements». Parmi les projets phares à réceptionner «avant l'ouverture officielle de cette manifestation culturelle», figurent aussi la Médersa et le théâtre régional de Constantine (TRC), entièrement restauré et où les nouveaux sièges sont en cours d'installation, a encore souligné le wali. M. Ouadah a également fait savoir que les sièges du Commissariat de la manifestation du Centre international de presse (CIP) ont été «réceptionnés et équipés», de même que l'hôtel classé de la chaîne internationale Marriott. Annonçant la réception «avant le 16 avril prochain» de l'ensemble des travaux d'embellissement et d'aménagement urbain entrepris à Constantine, le même responsable a fait part de la réception «dans une quinzaine de jours» des travaux d'élargissement de la route nationale (RN) 3, dans son segment reliant le quartier Bab El Kantara à la cité des mûriers, ce qui va permettre, a-t-il soutenu, de «désengorger le centre-ville en prévision de cette manifestation qui verra la participation de plusieurs délégations attendues des quatre coins du monde».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

12 jourmada ethania 1436

El Fedjr
04h52

Dohr
12h38

Assar
16h12

Maghreb
19h00

Icha
20h20



Football - Ligue 2

RCR-OM, un choc attrayant et décisif



M. Zeggai

Cette vingt-cinquième journée risque d'être celle de la décantation pour les favoris aux trois premières places donnant accès à la Ligue 1 et également décisive pour les équipes luttant pour le maintien. En tête du tableau, l'USMB dispose, avec la venue du CABBA, d'une belle opportunité pour confirmer son retour parmi l'élite. Mais la tâche n'est pas aisée dans la mesure où les Bordjis misent énormément sur

cette empoignade pour se rapprocher du peloton de tête et maintenir intactes leurs chances. A Relizane, l'un des deux dauphins, à savoir le RCR, accueillera l'OM, un prétendant qui y croit toujours, dans un match considéré comme le choc de ce round. Un nul ferait l'affaire des Blidéens et relancerait totalement la course pour les deuxième et troisième places. En effet, il y a lieu de considérer que le DRBT aura un match difficile à négocier à Hadjout qui n'est pas encore

sorti de l'auberge alors que le WAT aura l'avantage d'évoluer chez lui face à l'USC. Dans cette conjonction, le CAB pourrait se replacer en cas de succès sur son hôte du jour, l'ABM, mais ce n'est pas gagné d'avance pour les Cabistes, car il s'agit d'un derby. Pour sa part, le MCS n'a pas intérêt à revenir bredouille de son déplacement à Aïn M'lila. C'est jouable pour les Saïdéens face à un team du CRBAF, en plein doute après ses piètres prestations lors de la phase retour. L'ASK, quant à elle, doit se méfier de l'ABS si elle veut ajouter trois points dans son escarcelle. En bas du classement, la JSMB est condamnée à remporter le choc des mal classés face à l'ESMK si elle veut éviter l'implosion. C'est le cas également du WAT qui doit se surpasser pour éviter une relégation qui se profile à l'horizon.

Vendredi à 15h00

Khroub:	ASK	-	ABS
Tlemcen:	WAT	-	USC
Béjaïa (16h):	JSMB	-	ESMK
Aïn M'lila:	CRBAF	-	MCS
Blida:	USMB	-	CABBA
Hadjout:	USMMH	-	DRBT
Batna:	CAB	-	ABM

Samedi à 15h00

Relizane:	RCR	-	OM
-----------	-----	---	----

Ligue des champions d'Afrique - Vendredi à 17h00:

AS Pikine-USMA

L'Union amoindrie mais en conquérante à Dakar

Fouad B.

Après d'œuvre depuis lundi à Dakar en vue du match retour des seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique face à l'AS Pikine, les Usmistes ne devraient pas trouver de difficultés pour composer leur billet au prochain tour. Le groupe du coach Otoo Pfitser s'est acclimaté aux conditions de la région et a surtout bien récupéré sur le plan physique. C'est d'ailleurs dans un hôtel luxueux de la capitale sénégalaise que les Rouge et Noir ont posé leurs bagages pour

une concentration totale avant le match de demain. Les camarades de Zemmamouche, qui ont pratiquement fait l'essentiel au match aller, sauf miracle, sont bien partis pour poursuivre l'aventure africaine. Les Usmistes, qui ont bien retenu la leçon tchadienne, sont appelés à oublier le carton réussi à l'aller et de mettre les bouchées doubles pour éviter une mauvaise surprise. Les Algériens, qui sont nantis d'une confortable avance au tableau de marque, doivent s'adapter, cette fois, en l'absence de six éléments dans la composante,

notamment dans le compartiment offensif, car outre le défenseur Meftah, blessé, la formation usmiste sera privée des services de Beldjillali et Nadjji, entre autres. Ce qui laisse supposer que le staff technique devra trouver des solutions de rechange, même si Belaïli, Chafai et Andréa rejoindront leurs coéquipiers à Dakar. Ce qu'il faut retenir, cependant, c'est que ces deux éléments risquent de ne pas être en possession de tous leurs moyens physiques. Toutefois, l'entraîneur allemand aura la possibilité de les utiliser comme jokers si les circonstances le nécessitent.

Vendredi à 18h30: ESS-Real Banjul
Les Sétifiens sur leurs gardes

M. Benboua

Pour le compte du match retour des seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique, l'Entente de Sétif, tenant du titre, affrontera demain sur la pelouse du stade su 8-Mai 1945, le représentant gambien, le Real Banjul en l'occurrence, dans une mission qui paraît abordable pour le club algérien. Après avoir arraché le nul, il y a deux semaines chez leur adversaire du jour, les Sétifiens ne doivent toutefois pas s'endormir sur leurs lauriers. Bien au contraire, il faudra qu'ils fassent preuve de vigilance car les Gambiens effectueront le déplacement avec la ferme intention d'arracher la qualification au tour suivant. En ce sens, le coach sétifien, Kheiredine Madoui, a averti ses pou-

lains, les incitant à ne pas baisser la garde comme ils l'ont fait récemment en championnat, où ils se sont fait piéger par l'ASO à Sétif même. Un échec qui a d'ailleurs fait couler beaucoup d'encre. « Il est vrai que le résultat du match aller est en notre faveur et que le but inscrit en déplacement peut s'avérer décisif, mais je n'apprendrais rien à personne en rappelant qu'en football, tous les scénarios sont envisageables », a déclaré le jeune technicien sétifien. Avant d'ajouter : « Il faut se montrer sérieux, appliqués et solidaires pour espérer se qualifier, car le Real Banjul n'a plus rien à perdre et jouera ce match sans aucune pression ». Pour les supporters, les deux dernières défaites successives subies en championnat (MCA puis ASO) sont très difficiles à digé-

rer, d'où l'obligation du résultat pour l'équipe, même s'il s'agit de deux compétitions complètement différentes. En tous cas, la rencontre face au Real de Banjul s'annonce difficile étant donné que le statut de champion en titre fait de l'ESS l'équipe à battre. Côté effectif, il se dit que la préparation s'est déroulée dans d'excellentes conditions et dans la sérénité la plus absolue. A noter le forfait du Centrafricain Dagoulou et de Boukria qui sont toujours aux petits soins, alors que le retour à la compétition des défenseurs Demmou et Aroussi donnera plus de choix à l'entraîneur. Il est à préciser enfin que ce match, dont le coup d'envoi est prévu à 18h30, sera officié par un trio arbitral ivoirien conduit par Denis Dembélé.

Coupe d'Algérie U21 - Quarts de finale
Deux belles affiches à Oran et El-Harrach

M. Z.

On jouera demain pour le compte des quarts de finale de la Coupe d'Algérie espoirs qui seront marqués par deux affiches: USMH-ASMO et MCO-JSK. Les Harrachis, vainqueurs de l'édition 2013, seront opposés à l'ASMO, avec une ossature de juniors ayant rem-

porté consécutivement deux Coupes d'Algérie. Le suspense et le spectacle sont assurés entre deux équipes qui ne sont plus à présenter. A Oran, le MCO devra se tenir sur ses gardes devant la JSK qui n'est autre que le tombeur de l'USMA. Les Kabyles semblent bien disposés pour arracher leur billet pour le carré d'as, mais attention,

les jeunes du Mouloudia possèdent de solides arguments comme en témoigne leur excellent parcours réalisé jusque-là. De son côté, le RCA vise l'exploit face à l'O Médéa, qui a sorti lors du tour précédent l'ESS. Belle empoignade en perspective pour peu que l'arbitrage soit à la hauteur et le fair-play au rendez-vous. L'autre opposition mettra aux prises le CABBA et l'USMB, deux équipes qui se connaissent parfaitement du moment qu'elles évoluent dans le même palier en championnat.

Vendredi à 15h00

El-Harrach:	USMH	-	ASMO
Oran (Zabana):	MCO	-	JSK
Arbaa:	RCA	-	OM
B.B. Arréridj:	CABBA	-	USMB

Division nationale amateurs - Ouest
L'OMA et le SCMO de sortie, l'ESM sur du velours

R. S.

Tous les matches entre les prétendants à l'accession sont programmés le samedi alors que les rencontres sans enjeu auront lieu demain. Le leader, l'OMA, se rendra à Tiaret pour croiser le fer avec la JSMT et le résultat de ce match pourrait donner lieu à des changements en haut

du classement. La tâche des gars d'Arzew s'annonce difficile mais pas impossible dans la mesure où les Tiaretis n'ont rien à espérer pour la suite de la compétition.

Ce match sera suivi avec grande attention par l'ESM et le SCMO qui partent avec les faveurs du pronostic. L'Espérance de Mostaganem reçoit le MB Hassasna, une formation large-

ment à sa portée. Quant au SCMO, il effectuera un court déplacement à Mohammadia pour donner la réplique au CCS dans un match où le Sporting n'a pas droit à l'erreur. Chez les mal classés, le CRB Ben Badis a déjà compromis ses chances de maintien, ce qui signifie que même une victoire face au RCBOR risque d'être insuffisante. Idem pour l'ESA lors de sa confrontation avec le WAM. A Mohammadia, le SAM entamera les débats devant l'USR avec la ferme intention de soigner son classement. Le GCM, lui, évoluera sur du velours devant le SKAF alors que l'IST pourrait exploiter la crise qui secoue le CRBS et revenir avec un bon résultat.

Vendredi à 15h00

Es-Sénia:	ESA	-	WAM
Mohammadia:	SAM	-	USR
Mascara:	GCM	-	SKAF
Chlef:	CRBS	-	IST

Samedi à 15h00

Mostaganem:	ESM	-	MBH
Mohammadia:	CCS	-	SCMO
Tiaret:	JSMT	-	OMA
Sidi Bel Abbès:	CRBBB	-	RCBOR

Est

La JSM Skikda dans son jardin

M. B.

C'est la dernière ligne droite dans ce groupe pour le leader, la JSM Skikda, qui tentera lors de cette vingt-cinquième journée de conforter son fauteuil et de mettre définitivement les deux pieds en division supérieure, du fait que son adversaire du jour n'est autre que l'USM Khenchela, une équipe complètement démobilisée. Pour sa part, le

dauphin, le MO Constantine, qui conserve un mince espoir dans la course à l'accession, s'efforcera de battre Hamra Annaba. Toutefois, sa mission ne s'annonce guère aisée devant une équipe qui ambitionne de respecter l'éthique sportive. Pour sa part, l'USM Aïn Beïda, qui a réalisé une remontée spectaculaire au classement, se rendra à Chelghoum Laïd pour défier le HBCL dans un duel à priori indécis. Par ailleurs,

Vendredi à 15h00

Skikda:	JSMS	-	USMK
Chelghoum Laïd:	HBCL	-	USMAB

Samedi à 15h00

Annaba:	USMA	-	CRVM
Biskra:	USB	-	E.C
Aïn M'lila:	ASAM	-	WARD
Magra:	NCM	-	ESG
Batna:	MSPB	-	NRBT
Constantine:	MOC	-	Hamra

Boxe - Coupe d'Algérie juniors
Les dix finales prévues demain

Adjal L.

Comme annoncé dans une précédente livraison, le déroulement de la Coupe d'Algérie juniors de boxe se poursuit après le coup d'envoi au Palais des sports Hamou-Boutlélis d'Oran. Très objectivement, le vice-président de la LOB, Medjani Mohamed, a signalé quelques accrocs ayant précédé le coup d'envoi de cette importante manifestation : « Ce retard est indépendant de notre volonté et ce, en raison de l'installation d'un nouveau ring et des difficultés au niveau de la table officielle. Toutefois, nous nous excusons auprès de tous les participants pour ces impondérables ». Ceci dit, notre

interlocuteur nous a fait part du changement intervenu dans le programme tracé. En effet, et en raison de quelques défections, cette compétition prévue sur cinq journées s'achèvera vendredi au lieu de samedi. 92 boxeurs se sont en effet présentés au lieu des 123, mais ceci n'altère en rien l'intérêt de cette compétition qui a un double objectif, à savoir prospecter les jeunes talents afin de les préparer pour les futures échéances tels les jeux Méditerranéens, le championnat d'Afrique et le championnat du monde, dans les différentes catégories, de 52 kg à moins de 91 kg. De toute évidence, cette manifestation pugilistique se déroule dans de bonnes conditions, selon le

vice-président de la Ligue d'Oran qui, à titre de connaisseur, estime « que le niveau est moyen ». Vendredi donc, le niveau s'annonce bien meilleur puisque les plus méritants seront aux prises dans les dix finales inscrites au programme. Le vice-président de la LOB a tenu, une nouvelle fois, à ce que les autorités locales honorent par leur présence ce grand rendez-vous de la discipline, ce qui constituera une motivation pour tous les participants, boxeurs et organisateurs. Parallèlement, il s'est félicité de la présence d'anciens champions de l'Ouest. Il faut souhaiter que cet appel soit entendu, tant il est vrai que le noble art mérite d'être encouragé.

Gaz de schiste : Berlin encadre strictement la fracturation hydraulique



Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi encadrant de manière très stricte l'utilisation de la technique controversée de la fracturation hydraulique pour extraire le gaz de schiste, sans toutefois l'interdire. La loi «prévoit des interdictions dans certaines régions précises pour des questions de protection de l'eau potable, de la santé et de la nature, ainsi que des restrictions générales pour l'utilisation de la fracturation hydraulique dans les schistes, la glaise, les marnes ou les couches de charbon», ont indiqué, dans un communiqué commun, les ministères de l'Energie et de l'Environnement. Seule technique éprouvée pour exploiter les hydrocarbures de schiste, mais fortement critiquée pour ses effets poten-

tiels sur l'environnement et la santé, la fracturation hydraulique est interdite en France, mais fortement utilisée aux Etats-Unis, qui a pu ainsi faire fortement baisser ses coûts d'énergie, faisant rêver nombre d'industriels en Europe.

Mais le nouveau projet de loi, adopté mercredi en Conseil des ministres, interdit l'emploi de la fracturation hydraulique pour extraire des hydrocarbures dits «non conventionnels» dans des roches dures comme les schistes à des profondeurs inférieures à 3.000 mètres, or c'est justement cette possibilité que réclamait l'industrie. Le gouvernement d'Angela Merkel issu des élections de l'automne 2013 travaillait depuis des mois à un tel projet de loi sur la fracturation hydraulique, alors que l'équipe précédente, déjà

dirigée par Mme Merkel, s'y était cassé les dents en 2013. Pour l'heure la technique ne fait l'objet d'aucune réglementation particulière. «Je suis contente que nous ayons, après de longues discussions, enfin déterminé des règles pour cette technologie du +fracking+ (terme anglais pour la fracturation hydraulique) jusqu'ici non réglementée», s'est réjoui, dans le communiqué, la ministre de l'Environnement Barbara Hendricks. «Avec cette loi, nous pouvons amplement restreindre la fracturation hydraulique, de manière à ce qu'il n'y ait plus aucun danger ni pour les hommes ni pour l'environnement», a-t-elle ajouté. Ce procédé consiste à créer des fissures souterraines et y infiltrer un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques, pour permettre l'extraction de gaz capturé dans la roche. Les inquiétudes se focalisent sur la pollution que pourraient causer les substances chimiques utilisées, notamment dans la nappe phréatique.

«Au premier plan (de cette loi) figure clairement la protection de l'environnement et de la santé. (...) En outre, nous nous assurons ainsi, que l'extraction de pétrole et de gaz naturel dans le pays peut être poursuivie avec des cadres très strictes au plus haut niveau technique», a pour sa part déclaré le ministre de l'Economie et de l'Energie Sigmar Gabriel. Le projet de loi doit être approuvé par le Parlement avant d'entrer en vigueur et les débats devraient être animés, mais la «grande coalition» gouvernementale alliant les conservateurs de Mme Merkel aux sociaux-démocrates (SPD) dispose de 504 des 631 sièges de députés.

Le café protège peut-être même contre des maladies



Le café, dont les effets ont longtemps été controversés, est le plus souvent inoffensif pour la santé et pourrait avoir des effets protecteurs contre les maladies cardiovasculaires, Alzheimer, Parkinson ou le diabète, même s'il est décaféiné. Ce sont les conclusions de nombreuses études publiées dans le monde ces dernières années. En février, un comité d'experts indépendants du gouvernement américain qui fait des recommandations tous les cinq ans pour le guide diététique aux Etats-Unis, a conclu que la plupart du temps le café n'était pas néfaste pour la santé, une première.

«Nous avons examiné toutes les études et rien n'indique des effets nocifs du café sur la santé avec une consommation modérée de trois à cinq tasses par jour», ou 500 milligrammes au plus de caféine, explique Miriam Nelson, professeur de nutrition à l'Université Tufts à Boston, un des membres de ce comité. «En fait, nous avons constaté une réduction du risque de maladies cardiovasculaires, de Parkinson, de diabète et de certains cancers», de la prostate et du sein, ajoute-t-elle dans un entretien avec l'AFP. «Les résultats sont solides et c'est une bonne nouvelle pour les buveurs de café», estime la professeur Nelson. Tom Brenna, professeur de nutrition et de chimie à l'Université Cornell à New York, également membre de cette commission d'experts, insiste pour ne pas trop exa-

gérer les bienfaits du café car le mécanisme d'action reste indéterminé. «Ce serait une mauvaise idée de dire au public que le café peut guérir le cancer», dit-il à l'AFP. Ce que la commission a constaté en analysant les nombreuses études passées, c'est que «boire quotidiennement de trois à cinq tasses de café n'a aucune conséquence négative sur la santé de la population générale. Cette boisson semble même avoir certains effets protecteurs», ajoute-t-il.

Les femmes enceintes devraient en revanche se limiter par précaution à peut-être 200 milligrammes de caféine par jour, soit deux tasses, souligne-t-il. Mais, ajoute ce nutritionniste, rien dans toutes ces études n'indique que le café est lié à des naissances prématurées.

Pour la professeur Nelson, il faudrait également faire davantage de recherches sur les effets des boissons caféinées populaires chez les adolescents et les jeunes adultes pour déterminer les niveaux de toxicité de la caféine. Elle souligne aussi le risque de consommer des calories supplémentaires, surtout aux Etats-Unis, où souvent on ajoute de la crème et du sucre dans le café. Ces deux scientifiques s'accordent à dire que les bienfaits du café, dont les grains contiennent plus de 1.000 molécules différentes, vont au-delà de la caféine et pourraient bien s'expliquer par les antioxydants comme les polyphénols, également présents dans le vin rouge et le cacao. Cela pour-

rait expliquer les résultats d'une récente étude menée avec 25.000 hommes et femmes en Corée du Sud indiquant que ceux qui boivent de trois à cinq tasses de café par jour ont des artères plus propres, avec moins de plaques de cholestérol responsables des maladies cardiovasculaires. En revanche, les effets préventifs du café contre la maladie de Parkinson, déjà observés dans une étude en 2000, indique clairement le rôle de la caféine dont l'action sur certains récepteurs du cerveau est bien connue, précise le professeur Brenna. Des études ont également révélé un lien entre le café et une moindre incidence de la maladie d'Alzheimer ou de la sclérose en plaques. Des travaux de chercheurs de l'Université de Harvard en 2011 montraient une réduction de 20% du risque de dépression chez les femmes buvant au moins quatre tasses par jour de café décaféiné. Une vaste étude parue en 2006 portant sur 90.000 femmes aux Etats-Unis indiquait une réduction relative du risque de devenir diabétique en buvant de deux à trois tasses de café par jour, qu'il soit décaféiné ou non. Enfin, une recherche des Instituts américains de la santé (NIH) effectuée sur 400.000 hommes et femmes de 50 à 71 ans aux Etats-Unis montre une réduction de 10% de la mortalité de toute cause, sauf du cancer, chez ceux buvant plusieurs tasses de café par jour.

Un fils de la consulate du Canada à Miami tué dans une fusillade

Le fils aîné de la consulate générale du Canada à Miami a été tué lors d'une dispute qui a mal tourné avec des trafiquants de drogue, a indiqué la police de la métropole de Floride mercredi. Le jeune homme de 17 ans est mort lundi dans cette fusillade, tandis que son frère, âgé de 15 ans, a été arrêté par la police pour son implication présumée dans l'incident, a expliqué un porte-parole de la police de Miami à l'AFP. Un des trafiquants de drogue est également décédé lors de la fusillade survenue dans une maison d'un quartier résidentiel de la ville. Le fils cadet de la consulate générale Roxanne Dubé pourrait être inculpé de meurtre. Selon la police, les fils de la consulate étaient

tous deux armés lorsqu'ils ont fait irruption dans la maison où se trouvaient les trafiquants de cannabis et une fusillade a éclaté. «Nous pensons qu'il s'agissait d'une dispute concernant une vente de drogue», a déclaré le chef de la police de Miami Rodolfo Llanes au quotidien Miami Herald. Les autorités canadiennes et américaines collaborent dans l'enquête, a précisé le porte-parole de la police à l'AFP. Les deux frères auraient utilisé la voiture équipée d'une plaque diplomatique de leur mère pour se rendre chez les dealers, a indiqué une source policière au Miami Herald. La consulate générale du Canada à Miami, une diplomate chevronnée, a été nommée en novembre dernier.

Tokyo : les voix d'enfants « ne sont plus du bruit » !



Les voix des enfants ne peuvent plus être considérées comme des nuisances sonores à Tokyo à compter de ce mercredi, a annoncé la municipalité désireuse de supprimer les obstacles juridiques à la construction de crèches qui font cruellement défaut. La réglementation urbaine interdit en théorie tout bruit fréquent ou régulier dépassant 45 décibels dans un quartier résidentiel.

Toutefois, les cris d'enfants n'entrent désormais plus dans ce cadre et l'ouverture d'établissements d'accueil comme les garderies ne peut plus être refusée au motif que le bruit constitue une gêne.

Jusqu'à présent, les plaintes des voisins de crèches avaient systématiquement été prises en compte, forçant certains jardins d'enfants à utiliser des systèmes d'isolation so-

nore ou même à empêcher les petits de jouer à l'extérieur. Des projets de lieu d'accueil d'enfants ont été reportés à cause des protestations de riverains et certains établissements sont sans arrêt l'objet d'admonestations de voisins mécontents, lesquels sont souvent des personnes âgées en permanence à domicile. Dans le vaste et peuplé arondissement tokyôite de Setagaya où résident de nombreuses familles, près de 20% des demandes de construction de nouveaux centres pour la petite enfance ont été retardées par l'opposition de résidents, selon des propos du maire rapportés par les médias locaux. Cette confrontation, qui n'existe pas qu'à Tokyo, aggrave la pénurie de lieux de garde, ce qui empêche des dizaines de milliers de jeunes mères de reprendre leur vie professionnelle.

Un graffiti de Banksy à Ghaza vendu... moins de 200 dollars

Un graffiti de l'artiste mondiale ment connu Banksy, réalisé lors d'une récente visite secrète dans la bande de Gaza ravagée par la guerre l'été dernier, a été vendu moins de 200 dollars par un Ghazaoui qui dit avoir été dupé par l'acquéreur. Fin février, Banksy, qui n'a jamais dévoilé son identité, mettait en ligne une vidéo montrant ses trois oeuvres peintes sur des murs de maisons détruites par l'aviation israélienne. A peine un mois plus tard, dans l'enclave sous blocus où le chômage et la pauvreté sont endémiques, l'une d'elles était déjà vendue: un jeune Ghazaoui l'a acquise pour la modique somme de 700 shekels (180 dollars), alors que certains collectionneurs ont déjà payé plus d'un million de dollars aux enchères pour s'en offrir une. Ce graffiti, peint sur la porte en fer de la maison familiale des Hamdouna à Ghaza, seul vestige de leur habitation écrasée sous les bombes, représente la Grecque Niobé, fille de Tantale, terrassée par le chagrin. Rabie Hamdouna, 33 ans, raconte à l'AFP avoir été approché par «un jeune qui s'est présenté comme Bilal Khaled, journaliste et photographe d'agence». «Il m'a dit que son agence avait réalisé ce graffiti sur ma porte et sur d'autres portes et qu'elle voulait désormais les récupérer», poursuit-il. «Il m'a donné 700 shekels et il a emporté la porte». Aujourd'hui seulement, dit-il, il réalise qu'il s'est fait

duper. «Il m'a eu: je ne connaissais pas la valeur de ce graffiti. Ma maison a été détruite et aujourd'hui je dois payer un loyer, j'ai besoin d'argent donc j'ai accepté de vendre la porte», affirme-t-il à l'AFP. «Maintenant, je veux récupérer la porte, je l'exposerai, pour que le monde entier voit notre souffrance, comme le voulait l'artiste lorsqu'il l'a peinte», promet-il encore. Sur les réseaux sociaux, des militants ont lancé une campagne contre Bilal Khaled, qu'ils présentent comme un journaliste indépendant ayant travaillé notamment pour l'agence turque Anadolu, l'accusant d'avoir volé le «bien public» des Ghazaouis. A quoi le concerné a répondu, sur sa page Facebook: «la famille elle-même m'a aidée à détacher et transporter la porte». Avant de se défendre: «la raison de mon achat est de protéger cette oeuvre en cas de reconstruction de la maison» et d'ajouter qu'elle serait «exposée dans des événements internationaux pour que le monde parle de ce qui nous arrive à Ghaza». Le tout, assure-t-il, «après avoir contacté Banksy». L'artiste, rendu célèbre par ses peintures anonymes au pochoir dans l'espace public, avait mis en scène son travail à Ghaza dans une vidéo publiée sur son site et ironisant sur «une nouvelle destination à découvrir»: Ghaza où «les habitants se plaisent tellement qu'ils ne partent jamais», référence sarcastique au drastique blocus israélien.



06.30 Sabah el kheir
07.00 Journal télévisé
07.15 Reprise sabah el kheir
09.05 Saidati
10.00 Dessin animé
10.30 Zaman el barghouthe
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 El moustahlik
13.00 Journal télévisé
13.30 Maou dou dou
15.00 Mahla di aâchia
16.30 Sayadou el elghaze 2
17.00 Dessin animé
17.30 Casting alhan wa chabeb
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Tadar tarbah
18.55 Fi taani salama
19.20 Familtna
20.00 Journal télévisé
21.15 Rana hana
22.15 Wild wild west - Film
00.30 Dafatir el cinema



19.50 Shoah



Avec Claude Lanzmann
Un ancien gardien SS fredonne paisiblement un chant terrible que devaient apprendre les déportés juifs en arrivant à Treblinka. Le même s'émervaille encore que ses chefs aient pu «traiter» dix-huit mille personnes par jour. Un paysan polonais raconte, sans émotion, la routine des convois qui arrivaient quotidiennement à Treblinka et déversaient sur le quai leur chargement de survivants, affamés, transis et épouvantés, que, tout au long du chemin, d'autres paysans avaient regardés passer en faisant le signe de se trancher la gorge.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
10.05 Fi el taani salama
10.30 Haqaiq qoraania
11.00 El bachir wa el nadir
11.20 UFC
12.45 Journal télévisé
13.00 La Prière du vendredi
14.00 Fadhaa el djoumoua
15.00 Méthode zoé - Série
16.00 CSC-NAHD
18.00 Journal télévisé amazigh
18.25 Chachat
18.45 Fatawa aâla hawa
20.00 Journal télévisé
21.00 Alhan wa chabeb prime time
23.00 Aawalim mansiya
23.15 Ibhar



19.50 Thalassa



- Algérie : la mer retrouvée
Présenté par Georges Pernoud
Après avoir longtemps tourné le dos à la mer, ce pays d'Afrique du Nord redécouvre aujourd'hui son littoral méditerranéen. Avec ses 1 600 kilomètres de côte, l'Algérie offre une variété fascinante de paysages. D'Oran jusqu'à Annaba, des reliefs lunaires, des forêts épaisses, des marais multicolores et des dunes à perte de vue s'étendent d'ouest en est. Quatre Algériens (une plongeuse, un cuisinier, un écolo et un chanteur) révèlent ces territoires méconnus.



JEUDI

19.55 Falco



Saison 3 - Episode 1
- Chaos
Avec Jean-François Stévenin, Anne Canovas, Sagamore Stévenin
Un an après la mort de Ménard, Falco mène une vie paisible et solitaire en pleine nature. Alors qu'il est avec sa fille, venue lui rendre visite, un hélicoptère vient troubler sa tranquillité : la commissaire Pèreggi a besoin de son aide. Un tueur en série sévit depuis deux semaines à Paris et reproduit les crimes de Michel Drouet, incarcéré depuis vingt ans.



19.55 Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly
Actualité : le poids du Front national. Réactions et décryptage au lendemain des résultats des élections départementales • Le grand méchant sac. Un amendement voté le 25 juin dernier prévoit d'interdire les sacs en plastique à usage unique à partir du 1er janvier 2016. Enquête sur les alternatives à ce sac très pollueur.



19.55 Scorpion



Saison 1 - Episode 11
- Chasseurs de fantômes
Avec Elyes Gabel, Ari Stidham, Katharine McPhee, Jadyn Wong
Les Fantômes, des voleurs internationaux, se sont introduits armés chez un fabricant de coffres-forts. Ils tuent le patron et ses employés. En charge de l'enquête, Walter et son équipe coopèrent avec l'agent Simone Taylor, une amie de Cabe. Ils partent à la recherche de Javier Acosta, le leader du gang qu'ils suspectent de vouloir cambrioler une banque.

23.30 Tout sur Jamel



Après deux ans de tournée triomphale, Jamel partage avec les téléspectateurs de la chaîne la dernière représentation de son one-man-show. Dans ce spectacle, l'humoriste évoque avec autodérision les petits tracas de sa vie privée et notamment le choc des cultures entre sa famille et sa belle-famille. Avec son regard affûté, il revient avec humour sur sa circoncision, sur sa rencontre et son mariage avec la journaliste Mélissa Theuriau et n'oublie pas de mentionner ses premiers pas de comédien ou encore les bouleversements engendrés par sa récente paternité.



20.00 House of Cards



Saison 3 - Episode 8
- Avis de tempête
Avec Kevin Spacey, Robin Wright, Michael Kelly, Sakina Jaffrey
L'annonce de l'approche d'un violent ouragan susceptible de causer de nombreux dégâts pousse Frank à rassembler des fonds pour les futures victimes. Mais la négociation se révèle houleuse avec Henry Mitchell, qui a pris la place d'Hector Mendoza en tant que chef de la majorité et met le projet AmWorks dans la balance.



19.45 L'interprète



Avec Nicole Kidman, Sean Penn, Catherine Keener, Yvan Attal
Au Matobo, un Etat africain sous le joug du Dr Zuwanie, un dictateur, Simon Broome et Ajene Xola, des opposants sont exécutés. La soeur de Simon, Silvia, qui vit à New York, surprend, dans l'hémicycle de l'ONU, où elle est interprète, des menaces de mort à l'encontre de Zuwanie. Elle confie ses craintes à la police. Un agent fédéral chargé d'assurer sa protection, doute de la sincérité de la jeune femme.



VENDREDI



19.55 Vendredi, tout est permis avec Arthur



Présenté par Arthur
Pour lancer le week-end, l'animateur convie Roselyne Bachelot, Cyril Hanouna, Jean-Luc Lemoine, Ary Abittan, Anthony Kavanagh, Virginie Hocq, Rachid Badouri, Claudia Tagbo et Max Boublil à une soirée où ils peuvent laisser libre cours à leur créativité. Il leur lance des défis d'improvisation où l'autodérision est de mise.



19.55 NCIS : Nouvelle-Orléans



Saison 1 - Episode 1
- La musique adoucit la douleur
Avec Scott Bakula, Zoe McLellan, Lucas Black, CCH Pounder
Le NCIS de La Nouvelle-Orléans enquête sur un meurtre en lien avec l'armée. Pride découvre qu'il connaissait la victime, Calvin Parks, un ancien membre d'un gang devenu un officier intègre grâce à son soutien indéfectible. Bientôt, la disparition de Parks réveille une guerre des gangs. De son côté, Brody, récemment débarquée de Detroit, s'adapte doucement à sa nouvelle vie grâce au soutien de ses collègues.

19.55 Caïn



Saison 3 - Episode 1
- Coupables
Avec Bruno Debrandt, Julie Delarme, Pascal Légitimus, Frédéric Pellegeay
Allard, un ex-policier atteint d'un cancer, sait que ses jours sont comptés. Avant de tirer sa révérence, il souhaite élucider certains meurtres. Un crime relié à l'une de ses anciennes enquêtes l'amène à apporter son aide à Caïn. Plusieurs personnes sont tuées dans des conditions particulières et les vieux dossiers d'Allard sont d'un grand secours pour Caïn.



19.45 Gangster Squad



Avec Sean Penn, Ryan Gosling, Emma Stone, Giovanni Ribisi
A Los Angeles, en 1949, le gangster Mickey Cohen fait une fois de plus une démonstration de force à l'intention de ses concurrents de Chicago. Pendant ce temps, le sergent John O'Mara délivre une jeune femme des griffes des sbires de Cohen, attirant vers lui l'attention du chef Parker, qui lui demande de créer une équipe secrète pour lutter contre Mickey Cohen.



19.30 Championnat de France Ligue 1



- Monaco / Saint-Etienne
Au coude à coude dans la course à la quatrième place, qualificative pour la Ligue Europa, les Monégasques et les Stéphanois disputent un match crucial. Les joueurs de la Principauté, emmenés par leur buteur Dimitar Berbatov, partent avec la faveur des pronostics dans leur stade Louis II. Pour autant, avec Mevlut Erding, Ricky Van Wolfswinkel et Yohan Mollo, les Verts possèdent des talents offensifs capables de tromper la vigilance de la défense de Monaco.




19.45 Jack Reacher



Avec Tom Cruise, Rosamund Pike, Robert Duvall, Richard Jenkins
Un tireur solitaire abat cinq personnes. Des empreintes sont retrouvées sur les lieux, et le coupable arrêté. L'homme ne se défend pas, mais demande que l'on contacte Jack Reacher... Mystérieux ancien militaire, ce dernier se présente au commissariat. Malgré ses méthodes expéditives et personnelles, Helen Rodin, l'avocate du tueur, lui demande de l'assister pour l'enquête.



 Aujourd'hui, vous devez tenir compte de l'opinion des autres pour faire valoir vos capacités. «Nul n'est prophète en son pays», alors laissez les autres parler de vous !

[illegible]

FLÉCHÉS N° 5584

FOUILLIS N° 5584

R	S	E	I	N	O	I	T	A	N	I	M	I	L	E
E	I	S	S	N	O	I	L	G	O	R	B	M	I	N
G	A	O	R	E	S	E	A	U	P	E	T	E	A	O
A	R	R	V	E	N	I	R	A	R	O	C	T	T	I
N	G	E	E	A	S	A	N	E	Q	N	T	N	E	T
O	N	I	E	S	G	T	T	U	E	E	S	T	A	
I	E	F	N	A	I	I	E	C	A	M	U	M	I	R
T	I	I	N	N	L	O	S	R	E	T	E	N	N	T
I	N	T	A	I	R	E	R	N	E	N	I	N	I	S
T	A	C	T	E	V	M	N	C	S	L	L	O	F	U
E	Z	U	Z	R	U	O	E	O	E	A	I	I	N	L
P	I	R	E	S	S	S	N	F	P	R	M	T	I	L
E	Z	F	E	I	O	G	P	I	E	V	T	O	E	I
R	F	A	O	D	E	N	E	T	R	E	D	N	O	F
E	U	F	I	U	P	P	A	C	A	R	E	R	E	A

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est à ne pas faire en avant lorsqu'on est au bord du gouffre.
- Mon 2e, c'est le savoir.

Mon tout, c'est la résignation.

7 ERRORS



CROISÉS N° 5584

A. Fièvre ondulante.
B. Nouveau montant.
Au suivant !
C. Blanc bec. Relèvent.
D. Cœur de bois.
E. Creux dans les côtes.
Met hors d'usage.
F. Tenues pour dites. Dessalés.
G. Cran à cran.
Telle une belle mer.
H. Echec.
I. Manière d'écrire. Cité de l'UE.
J. Sacoches.

FLECHES N°5583

O	S	E	I	L	E	T	B
B	E	N	N	E	A	I	R
L	A	N	D	E	R	N	O
I	E	E	E	E	G	O	U
G	R	I	L	L	E	E	I
A	U	G	E	T	A	L	L
T	E	B	E	A	I	O	L
I	N	S	I	T	U	B	A
O	U	L	I	N	G	E	R
N	I	V	E	L	E	E	D

	B	O	U	Q	U	I	N	
E	R	E				S	E	T
N	I		R	A	G	O	T	S
T	N	T		T	E	L	S	
R		P	A	R	L	E		F
A	I		D	E		E	P	I
I	R	E		Q	G		O	N
N	A		O	U	E	S	T	
E	N	T				O	S	A
U		B	A	T	A			V
R	I		G	R	O	N	D	E
	L	I	E	E		E	A	U

CODÉS N°5583

[illegible]

1 A	2 C	3 L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	6	10	14	14	10	9	8	11	6
6	10	8	1	4	9	7			7
5	4	7	13	7		5	8	1	9
11	5		1	11	5	8	7	9	7
9	7	5	4	5	8	1	6	8	7
9	8		7	7		11	6	4	
7	8	1			15	9	4	5	7
2	7		7	2	9	1	5	1	5
8		4		12	1	6		6	5
4	10	6		1	4	8		1	7
10		16	10	6	2		2	3	
6		11		2	12	7	9	7	5
6	11	4	8	7	7		4		11
7	5	8		5	11	9	7	8	7
3	7	5	7		9	4	9	7	5

CODÉS N°5584



La Palestine est devenue formellement mercredi membre de la Cour pénale internationale (CPI), avec l'intention d'y faire juger les dirigeants israéliens pour crimes de guerre ou crimes liés à l'occupation. Une cérémonie à huis clos s'est déroulée au siège du tribunal à La Haye pour marquer cette adhésion, au cours de laquelle le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Malki, a reçu une copie symbolique du Statut de Rome, fondateur de la CPI. L'adhésion de la Palestine constitue un pas de plus dans la confrontation diplomatique et judiciaire engagée en 2014 par la direction palestinienne. C'est aussi une démarche aux conséquences incertaines: le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et d'autres dirigeants israéliens semblent loin de comparaître un jour à La Haye.

Une cellule djihadiste démantelée au Maroc



Une cellule recrutant des combattants pour le groupe djihadiste Etat islamique (Daech) a été démantelée à Fès, une des principales villes du Maroc, a annoncé mercredi le ministère de l'Intérieur. Selon le communiqué, le chef de cette cellule «entretenait de solides liens avec des dirigeants» du groupe EI, et les Marocains recrutés étaient envoyés dans des camps situés dans «la zone de conflit syro-irakienne», pour y recevoir des entraînements intensifs au maniement des armes. La date de l'opération et le nombre de personnes interpellées ne sont pas mentionnés. Les membres de cette cellule de recrutement avaient «reçu un important financement étranger destiné aux dépenses nécessaires pour le déplacement de ces combattants dans ce foyer de tension», ajoute en revanche le texte. Quelque 1.500 ressortissants marocains ont rejoint les rangs d'organisations djihadistes telles que Daech, ce qui fait du royaume un des principaux pays touchés.

Attaque contre le quartier général de la police à Istanbul



Une personne a été tuée lors d'une attaque visant le quartier général de la police à Istanbul, au lendemain d'une prise d'otage meurtrière qui s'est soldée par la mort de deux militants d'extrême gauche et d'un magistrat, ont rapporté les médias turcs. Selon l'agence de presse DHA, deux personnes non identifiées ont ouvert le feu sur le bâtiment qui abrite la direction de la police, dans le district de Fatih. Les policiers ont alors riposté et tué un des assaillants, dont les télévisions turques ont montré des images du corps inanimé reposant sur la chaussée.

Plus tôt la police turque a interpellé une vingtaine de proches du groupe clandestin d'extrême gauche à l'origine de la prise d'otage qui s'est soldée la veille par la mort d'un magistrat et des deux militants qui le retenaient. Le coup de filet des forces de l'ordre s'est déroulé dans la ville d'Antalya et a visé 22 étudiants soupçonnés de liens avec le Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), qui a revendiqué la prise d'otage de mardi.

L'Arabie Saoudite demande au Québec d'éviter toute ingérence



Le gouvernement saoudien a demandé au Québec de ne pas s'immiscer dans ses affaires après l'appel à la clémence lancé par le gouvernement et les élus de la province francophone pour Raef Badaoui, le blogueur condamné à la flagellation par le royaume saoudien. «Le royaume n'accepte aucune forme d'ingérence dans ses affaires internes et rejette (...) l'atteinte à l'indépendance de sa justice», selon l'extrait de la lettre transmise au président de l'Assemblée nationale du Québec, Jacques Chagnon, par l'ambassadeur saoudien au Canada, Naïf Bin Bandir Al-Sudairy.

Ensaf Haidar, l'épouse du blogueur, est réfugiée au Québec avec ses trois enfants, et a reçu le soutien de l'Assemblée nationale québécoise qui avait voté en février une motion demandant la libération de M. Badaoui. Kathleen Weil, ministre québécoise de l'Immigration, a assuré mercredi que son gouvernement était «déterminé à continuer à poursuivre la défense de M. Badaoui», depuis le début de l'année, le Canada et sa province québécoise, comme d'autres pays dans le monde ont exprimé leurs préoccupations pour la santé de Raef Badaoui, condamné à 1.000 coups de fouets et à 10 ans d'emprisonnement pour «insulte à l'islam».

Muhammadu Buhari remporte la présidentielle au Nigeria

L'ancien putschiste Muhammadu Buhari a remporté la présidentielle au Nigeria contre le sortant Goodluck Jonathan lors de l'élection la plus serrée de l'histoire du pays le plus peuplé d'Afrique, selon les résultats officiels proclamés mercredi. La victoire de M. Buhari, reconnue par M. Jonathan, constitue la première alternance démocratique au Nigeria, marquant un tournant majeur dans l'histoire politique agitée de ce pays qui a connu six coups d'Etat militaires depuis l'indépendance, en 1960, et qui a été gouverné par le même parti depuis la fin des dictatures militaires, il y a 16 ans. Avec l'annonce tard dans la soirée de mardi au siège de la Commission nationale électorale indépendante (Inec) de sa victoire écrasante dans l'Etat de Borno, épice de l'insurrection islamiste de Boko Haram, M. Buhari remporte 21 Etats des 36 que compte la fédération nigérienne. L'Inec a précisé mercredi matin que M. Buhari, 72 ans, du Congrès progressiste (APC), avait remporté l'élection avec 2,57 millions de voix d'avance sur son rival. Il a recueilli 15.424.921 voix ou 53,95% des 28.587.564 suffrages



gressiste (APC), avait remporté l'élection avec 2,57 millions de voix d'avance sur son rival. Il a recueilli 15.424.921 voix ou 53,95% des 28.587.564 suffrages exprimés. Goodluck Jonathan, 57 ans, du Parti démocratique populaire (PDP), a obtenu 12.853.162 voix (44,96%) à l'élection qui s'est déroulée samedi et dimanche.

Sarkozy interrogé par les juges



L'ancien président français Nicolas Sarkozy était interrogé mercredi matin par des juges à Paris dans une affaire concernant ses comptes de campagne alors que trois responsables de cette campagne ont été placés dans la matinée en garde à vue dans le cadre d'une autre affaire. M. Sarkozy est arrivé vers 08H10 dans une berline noire au tribunal de Paris où il doit être interrogé, a rapporté un journaliste de l'AFP. Cet interrogatoire a été plusieurs fois reporté. Une source proche du dossier avait dit à l'AFP que

M. Sarkozy devait être interrogé dans l'affaire des pénalités qui lui avaient été infligées après l'invalidation de ses comptes de campagne lors de la présidentielle de 2012. Ces pénalités avaient été réglées par son parti l'UMP. Dans ce dossier, l'ex-patron de l'UMP, Jean-François Copé, a été inculpé (mis en examen) début février pour «abus de confiance» à l'issue de cinq heures d'audition par les juges financiers. L'ex-trésorière du parti, Catherine Vautrin, a été inculpé du même chef en décembre.

Le chef du gouvernement rebelle libyen rejette son limogeage

Le chef du gouvernement libyen rebelle, Omar al-Hassi, a rejeté son limogeage décidé mardi par le Parlement rebelle proche de la coalition de milices Fajr Libya qui contrôle Tripoli. «J'ai été surpris par l'annonce de mon limogeage», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, en soulignant avoir appris cette information via des chaînes satellitaires. «Un Premier ministre ne peut pas être démis de ses fonctions ainsi», a-t-il ajouté. Il a précisé qu'il n'accepterait cette décision «que si ses partenaires dans ce gouvernement, les braves révolutionnaires, l'acceptent aussi». «Nous conservons notre droit constitutionnel à nous y opposer», a-t-il souligné. M. Hassi a été démis de ses fonctions mardi par un vote du Congrès général national (CGN), Assemblée non reconnue par la communauté internationale, qui a en revanche maintenu le reste des ministres. Cette décision ouvre la voie à un gouvernement d'union nationale. Fajr Libya, qui s'est emparée de la capitale libyenne en août, avait ensuite nommé M. Hassi, un universitaire de 55 ans, au poste de chef du gouvernement. Mais sa gestion des affaires politiques et sécuritaires a été contestée par des membres du CGN qui ont réclamé son départ.



EDITORIAL

Par Moncef Wafi

CES FAMEUX ÉQUILIBRES RÉGIONAUX

men, l'un des pays les plus pauvres de la planète, se retrouvant ainsi au centre d'enjeux stratégiques et confessionnels entre les deux puissances régionales. Ryad accuse Téhéran de télégider les miliciens chiites et l'ex-président Saleh pour déstabiliser le Yémen alors que l'Iran avertit, à son tour, que la «Tempête décisive» peut mettre le feu à l'ensemble du Moyen-Orient.

C'est dire que la guerre, par procuration, entre les deux pays risque encore de démembrer un peu plus l'hypothétique monde arabe et de redessiner sa nouvelle carte géographique aux contours définis par les puissances occidentales. Ce conflit, aux conséquences aussi désas-

treuses qu'insoupçonnées, repose avec acuité la légèreté des alliances régionales puisqu'au plus fort du Printemps arabe yéménite, c'est Ryad, souvenons-nous, qui était venu à la rescousse de son ennemi d'aujourd'hui, Ali Abdallah Saleh. Ce dernier, alors président décrié du pays, avait passé trois mois en Arabie Saoudite pour soigner les stigmates d'un attentat qui l'a gravement blessé alors qu'au même moment, ses mercenaires étaient en train de massacrer des manifestants à Sanaa. C'est dire que l'allié d'hier peut se muer en ennemi pour peu que les équilibres régionaux soient menacés.

Ce qui se passe au Yémen aujourd'hui est le résultat direct de cette absence de démocratie qui caractérise les pays du Golfe, du Moyen-Orient et de ce qui reste du monde arabe en général. Un conflit armé qui risque de perdurer en l'absence d'une médiation internationale qui n'a rien à gagner dans cette région du monde pour peu que ces fameux équilibres ne soient pas remis en question.